

Horizontal Software

Société anonyme au capital de 1 101 326 euros
Siège social : 2 rue Hegel ZAC Euratechnologies - 59160 Lomme
RCS Lille n°520 319 245

NOTE D'OPÉRATION

Mise à la disposition du public à l'occasion :

- de l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris de l'intégralité des 1 101 326 actions existantes composant le capital de la société Horizontal Software ;
- de l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris de l'intégralité des 54 129 actions résultant de la conversion des 541 319 obligations convertibles en actions ; et
- du placement, dans le cadre d'une offre à prix ouvert auprès du public en France et d'un placement global principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France, de 708 333 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, à souscrire en numéraire et par compensation de créances, par voie d'offre au public, pouvant être porté à un maximum de 936 769 actions nouvelles (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation), et de leur inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris.

Période d'Offre : du 28 novembre 2016 au 8 décembre 2016 (inclus).

**Fourchette indicative de prix applicable à l'offre à prix ouvert et au placement global :
Entre 10,20 euros et 13,80 euros par action.**

Le prix pourra être fixé en dessous de 10,20 euros par action.

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette indicative de prix susvisée ou de fixation du prix au-dessus de 13,80 euros par action, les ordres émis dans le cadre de l'offre à prix ouvert pourront être révoqués pendant au moins 2 jours de bourse.



En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») a apposé le visa n° 16-552 en date du 25 novembre 2016 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des documents comptables et financiers présentés.

Le prospectus (le « **Prospectus** ») visé par l'AMF est constitué :

- du document de base d'Horizontal Software SA enregistré par l'AMF le 15 novembre 2016 sous le numéro I.16-076 (le « **Document de Base** ») ;
- de la note d'opération (la « **Note d'Opération** ») ;
- du résumé du Prospectus (inclus dans la Note d'Opération).

Invest Corporate Finance

Invest Securities
Société de Bourse

ENTERNEXT

Conseil – Listing Sponsor

Chef de File et Teneur de Livre

Conseil de la Société

Des exemplaires du document sont disponibles sans frais au siège social de la Société, ainsi qu'en version électronique sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et sur celui de la Société (www.horizontalsoftware.com).

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| SOMMAIRE | 2 |
| PREAMBULE | 4 |
| RÉSUMÉ | 5 |
| 1. PERSONNES RESPONSABLES | 35 |
| 1.1 Responsable du Prospectus | 35 |
| 1.2 Attestation du responsable du Prospectus | 35 |
| 1.3 Responsable de l'information financière | 35 |
| 2. FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'OFFRE | 36 |
| 2.1 Les actions de la Société n'ont pas été préalablement cotées et seront soumises aux fluctuations de marché | 36 |
| 2.2 Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante | 36 |
| 2.3 Cession par les principaux actionnaires existants d'un nombre important d'actions de la Société | 37 |
| 2.4 Insuffisance des souscriptions et annulation de l'Offre | 37 |
| 2.5 Politique de distribution de dividendes de la Société | 37 |
| 2.6 Les actionnaires de la Société ne bénéficieront pas des garanties associées aux marchés réglementés | 37 |
| 2.7 Dilution liée au financement de tout ou partie des besoins de financement complémentaires éventuels | 37 |
| 2.8 Dilution potentiellement significative induite par les instruments dilutifs existants ou futurs | 37 |
| 3. INFORMATIONS DE BASE | 39 |
| 3.1 Déclaration sur le fonds de roulement net | 39 |
| 3.2 Capitaux propres et endettement | 39 |
| 3.3 Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'Offre | 40 |
| 3.4 Raisons de l'Offre et utilisation du produit net de l'Offre | 40 |
| 4. INFORMATIONS SUR LES ACTIONS DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION | 42 |
| 4.1 Nature, catégorie et jouissance des actions offertes et admises à la négociation | 42 |
| 4.2 Droit applicable et tribunaux compétents | 43 |
| 4.3 Forme et mode d'inscription en compte des actions de la Société | 43 |
| 4.4 Devise d'émission des actions | 43 |
| 4.5 Droits attachés aux actions | 43 |
| 4.6 Autorisations | 46 |
| 4.7 Date prévue d'émission des actions | 48 |
| 4.8 Restriction à la libre négociabilité des actions | 48 |
| 4.9 Réglementation française en matière d'offres publiques | 49 |
| 4.10 Offres publiques d'acquisition lancées par des tiers sur le capital de l'émetteur durant le dernier exercice et l'exercice en cours | 49 |
| 4.11 Régime fiscal | 49 |
| 4.12 Réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre de la souscription à l'augmentation de capital (article 885-0 V bis du Code général des impôts) | 53 |
| 5. CONDITIONS DE L'OFFRE | 56 |
| 5.1 Conditions, statistiques de l'Offre, calendrier prévisionnel et modalités d'une demande de souscription | 56 |
| 5.2 Plan de distribution et allocation des actions | 62 |
| 5.3 Fixation du prix | 66 |
| 5.4 Placement | 70 |
| 6. ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION | 71 |
| 6.1 Inscription aux négociations | 71 |
| 6.2 Autres places de cotation existantes | 71 |
| 6.3 Offres simultanées d'actions de la Société | 71 |
| 6.4 Contrat de liquidité | 71 |
| 6.5 Stabilisation | 71 |
| 7. DÉTENTEURS D'ACTIONS SOUHAITANT LES VENDRE | 73 |
| 7.1 Personnes ou entités souhaitant vendre des titres de capital ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société | 73 |

| | | |
|------|---|----|
| 7.2 | <i>Engagements de conservation des titres</i> | 73 |
| 7.3 | <i>Engagement d'abstention</i> | 74 |
| 8. | DÉPENSES LIÉES À L'OFFRE | 75 |
| 9. | DILUTION | 76 |
| 9.1 | <i>Incidence de l'Offre sur la quote-part des capitaux propres</i> | 76 |
| 9.2 | <i>Incidence de l'Offre sur la situation de l'actionnaire</i> | 76 |
| 9.3 | <i>Incidence de l'Offre sur la répartition du capital et des droits de vote de la Société</i> | 77 |
| 10. | INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES | 82 |
| 10.1 | <i>Conseillers ayant un lien avec l'Offre</i> | 82 |
| 10.2 | <i>Commissaires aux comptes</i> | 82 |
| 10.3 | <i>Rapport d'expert</i> | 82 |
| 10.4 | <i>Informations provenant d'une tierce partie</i> | 82 |
| 10.5 | <i>Mise à jour de l'information concernant la société</i> | 82 |

PREAMBULE

- Note

Dans la Note d'Opération, les termes « **Horizontal Software** », la « **Société** » ou le « **Groupe** » ont la même signification que celle donnée dans le Document de Base.

- Avertissement

Informations prospectives

Le présent Prospectus contient des indications sur les objectifs ainsi que les axes de développement du Groupe. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pouvoir », ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou terminologie similaire.

L'attention du lecteur est attirée sur le fait que ces objectifs et ces axes de développement dépendent de circonstances ou de faits dont la survenance ou la réalisation est incertaine.

Ces objectifs et axes de développement ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétés comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront, que les hypothèses seront vérifiées ou que les objectifs seront atteints. Par nature, ces objectifs pourraient ne pas être réalisés et les déclarations ou informations figurant dans le présent Prospectus pourraient se révéler erronées, sans que la Société se trouve soumise de quelque manière que ce soit à une obligation de mise à jour, sous réserve de la réglementation applicable et notamment du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différents paragraphes du Prospectus et contiennent des données relatives aux intentions, estimations et objectifs de la Société concernant, notamment, le marché dans lequel elle évolue, sa stratégie, sa croissance, ses résultats, sa situation financière, sa trésorerie et ses prévisions. Les informations prospectives mentionnées dans le Prospectus sont données uniquement à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus. La Société opère dans un environnement concurrentiel et en constante évolution. Elle ne peut donc anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

Facteurs de risques

Avant de prendre leur décision d'investissement, les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risque décrits au chapitre 4 du Document de Base et au chapitre 2 de la Note d'Opération. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe. Par ailleurs, d'autres risques et incertitudes non connus de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus ou qu'elle juge aujourd'hui non significatifs pourraient exister et survenir et également perturber ou avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats, les perspectives du Groupe ou le cours des actions de la Société.

RÉSUMÉ

Le résumé est constitué d'informations requises connues sous le nom « **Éléments** ». Ces Éléments sont numérotés dans les Sections A - E (A. 1 - E. 7). Ce résumé contient l'ensemble des Éléments devant figurer dans le résumé d'un Prospectus relatif à cette catégorie de valeur mobilière et à ce type d'émetteur. Parce que certains Éléments ne sont pas requis, il peut y avoir des lacunes dans la séquence de numérotation des éléments. Lorsqu'un Éléments n'est pas pertinent pour ce Prospectus, il figurera néanmoins dans le résumé suivi de la mention « Sans objet ».

A. Introduction et avertissements

| | |
|---|--|
| A.1 Introduction et avertissements | <p>Le présent résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus.</p> <p>Toute décision d'investir dans les titres financiers qui font l'objet de l'Offre doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l'investisseur.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces valeurs mobilières.</p> |
| A.2 Consentement de l'Émetteur sur l'utilisation du Prospectus | Sans objet. |

B. Émetteur

| | |
|--|---|
| B.1 Raison sociale et nom commercial | La Société a pour dénomination sociale et nom commercial Horizontal Software (« Horizontal Software », la « Société » ou l'« Émetteur »). |
| B.2 Siège social / Forme juridique / Législation / Pays d'origine | <p>Horizontal Software est une société anonyme au capital de 1 101 326 euros immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lille n°520 319 245 :</p> <ul style="list-style-type: none">• Siège social : 2 rue Hegel ZAC Euratechnologies - 59160 Lomme ;• Forme juridique : société anonyme ;• Droit applicable : droit français ;• Pays d'origine : France. |
| B.3 Nature des opérations et principales activités | Le Groupe Horizontal Software est spécialisé dans l'édition de logiciels de gestion du capital humain en mode <i>SaaS</i> et <i>SaaS-Apps</i> ¹ . |

¹ *Software as a Service* / Application.

| | |
|--|--|
| | <p>La suite logicielle développée par le Groupe Horizontal Software est considérée comme innovante dans sa capacité à satisfaire simultanément trois exigences de la gestion du capital humain :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion optimisée du capital humain et des moyens associés (lieux, <i>timing</i>, matériel, etc.) ; • Intégration des codes de la génération <i>Millennials</i> ou génération Y née de 1980 à 2000 (réseaux sociaux, <i>Gamification</i>¹ et mobilité) ; • Possibilité de personnalisation du produit par des non informaticiens. <p>Horizontal Software propose en effet des outils qui s'adaptent à l'évolution et à l'équilibre des besoins entre les entreprises clientes et leurs collaborateurs, dans un cadre professionnel bouleversé par une mobilité accrue et le développement des réseaux sociaux, tout en intégrant l'ensemble des contraintes légales, économiques, sociales, techniques et organisationnelles.</p> <p>Cette nouvelle génération de logiciels, qui est construite sur les besoins et les spécificités métier, constitue une technologie innovante de rupture, en ce sens qu'elle intègre de nombreux paramètres comme les ressources multiples (compétences et moyens associés, activités, lieux d'intervention), la performance (temps réel, simulation prévisionnelle) ainsi qu'une puissance de calcul adaptable.</p> <p>La suite logicielle et ses modules sont intégrés dans une plateforme qui constitue un socle technologique transversal basé sur une architecture <i>Cloud</i> ouverte. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les fondateurs ont retenu pour leur projet le nom d'Horizontal Software.</p> <p>L'offre Horizontal Software répond aux principaux enjeux de la gestion du capital humain en dehors de la gestion de la paye :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Optimisation de la gestion du temps et des activités : <ul style="list-style-type: none"> ○ La gestion du temps des collaborateurs englobe la gestion des cycles horaires de travail multi-sociétés-multi-sites, l'enregistrement du temps de présence et le calcul des heures supplémentaires et des temps de repos compensatoires ; ○ La planification automatisée et optimisée des activités et des équipes en tenant compte des besoins réglementaires liés au métier, des compétences, de l'équité, de la succession des tâches, des préférences des employés ainsi que des temps de présence et d'absence. • Acquisition et gestion des talents : <ul style="list-style-type: none"> ○ L'acquisition des talents intègre la gestion intégrale du processus de recrutement et la recherche avancée des compétences sur la base des réseaux sociaux et d'une CV thèque ; ○ La gestion des talents comprend la gestion administrative RH et la gestion des formations, des entretiens d'évaluation, des carrières et des indicateurs RH. <p>À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, l'offre logicielle est commercialisée en mode licence, en mode <i>SaaS</i> et/ou en mode <i>SaaS-Apps</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La solution en mode licence, maintenue uniquement auprès des clients historiques et dorénavant commercialisée sporadiquement dans des cas spécifiques, comprend des prestations d'installation et de déploiement, la formation des utilisateurs et le coût de la licence logicielle ; |
|--|--|

¹ *Gamification* est un néologisme qui désigne le fait de reprendre des mécaniques et signaux propres aux jeux pour des actions ou applications qui ne sont pas des jeux (source : www.définitionsmarketing.com).

| | |
|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • La solution en mode <i>SaaS</i> intègre des prestations de paramétrage initial (<i>set up</i>), la formation des utilisateurs ainsi qu'un abonnement par collaborateur géré de l'ordre de 1 à 7 euros par mois selon le nombre de modules et de fonctionnalités choisies ; • La solution en mode <i>SaaS-Apps</i> appelée Yootalent est disponible en mode <i>Freemium</i>¹ (gratuit) pour l'<i>App</i> permettant de gérer l'entretien professionnel ou en mode <i>Premium</i> (payant) pour les <i>Apps</i> complémentaires via un abonnement mensuel et sans engagement facturé par collaborateur géré. <p>À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, l'offre développée par le groupe Horizontal Software, composé d'environ 80 employés répartis sur différents sites, est déployée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En mode <i>SaaS</i> auprès de 500 entreprises clientes pour environ 500 000 personnes gérées ; et • En mode <i>SaaS-Apps</i> Yootalent <i>Freemium</i> auprès de 60 entreprises représentant environ 29 372 collaborateurs gérés en France ainsi qu'auprès de 5 entreprises représentant environ 700 collaborateurs gérés en Amérique du Nord et en mode <i>SaaS-Apps</i> Yootalent <i>Premium</i> auprès de 1 400 collaborateurs gérés, dont 1 020 sont issus de la communauté Yootalent <i>Freemium</i> avec les sociétés telles qu'Innovista Sensor, Frial, Novastock, Océan Délices, étant précisé que les 2/3 des entreprises de la communauté <i>Freemium</i> ont déjà déclaré souhaiter s'abonner à cette <i>App Premium</i>. |
| B.4a Tendances récentes ayant des répercussions sur l'émetteur | <p>Sur l'offre <i>Cloud-SaaS</i> du Groupe, avec 1,6 M€ de prises de commandes² au 30 septembre 2015 et 2,0 M€ de prises de commandes au 30 septembre 2016 (+21,6%), l'activité connaît une croissance avec de nouveaux contrats tels que l'Hôpital Foch, la Fondation Idlys ou Burger King France.</p> <p>La tendance au packaging de l'offre par filières (restauration rapide, retail, santé, etc.) permet de répliquer plus rapidement les solutions. L'expertise du Groupe dans ces secteurs conjuguée à la rapidité de paramétrage due au langage propriétaire HUDL, lui permet de mettre en œuvre une stratégie de <i>Repeat Business</i>, consistant à capitaliser sur les clients existants qui deviennent les ambassadeurs de l'offre.</p> <p>Par exemple, le déploiement du premier restaurant Burger King en 2015 a généré l'acquisition de 29 restaurants supplémentaires à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus et s'inscrit dans une perspective de 600 restaurants déployés en 2020. Cette capacité à répliquer le paramétrage a permis au Groupe de remporter le marché de la société Five Guys, concurrente de Burger King.</p> <p>De même, dans le secteur de la santé, le groupement GSC Ameitic composé d'une soixantaine d'établissements, a sélectionné en juillet 2016 la solution <i>Cloud-SaaS</i> du Groupe via un contrat cadre, deux établissements ont déjà lancé le projet.</p> <p>Cette stratégie de pénétration des différents secteurs d'activités se met en place grâce à l'innovation technologique et l'expertise du Groupe, lui donnant désormais accès à des projets dont la granularité est comparable à celle des plus gros contrats mondiaux (plus de 15 000 collaborateurs gérés) et dont la récurrence annuelle peut atteindre plus d'1 million d'euros sur un cycle de 3 à 4 ans.</p> |

¹ Le *Freemium / Premium* est un modèle économique associant une offre *Freemium* gratuite en libre accès et une offre *Premium* plus évoluée et/ou plus complète en accès payant (source : www.definitionsmarketing.com).

² Les prises de commandes correspondent au montant des prestations de services et un an d'abonnement, facturé et à facturer, signé par les commerciaux depuis le début de l'année et sont exprimées ici retraitées du contrat de partenariat. Conclu en 2015, le contrat de partenariat est relatif à la vente d'une licence et de services associés en mode *Cloud-SaaS*. Ce client a en effet souhaité adopter la nouvelle technologie *Cloud-SaaS* et être facturé sous la forme d'une licence payée en début de contrat et non par abonnement. Le partenariat tient à ce qu'Horizontal Software et l'entreprise-cliente ont réciproquement un accès direct à leurs ressources de développement afin que soient développées des solutions spécifiques aux besoins du partenaire, développements qui s'inscrivent dans le plan R&D du Groupe.

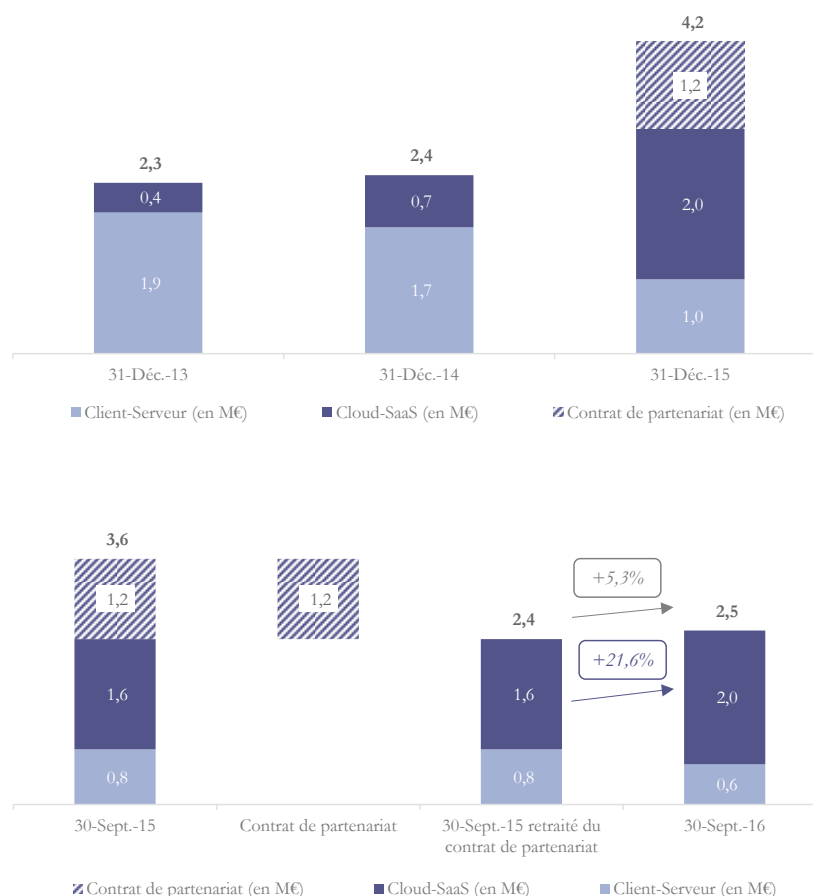
Sur l'offre *SaaS-Apps* Yootalent du Groupe, le Groupe a lancé depuis le 31 décembre 2015, une première *App Entretien Professionnel* en mode *Freemium*. Au 1^{er} octobre 2016, 60 entreprises représentant environ 29 372 collaborateurs gérés en France ainsi que 5 entreprises représentant environ 700 collaborateurs gérés en Amérique du Nord, font parties de la communauté *Freemium*.

Lors de la 2nde quinzaine d'octobre 2016, le Groupe a commencé le pré-lancement de l'*App Premium* de gestion des entretiens annuel et de performance disponible sur *Smartphones* pour les collaborateurs et/ou sur tablettes et ordinateurs pour les services RH. Des démonstrations et des chats avec l'animatrice de la communauté sont déjà organisés auprès de 1 400 collaborateurs gérés, dont 1 020 sont issus de la communauté Yootalent *Freemium* avec les sociétés telles qu'Innovista Sensor, Frial, Novastock, Océan Délices, étant précisé que 39 entreprises représentant 19 000 collaborateurs, ont d'ores et déjà exprimé leur intérêt pour acquérir la solution en *Premium*.

Le Groupe est en avance sur ses objectifs et a déjà atteint la taille de communauté escomptée en mai 2017. La solution *SaaS-Apps* Yootalent a rencontré un succès plus important que prévu lors des quelques opérations marketing réalisées.

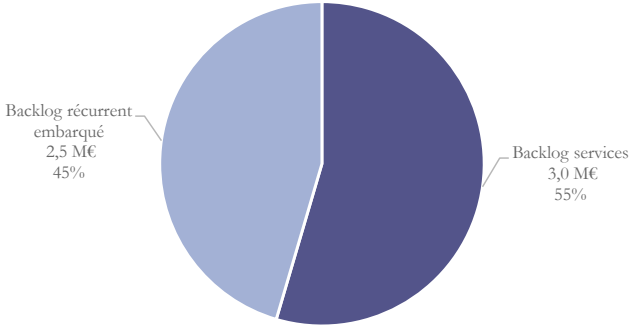
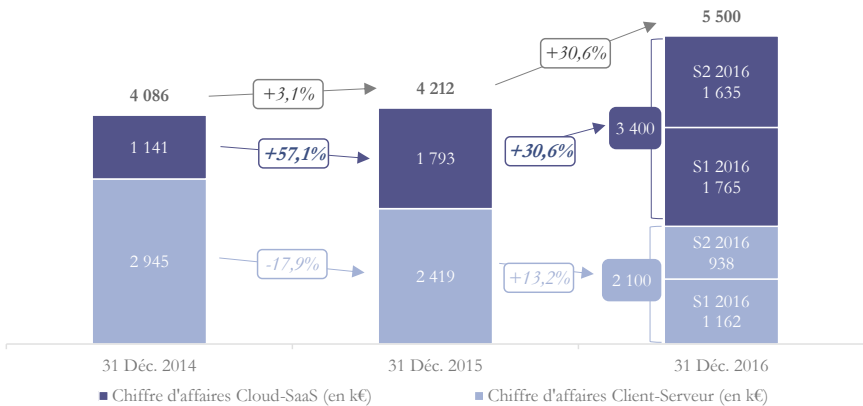
Le groupe Horizontal Software est affiché comme expert de la digitalisation par le site myRHLine.com.

Sur l'ensemble des offres du Groupe, l'évolution des prises de commandes¹ est la suivante :



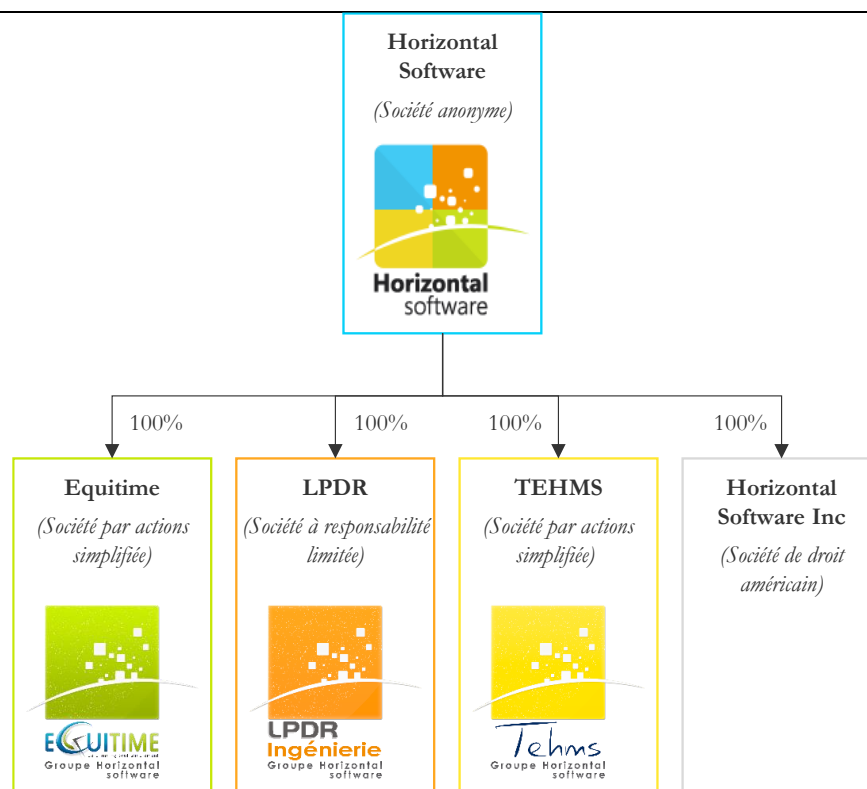
Conclu en 2015, le contrat de partenariat est relatif à la vente d'une licence et de services associés en mode *Cloud-SaaS*. Ce client a en effet souhaité adopter la

¹ Les prises de commandes correspondent au montant des prestations de services et un an d'abonnement, facturé et à facturer, signé par les commerciaux depuis le début de l'année.

| | |
|---|--|
| | <p>nouvelle technologie <i>Cloud-SaaS</i> et être facturé sous la forme d'une licence payée en début de contrat et non par abonnement. Le partenariat tient à ce qu'Horizontal Software et l'entreprise-cliente ont réciproquement un accès direct à leurs ressources de développement afin que soient développées des solutions spécifiques aux besoins du partenaire, développements qui s'inscrivent dans le plan R&D du Groupe.</p> <p>Sur l'ensemble des offres du Groupe, la répartition entre <i>Backlog</i>¹ services et <i>Backlog</i> récurrent embarqué² au 31 octobre 2016 est la suivante :</p> <p style="text-align: center;">5,5 M€ de <i>Backlog</i> au 31 Oct. 2016</p>  <p>Le Groupe prévoit d'atteindre au 31 décembre 2016 un chiffre d'affaires de 5,5 millions d'euros, soit une croissance de +30,6% par rapport au chiffre d'affaires au 31 décembre 2015. L'évolution de la répartition du chiffre d'affaires entre le mode <i>Cloud-SaaS</i> et le mode Client-Serveur serait :</p>  <p>■ Chiffre d'affaires Cloud-SaaS (en k€) ■ Chiffre d'affaires Client-Serveur (en k€)</p> |
| <p>B.5 Description du Groupe</p> | <p>À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, l'organigramme juridique du Groupe est le suivant, les pourcentages étant exprimés en détention du capital et en droits de vote :</p> |

¹ Le *Backlog* services correspond au montant de prestations de services à produire et donc à facturer restant à date.

² Le *Backlog* récurrent embarqué correspond au montant récurrent – abonnements *SaaS* en mode *Cloud-SaaS* ou services de maintenance en mode Client-Serveur - à date et à facturer sur les 12 prochains mois à venir, avec ou sans prestations associées.



Le Groupe est constitué de la société mère Horizontal Software, présente à Lille, Paris, Montceau-les-Mines et Grenoble et de 4 filiales présentes à Lille, Paris, Grenoble et aux États-Unis. Ces filiales sont toutes détenues à 100% et sont le fruit d'opérations de croissance externe (en dehors de la création de la filiale aux États-Unis) visant à construire une offre logicielle globale et innovante de gestion des ressources humaines optimisée en mode *SaaS* et *SaaS-Apps* couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur RH (hors gestion de la paie) :

- **Horizontal Software (Société anonyme)** : créée en février 2010, Horizontal Software est la société mère du Groupe qui concentre l'essentiel de la R&D du Groupe.
- **LPDR Ingénierie (Société à responsabilité limitée)** : créée en 2001 et basée à Paris, la société LPDR Ingénierie est spécialisée dans l'édition de logiciel d'e-recrutement en mode *SaaS* (acquisition des talents).
Acquise en juin 2012, elle permet à Horizontal Software d'acquérir une expertise métier répondant à sa stratégie de création d'une offre globale de gestion des ressources humaines pour les entreprises en mode *SaaS* et *SaaS-Apps*.
LPDR Ingénierie est une Société À Responsabilité Limitée de droit français au capital social de 147 622,46 euros et immatriculée depuis le 27 août 2001 auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 438 999 682.
- **Equitime (Société par actions simplifiée)** : créée en 1999 en Isère, la société Equitime est spécialisée dans l'édition de solutions progiciels de gestion des temps et de planification des collaborateurs, avec une expertise forte dans la modélisation des règles métier, notamment dans le secteur de la santé et des collectivités.
Acquise par Horizontal Software en décembre 2013, elle permet au Groupe d'acquérir une expertise métier notamment dans la santé, une équipe commerciale et technique ainsi que d'atteindre une masse critique via la base installée tout en lui permettant de continuer le développement d'une offre globale d'optimisation de la gestion complexe des ressources pour les entreprises en mode *SaaS*.

| | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Produits & charges financiers | -109 | -223 | -130 | -70 |
| Résultat courant des entreprises intégrées | -1 261 | -2 101 | -998 | -1 155 |
| Produits & charges exceptionnels | -11 | 46 | 47 | - |
| Impôts sur les bénéfices | 62 | -48 | 25 | 95 |
| Résultat net des activités poursuivies | -1 210 | -2 103 | -926 | -1 060 |
| Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition | -144 | -204 | -102 | -102 |
| Résultat net | -1 354 | -2 307 | -1 028 | -1 162 |

Chiffre d'affaires par secteurs opérationnels :

Au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015 :

| Comptes consolidés (normes françaises, en k€) | 31/12/2014 12 mois | | | 31/12/2015 12 mois | | |
|--|-----------------------|--------------|--------------|-----------------------|--------------|--------------|
| | Client-Serveur | Cloud-SaaS | Total | Client-Serveur | Cloud-SaaS | Total |
| Licence | 134 | 45 | 179 | 134 | 166 | 300 |
| Services | 1 627 | 683 | 2 310 | 1 064 | 884 | 1 948 |
| Maintenance / Abonnement Cloud-SaaS | 1 068 | 397 | 1 465 | 1 113 | 723 | 1 836 |
| Matériel | 116 | 16 | 132 | 108 | 20 | 128 |
| Total | 2 945 | 1 141 | 4 086 | 2 419 | 1 793 | 4 212 |

Au 30 juin 2015 et au 30 juin 2016 :

| Comptes consolidés (normes françaises, en k€) | 30/06/2015 12 mois | | | 30/06/2016 12 mois | | |
|--|-----------------------|------------|--------------|-----------------------|--------------|--------------|
| | Client-Serveur | Cloud-SaaS | Total | Client-Serveur | Cloud-SaaS | Total |
| Licence | 25 | 52 | 77 | 66 | 509 | 575 |
| Services | 613 | 331 | 944 | 414 | 771 | 1 185 |
| Maintenance / Abonnement Cloud-SaaS | 536 | 449 | 985 | 584 | 478 | 1 062 |
| Matériel | 78 | 11 | 89 | 98 | 7 | 105 |
| Total | 1 252 | 843 | 2 095 | 1 162 | 1 765 | 2 927 |

Informations financières sélectionnées du compte de bilan

| Comptes consolidés (normes françaises, en k€) | 31/12/14 12 mois | 31/12/15 12 mois | 30/06/16 6 mois |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|
| Actif immobilisé net | 5 770 | 5 058 | 4 635 |
| dont Écarts d'acquisition | 1 875 | 1 672 | 1 570 |
| dont Immobilisations incorporelles | 3 547 | 3 089 | 2 860 |
| dont Immobilisations corporelles | 37 | 37 | 39 |
| dont Immobilisations financières | 311 | 260 | 166 |
| Actif circulant | 3 890 | 4 734 | 4 857 |
| dont Créances clients | 1 133 | 1 318 | 2 265 |
| dont Autres créances | 2 278 | 2 427 | 1 962 |
| dont VMP | 0 | 66 | 66 |
| dont Disponibilités | 479 | 923 | 564 |
| Charges constatées d'avance | 0 | 0 | 0 |
| Total actif | 9 660 | 9 792 | 9 492 |

| Comptes consolidés (normes françaises, en k€) | 31/12/14 12 mois | 31/12/15 12 mois | 30/06/16 6 mois |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|
| Capitaux propres part du groupe | 2 067 | 1 060 | 547 |
| dont Capital social | 898 | 1 034 | 1 101 |
| dont Prime d'émission | 5 758 | 6 923 | 7 505 |
| dont Réserves consolidées | -3 235 | -4 590 | -6 897 |
| dont Résultat net part du groupe | -1 354 | -2 307 | -1 162 |
| Intérêts minoritaires | 0 | 0 | 0 |
| Autres fonds propres | 2 051 | 1 988 | 2 594 |

| | | | | | |
|--|---|----------------------------|----------------------------|---------------------------|---------------------------|
| | dont Avances conditionnées remboursables OSEO | 2 051 | 1 988 | 2 594 | |
| | Provisions courantes | 301 | 400 | 415 | |
| | Emprunts et dettes assimilées | 4 271 | 4 993 | 4 997 | |
| | dont Emprunts obligataires convertibles | 348 | 348 | 348 | |
| | dont Emprunts et dettes établissements de crédits | 9 | 774 | 774 | |
| | dont Emprunts et dettes financières divers | 227 | 182 | 158 | |
| | dont Fournisseurs et comptes rattachés | 837 | 688 | 1 158 | |
| | dont Dettes fiscales et sociales | 1 494 | 1 627 | 1 558 | |
| | dont Autres dettes incl. rachat titres Equitime et comptes courants actionnaire | 1 356 | 1 374 | 1 001 | |
| | Produits constatés d'avance | 970 | 1 351 | 939 | |
| | Total passif | 9 660 | 9 792 | 9 492 | |
| | | | | | |
| Informations financières sélectionnées du tableau de flux de trésorerie | | | | | |
| | Comptes consolidés (normes françaises, en k€) | 31/12/14 12 mois | 31/12/15 12 mois | 30/06/15 6 mois | 30/06/16 6 mois |
| | Marge brute d'autofinancement | -748 | -1 442 | -691 | -875 |
| | Dont Résultat net des sociétés intégrées | -1 354 | -2 307 | -1 028 | -1 162 |
| | Dont Dot. nette aux amortissements et provisions | 656 | 799 | 357 | 382 |
| | Dont Variation des impôts différés | -50 | 66 | -20 | -95 |
| | Variation du besoin en fonds de roulement | -316 | -38 | 0 | -161 |
| | Flux de trésorerie provenant de l'exploitation | -1 064 | -1 480 | -691 | -1 036 |
| | Acquisition d'immob. corporelles et incorporelles | -60 | -44 | -8 | -12 |
| | Acquisition d'immob. financières | -4 | -41 | 0 | 0 |
| | Cession d'immob. corporelles et incorporelles | 1 | 25 | 0 | 0 |
| | Cession d'immob. financières | 226 | 91 | 165 | 94 |
| | Incidence des variations de périmètre | 3 | 0 | 0 | 0 |
| | Flux de trésorerie provenant de l'investissement | 166 | 31 | 157 | 82 |
| | Augmentation des fonds propres | | 1 301 | 0 | 649 |
| | Augmentation des dettes financières et autres fonds propres | 50 | 827 | 468 | 622 |
| | Remboursement des dettes financières | -1 825 | -169 | -81 | -676 |
| | Flux de trésorerie provenant du financement | -1 775 | 1 959 | 387 | 595 |
| | Variation de la trésorerie | -2 673 | 510 | -147 | -359 |
| | Trésorerie à l'ouverture | 3 152 | 479 | 479 | 989 |
| | Trésorerie à clôture | 479 | 989 | 332 | 630 |
| | | | | | |
| Informations financières sélectionnées quant au niveau d'endettement | | | | | |
| | Comptes consolidés (normes françaises, en k€) | 31/12/15 12 mois | 30/06/16 6 mois | | |
| | Capitaux propres | 1 060 | 547 | | |
| | Avances remboursables OSÉO (a) | 1 988 | 2 594 | | |
| | Emprunts obligataires (b) | 348 | 348 | | |
| | Dettes financières - Bpifrance (c) | 774 | 774 | | |
| | Rachat des titres Equitime et comptes courants d'actionnaires (d) | 1 245 | 982 | | |
| | Dettes financières diverses (e) | 182 | 158 | | |
| | Trésorerie et équivalents de trésorerie (f) | 989 | 630 | | |
| | Créance des obligataires (g) | 0 | 348 | | |
| | Endettement net (a + b + c + d + e - f - g) | 3 548 | 3 878 | | |
| | Endettement financier net sur capitaux propres | 3,3x | 7,1x | | |
| B.8 Informations proforma | Sans objet. | | | | |

| | |
|--|--|
| B.9 Prévision de bénéfice | La Société n'entend pas émettre de prévisions ou d'estimations de bénéfices. |
| B.10 Éventuelles réserves contenues dans les rapports d'audit | <p>Le rapport du commissaire aux comptes relatif aux comptes consolidés audités, établis normes françaises pour chacun des exercices clos au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2015 comporte l'observation suivante : « Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1.1 Continuité d'exploitation et financement » de l'annexe concernant les éléments et hypothèses sur lesquels repose l'application du principe de continuité d'exploitation pour l'élaboration des comptes consolidés clos le 31 décembre 2015 ».</p> <p>Le rapport d'examen limité du commissaire aux comptes semestriels consolidés résumés ayant fait l'objet d'un examen limité par le commissaire aux comptes, établis en normes françaises au 30 juin 2016 comporte l'observation suivante : « Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1.1 Continuité d'exploitation et financement » de l'annexe concernant les éléments et hypothèses sur lesquels repose l'application du principe de continuité d'exploitation pour l'élaboration des comptes consolidés intermédiaires résumés clos le 30 juin 2016 ».</p> |
| B.11 Fonds de roulement net | À la date de visa par l'AMF sur le Prospectus, compte tenu de l'accord conclu le 18 novembre 2016 avec les trois porteurs d'obligations convertibles en actions FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO, en vertu duquel la Société pourra sur sa seule décision, reporter l'échéance de remboursement des obligations convertibles en actions du 31 décembre 2016 au 31 décembre 2017 en cas de non réalisation de l'Offre avant le 30 juin 2017, le Groupe dispose d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie d'exploitation sur les douze prochains mois. |

C. Valeurs mobilières

| | |
|---|---|
| C.1 Nature, catégorie et numéro d'identification des actions | <p>Les titres de la Société dont l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris est demandée sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'intégralité des actions composant le capital social émis à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, soit 1 101 326 actions de 1 euro chacune de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégories (les « Actions Existantes ») ; • L'intégralité des 54 129 actions résultant de la conversion des 541 319 obligations convertibles en actions ; et • Un nombre de 708 333 Actions Nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société à souscrire en numéraire et par compensation de créances, par voie d'offre au public, pouvant être portées à un maximum de 814 582 Actions Nouvelles en cas d'exercice par la Société en totalité de la Clause d'Extension et à un maximum de 936 769 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation (ensemble, les « Actions Nouvelles »). <p>Le 18 novembre 2016, la Société et les trois porteurs d'obligations convertibles en actions FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO, sont convenus que, dans le cadre de l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris des actions de la société Horizontal Software, la totalité des obligations convertibles en actions représentant un montant nominal de 349 k€, sera convertie en 54 129 actions nouvelles. Les prix de conversion, tel qu'ajustés par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, en conséquence du regroupement des actions de la Société par dix constaté par le conseil d'administration du même jour, seront de 4,6 euros pour les OCA TEHMS</p> |
|---|---|

| | |
|--|--|
| | <p>1 et de 7,4 euros pour les OCA TEHMS 2 et les OCA TEHMS 3. Les intérêts courus, de la date de paiement du dernier coupon jusqu'à la date de la demande de conversion, soit à titre indicatif le 9 décembre 2016, date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre, d'un montant estimé à 4 378 euros, seront versés lors du règlement-livraison de l'Offre, soit à titre indicatif, le 13 décembre 2016.</p> <p>À la date de la première cotation des actions, les titres de la Société seront des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie. Elles porteront jouissance courante et donneront droit, à compter de leur émission, à toutes les distributions décidées par la Société à compter de cette date.</p> <p><u>Code mnémonique</u> : ALHSW.</p> <p><u>Code ISIN</u> : FR0013219367.</p> <p><u>Code ICB</u> : 9537 – Software.</p> <p><u>Lieu de cotation</u> : Alternext Paris.</p> |
| C.2 Devise d'émission | Euro. |
| C.3 Nombre d'actions émises et valeur nominale | <p>L'Offre s'effectuera par l'émission d'un nombre de 708 333 Actions Nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société à souscrire en numéraire et par compensation de créances, par voie d'offre au public, pouvant être portées à un maximum de 814 582 Actions Nouvelles en cas d'exercice par la Société en totalité de la Clause d'Extension et à un maximum de 936 769 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation.</p> <p>A l'occasion de l'Offre, 54 129 actions nouvelles seront émises résultant de la conversion des 541 319 obligations convertibles en actions. En effet, le 18 novembre 2016, la Société et les trois porteurs d'obligations convertibles en actions FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO, sont convenus que, dans le cadre de l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris des actions de la société Horizontal Software, la totalité des obligations convertibles en actions représentant un montant nominal de 349 k€, sera convertie en 54 129 actions nouvelles, au prix de 4,6 euros pour les OCA TEHMS 1 et de 7,4 euros pour les OCA TEHMS 2 et les OCA TEHMS 3.</p> <p>Valeur nominale par action : 1 euro.</p> |
| C.4 Droits attachés aux actions | <p>En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux Actions Existantes et aux Actions Nouvelles sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Droit à dividendes ; • Droit d'information des actionnaires ; • Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation ; • Droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie ; • Droit de vote. |
| C.5 Restrictions à la libre négociabilité des actions | Sans objet. |
| C.6 Demande d'admission à la négociation | L'admission de l'ensemble des Actions Existantes et des Actions Nouvelles de la Société est demandée sur le marché Alternext d'Euronext à Paris (compartiment « Offre au public »), un Système Multilatéral de Négociation Organisé (SMNO) géré par Euronext Paris S.A. |

| | |
|---|---|
| | <p>Le règlement-livraison des Actions Nouvelles, à souscrire en numéraire et par compensation de créance est prévu le 13 décembre 2016 et le début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris est prévu le 14 décembre 2016.</p> <p>Les actions de la Société ne font pas l'objet d'une demande d'admission à la négociation sur un marché réglementé.</p> |
| C.7 Politique en matière de dividendes | <p>La Société n'a pas versé de dividendes au cours des derniers exercices.</p> <p>La Société se positionne en tant que valeur de croissance et n'entend pas, à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, adopter une politique de versement de dividendes réguliers.</p> |

D. Risques

| | |
|--|--|
| D.1 Principaux risques propres à l'Émetteur et à son secteur d'activité | <p>Les investisseurs sont invités, avant toute décision d'investissement, à prendre en considération les facteurs de risques propres à la Société et à son activité, dont la description complète figure au chapitre 4 du Document de Base et qui sont complétés au chapitre 2 de la Note d'Opération par les principaux risques suivants :</p> <p>Les risques liés au marché sur lequel intervient le Groupe, et notamment les risques liés,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aux évolutions technologiques ; • À l'évolution du marché et à l'environnement concurrentiel. <p>Les risques liés à l'activité du Groupe, et notamment les risques liés,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au développement des activités en mode <i>SaaS</i> et en mode <i>SaaS-Apps</i> ; • Aux systèmes d'information, à la sécurité et à la protection des données ; • Aux produits ; • À un échec commercial ; • À la dépendance vis-à-vis d'un nombre limité de clients et à la capacité à les retenir ; • Aux fournisseurs et aux partenaires commerciaux. <p>Les risques liés à l'organisation et à la stratégie du Groupe, et notamment les risques liés,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aux ressources humaines ; • Au déploiement commercial ; • À la gestion de la croissance ; • À la réalisation d'opérations de croissance externe. <p>Les risques réglementaires et juridiques, et notamment les risques liés,</p> <ul style="list-style-type: none"> • À la réglementation et à son évolution ; • À la propriété intellectuelle ; • Au traitement des données à caractère personnel ; • À l'évolution de l'environnement fiscal et des contrôles fiscaux. <p>Les risques financiers, et notamment les risques liés,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aux pertes historiques et futures ; • À la liquidité et au besoin de ressources complémentaires ; • Au crédit et au risque de contrepartie ; • À l'évolution dans les politiques d'aide aux entreprises ; • Au statut de Jeune Entreprise Innovante ; • Au change ; |
|--|--|

| | |
|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • À l'existence d'instruments dilutifs. |
| D.3 Principaux risques propres aux actions | <p>Les principaux risques liés à l'Offre sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les actions de la Société n'ont pas été préalablement cotées et seront soumises aux fluctuations de marché. En outre, un marché liquide pourrait ne pas se développer ou perdurer, ceci en tenant compte des engagements de conservation des principaux actionnaires de la Société ; • Le cours des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante ; • La cession par les principaux actionnaires existants d'un nombre important d'actions à l'issue de la période de conservation à laquelle ils se sont engagés pourrait avoir un impact défavorable sur le prix de marché des actions de la Société ; • Si les souscriptions reçues dans le cadre de l'Offre (i) n'atteignaient pas les trois-quarts (75%) de l'augmentation de capital, l'Offre ne faisant pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription deviendraient caducs ou (ii) étaient comprises entre 75% et 100% du montant de l'Offre initialement prévu, les objectifs décrits en Section E.2 ci-dessous pourraient être en partie remis en cause ; • La politique de versement de dividendes de la Société dépendra des résultats et de l'appréciation des moyens nécessaires au développement du Groupe ; • L'exercice des instruments donnant accès au capital existants, ainsi que toutes attributions ou émissions nouvelles entraîneraient une dilution pour les actionnaires ; • Les actions de la Société ne seront pas admises aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront pas des garanties correspondantes ; et • La Société pourrait avoir dans le futur des besoins de financement complémentaires pour le développement de ses produits et/ou de ses technologies. Dans la mesure où la Société lèverait des capitaux par émission d'actions nouvelles, la participation de ses actionnaires pourrait être diluée. |

E. Offre

| | |
|---|--|
| E.1 Montant total du produit de l'émission et estimation des dépenses totales liées à l'émission | <p>Produit brut de l'émission d'Actions Nouvelles</p> <p>Environ 8 500 k€ pouvant être porté à environ 9 775 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 11 241 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros).</p> <p>Les Actions Nouvelles seront à souscrire en numéraire pour un produit brut de 7 714 k€ et par compensation de créances pour un produit brut de 786 k€ (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros).</p> <p>La partie de l'Offre réalisée par compensation de créance sera souscrite par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Holding Incubatrice Internet (anciennement dénommée « Holding Incubatrice Logiciels », se reporter au paragraphe 10.5.2 de la Note d'Opération), créancier non actionnaire de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, s'est engagée à placer un ordre de souscription à hauteur de 635 k€, correspondant au montant en capital hors intérêts courus, dû par |
|---|--|

| | |
|--|--|
| | <p>Horizontal Software dans le cadre des dettes de type crédit-vendeur et de la dette de compte courant liées au rachat de la société Equitime.</p> <p>En cas de réalisation de l'Offre à 100% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 7,5% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros. En cas de réalisation de l'Offre à 75% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 11,7% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros.</p> <p>Les intérêts courus relatifs à ces dettes, d'un montant estimé à 220 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre, seront payés en numéraire à la date de règlement-livraison des Actions Nouvelles à émettre dans le cadre de l'Offre.</p> <p>Cet engagement irrévocable et à tout prix au sein de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, s'effectuera exclusivement par compensation de créances au Prix de l'Offre. Cet ordre est sans priorité spécifique et pourrait être réduit au même titre que les ordres des autres investisseurs en fonction de la demande ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <p>Monsieur Jean Mounet, administrateur non actionnaire de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, s'est engagé à placer un ordre de souscription à hauteur de 151 k€, correspondant à la valeur nominale de 150 k€ de l'obligation souscrite le 16 novembre 2016, majorée des intérêts courus au taux annuel de 10% d'un montant estimé à 1 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre.</p> <p>En cas de réalisation de l'Offre à 100% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 1,8% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros. En cas de réalisation de l'Offre à 75% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 2,8% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros.</p> <p>Cet engagement irrévocable et à tout prix au sein de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, s'effectuera exclusivement par compensation de créances au Prix de l'Offre, étant précisé que cet ordre sera servi en priorité et intégralement.</p> <p>Le produit brut de l'Offre serait ramené à environ 5 419 k€ en cas de limitation de l'Offre à 75%, dont 4 632 k€ par souscription en numéraire (sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros).</p> <p>Produit net de l'émission d'Actions Nouvelles</p> <p>Environ 7 133 k€, dont 6 346 k€ par souscription en numéraire, pouvant être porté à environ 8 324 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 9 693 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros).</p> <p>Le produit net de l'Offre serait ramené à environ 4 364 k€ en cas de limitation de l'Offre à 75%, dont 3 577 k€ par souscription en numéraire (sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros).</p> <p>Estimation des dépenses liées à l'Offre</p> <p>La rémunération globale des intermédiaires à la charge de la Société est estimée à environ 1 367 k€ (en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation et sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative</p> |
|--|--|

| | |
|---|---|
| | du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros) et à un maximum d'environ 1 548 k€ (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation et sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros). |
| E.2a Raisons motivant l'offre et utilisation prévue du produit de celle-ci | <p>L'émission des Actions Nouvelles, d'un produit brut de 8 500 k€ (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros), est destinée à fournir au Groupe des moyens supplémentaires pour financer son développement et sa croissance.</p> <p>Au cas où l'Offre serait souscrite à 100%, le montant net d'augmentation de capital en numéraire serait de 6 346 k€ (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros et de dépenses liées à l'Offre de 1 367 k€) et aurait pour objet le financement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La consolidation de l'avance technologique avec la poursuite du développement des innovations produits en modes <i>SaaS</i> et <i>SaaS-Apps</i> pour un montant de 1,9 millions d'euros ; • La conquête de nouvelles parts de marché avec le renforcement des équipes marketing et commerciales des offres <i>SaaS</i> et <i>SaaS-Apps</i> en France et aux États-Unis pour un montant de 3,2 millions d'euros ; et • Dépenses liées aux besoins générés par la croissance et notamment par l'accélération de la commercialisation de l'offre <i>SaaS-Apps</i> Yootalent, pour un montant de 1,3 millions d'euros. <p>Au cas où l'Offre serait souscrite à 75% de l'Offre sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros et en dehors de financements complémentaires, le montant net d'augmentation de capital en numéraire serait de 3 577 k€ (sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros et de dépenses liées à l'Offre de 1 055 k€) et aurait pour objet le financement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La consolidation de l'avance technologique avec la poursuite du développement des innovations produits en modes <i>SaaS</i> et <i>SaaS-Apps</i> pour un montant de 1,1 millions d'euros ; • La conquête de nouvelles parts de marché avec le renforcement des équipes Marketing et commerciales des offres <i>SaaS</i> et <i>SaaS-Apps</i> en France et aux États-Unis pour un montant de 1,8 millions d'euros ; et • Dépenses liées aux besoins générés par la croissance et notamment par l'accélération de la commercialisation de l'offre <i>SaaS-Apps</i> Yootalent, pour un montant de 0,7 million d'euros. <p>Dans le cas d'une réalisation à 75% de l'Offre, la Société entend pouvoir maintenir sur les 24 premiers mois ses investissements en marketing et son effort de R&D selon son plan d'affaires actuel. L'objectif d'équilibre d'exploitation en 2018 est ainsi maintenu en cas d'une Opération réalisée à 75%. Cependant, afin de réaliser intégralement son plan d'affaires et de maintenir son objectif de chiffre d'affaires de 25 M€ à l'horizon 2020, la Société estime devoir recourir à un financement complémentaire qui pourra prendre diverses formes (financement bancaire, offre au public, placement privé, etc.) selon les considérations suivantes : marché boursier, développement de la Société (notamment international), montants complémentaires à lever, etc.</p> |
| E.3 Modalités et conditions de l'Offre | <p>Nature et nombre de titres dont l'inscription aux négociations est demandée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'intégralité des actions composant le capital social émis à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, soit 1 101 326 Actions Existantes de 1 euro chacune de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégories ; • L'intégralité des 54 129 actions résultant de la conversion des 541 319 obligations convertibles en actions ; et |

- Un nombre de 708 333 Actions Nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société à souscrire en numéraire et par compensation de créances, par voie d'offre au public, pouvant être portées à un maximum de 814 582 Actions Nouvelles en cas d'exercice par la Société en totalité de la Clause d'Extension et à un maximum de 936 769 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation.

Le 18 novembre 2016, la Société et les trois porteurs d'obligations convertibles en actions FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO, sont convenus que, dans le cadre de l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris des actions de la société Horizontal Software, la totalité des obligations convertibles en actions représentant un montant nominal de 349 k€, sera convertie en 54 129 actions nouvelles. Les prix de conversion, tel qu'ajustés par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, en conséquence du regroupement des actions de la Société par dix constaté par le conseil d'administration du même jour, seront de 4,6 euros pour les OCA TEHMS 1 et de 7,4 euros pour les OCA TEHMS 2 et les OCA TEHMS 3. Les intérêts courus, de la date de paiement du dernier coupon jusqu'à la date de la demande de conversion, soit à titre indicatif le 9 décembre 2016, date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre, d'un montant estimé à 4 378 euros, seront versés lors du règlement-livraison de l'Offre, soit à titre indicatif, le 13 décembre 2016.

À la date de la première cotation des actions, les titres de la Société seront des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie. Elles porteront jouissance courante et donneront droit, à compter de leur émission, à toutes les distributions décidées par la Société à compter de cette date.

Clause d'Extension

En fonction de la demande, la Société pourra, en accord avec le Chef de File et Teneur de Livre, décider d'augmenter le nombre d'Actions Nouvelles initialement offertes d'un maximum de 15%, soit un maximum de 106 249 Actions Nouvelles allouées (la « **Clause d'Extension** »).

Option de Sur-Allocation

Afin de couvrir d'éventuelles sur-allocations, la Société consentira à Invest Securities, une option permettant l'acquisition d'un nombre d'actions représentant un maximum de 15% du nombre d'Actions Nouvelles initialement offertes et du nombre d'Actions Nouvelles allouées en cas d'exercice par la Société de la Clause d'Extension, soit un maximum de 122 187 Actions Nouvelles, permettant ainsi de faciliter les opérations de stabilisation (l'« **Option de Sur-Allocation** »).

Cette Option de Sur-Allocation pourra être exercée, en tout ou partie, au Prix de l'Offre, en une seule fois à tout moment par Invest Securities, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 7 janvier 2017 (inclus).

Structure de l'Offre

Il est prévu que la diffusion des Actions Nouvelles dans le public se réalise dans le cadre d'une offre globale (l'« **Offre** ») comprenant :

- Une offre au public en France réalisée sous forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ouvert** » ou l'« **OPO** »), étant précisé que :
 - Les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés : fraction d'ordre A1 (de 1 action jusqu'à 250 actions incluses) et fraction d'ordre A2 (au-delà de 250 actions),
 - Les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordre A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient pas être entièrement satisfaits ; et

| | |
|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « Placement Global »), comportant : <ul style="list-style-type: none"> ○ Un placement en France ; et ○ Un placement privé international dans certains pays, à l'exclusion, notamment, des États-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie. <p>Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'Actions Nouvelles allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% des Actions Nouvelles, avant exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation. Si la demande dans le cadre de l'OPO est inférieure à 10% des Actions Nouvelles, avant exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, le solde non alloué dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.</p> <p>Limitation de l'Offre</p> <p>L'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce. Dans le cas où l'Offre ne serait pas entièrement souscrite, le conseil d'administration pourrait limiter l'Offre au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'augmentation décidée à savoir l'émission de 531 249 Actions Nouvelles.</p> <p>La présente Offre ne sera pas réalisée et les souscriptions seront rétroactivement annulées si le montant des souscriptions reçues représentait moins des trois-quarts au moins de l'augmentation décidée à savoir l'émission de 531 249 Actions Nouvelles.</p> <p>Fourchette indicative de prix</p> <p>Le prix des actions dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des actions dans le cadre du Placement Global (le « Prix de l'Offre »).</p> <p>La fourchette indicative du Prix de l'Offre est fixée entre 10,20 et 13,80 par Action Nouvelle.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de la fourchette indicative de prix de l'Offre. La fourchette indicative de prix de l'Offre pourra être modifiée à tout moment jusqu'au et y compris le jour prévu pour la fixation du Prix de l'Offre.</p> <p>En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de fourchette indicative du Prix de l'Offre ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera rouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué de presse signalant cette modification et la nouvelle date de clôture de l'OPO. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être librement fixé en dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre ou la fourchette indicative du Prix de l'Offre pourra être modifiée à la baisse (en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre).</p> <p>Méthodes de fixation du prix d'Offre</p> <p>Le Prix de l'Offre résultera de la confrontation de l'offre de titres et des demandes d'achat émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.</p> <p>Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 9 décembre 2016, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions</p> |
|--|--|

| | |
|--|--|
| | <p>satisfaisantes, avancée en cas d'avancement de la clôture de l'Offre ou retardée en cas de prorogation de l'OPO ou du Placement Global.</p> <p>La fourchette indicative du Prix de l'Offre a été déterminée conformément aux pratiques de marché au terme d'un processus au cours duquel ont été pris en compte une série de facteurs, parmi lesquels une analyse financière indépendante réalisée sur la Société par Invest Securities, la perception de l'Offre par les investisseurs et l'état actuel des marchés financiers.</p> <p>Cette fourchette indicative du Prix de l'Offre est cohérente avec les résultats fournis par des méthodes de valorisation usuellement employées conformément aux pratiques professionnelles dans le cadre de projets d'introduction en bourse de sociétés d'édition de logiciels.</p> <p>Ces méthodes sont fournies à titre strictement indicatif et ne préjugent en aucun cas du Prix de l'Offre.</p> <p>Sur la base du point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros, la capitalisation boursière théorique de la Société à l'issue de l'Offre, hors Clause d'Extension et hors Option de Sur-Allocation, s'élèverait à 21 716 k€, avant exercice des instruments dilutifs.</p> <p>Engagements de souscription</p> <p>Les engagements de souscription sont décrits ci-dessous, sans préjuger du nombre de titres que chacun de ces bénéficiaires pourra effectivement souscrire à l'issue du processus de construction du livre d'ordres.</p> <p>Le montant total des engagements de souscription est de 3 886 k€, comprenant un ordre de souscription à hauteur de 1 600 k€ donné pour un Prix d'Offre maximum de 10,90 euros par action. En cas de réalisation de l'Offre à 100% (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation et sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros), le montant des engagements de souscription sera de 2 286 k€ (excluant l'ordre de souscription de 1 600 k€ donné pour un Prix d'Offre maximum de 10,90 euros par action), représentant 26,9% du produit brut de l'Offre. En cas de réalisation de l'Offre à 75% (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation et sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros), le montant des engagements de souscription sera de 3 886 k€ (incluant l'ordre de souscription de 1 600 k€ donné pour un Prix d'Offre maximum de 10,90 euros), représentant 58,2% du produit brut de l'Offre.</p> <p>Compte-tenu de la fourchette indicative du Prix de l'Offre fixée entre 10,20 euros et 13,80 euros par Action Nouvelle, les personnes ayant signé les engagements de souscription sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Engagements de souscription ne contribuant pas à la formation du Prix de l'Offre : <ul style="list-style-type: none"> ○ Holding Incubatrice Internet (anciennement dénommée « Holding Incubatrice Logiciels », se reporter au paragraphe 10.5.2 de la Note d'Opération), créancier non actionnaire de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, s'est engagée à placer un ordre de souscription à hauteur de 635 k€, correspondant au montant en capital hors intérêts courus, dû par Horizontal Software dans le cadre des dettes de type crédit-vendeur et de la dette de compte courant liées au rachat de la société Equitime. <p>En cas de réalisation de l'Offre à 100% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 7,5% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros. En cas de réalisation de l'Offre à 75% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 11,7% du produit brut</p> |
|--|--|

| | |
|--|---|
| | <p>de l'Offre, sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros.</p> <p>Les intérêts courus relatifs à ces dettes, d'un montant estimé à 220 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre, seront payés en numéraire à la date de règlement-livraison des Actions Nouvelles à émettre dans le cadre de l'Offre.</p> <p>Cet engagement irrévocable et à tout prix au sein de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, s'effectuera exclusivement par compensation de créances au Prix de l'Offre. Cet ordre est sans priorité spécifique et pourrait être réduit au même titre que les ordres des autres investisseurs en fonction de la demande ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Monsieur Jean Mounet, administrateur non actionnaire de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, s'est engagé à placer un ordre de souscription à hauteur de 151 k€, correspondant à la valeur nominale de 150 k€ de l'obligation souscrite le 16 novembre 2016, majorée des intérêts courus au taux annuel de 10% d'un montant estimé à 1 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre. <p>En cas de réalisation de l'Offre à 100% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 1,8% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros. En cas de réalisation de l'Offre à 75% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 2,8% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros.</p> <p>Cet engagement irrévocable et à tout prix au sein de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, s'effectuera exclusivement par compensation de créances au Prix de l'Offre, étant précisé que cet ordre sera servi en priorité et intégralement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Truffle Capital, actionnaire principal de la Société détenant 63,4% du capital et des droits de vote de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, s'est engagé à placer un ordre de souscription à hauteur de 1 500 k€. Cet engagement irrévocable et à tout prix au sein de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, s'effectuera exclusivement en numéraire au Prix d'Offre. <p>En cas de réalisation de l'Offre à 100% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 17,6% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros. En cas de réalisation de l'Offre à 75% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 27,7% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros.</p> <p>Cet ordre est sans priorité spécifique et pourrait être réduit au même titre que les ordres des autres investisseurs en fonction de la demande.</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Engagement de souscription contribuant à la formation du Prix de l'Offre : <ul style="list-style-type: none"> ○ Keren Finance, non actionnaire de de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, s'est engagé à placer un ordre de souscription à hauteur de 1 600 k€. <p>Cet engagement irrévocable et à un prix maximum de 10,90 euros par action, s'effectuera exclusivement en numéraire, étant précisé que cet ordre sera servi en priorité et intégralement dans la limite où il représente 16,0% du produit brut de l'Offre, y compris après exercice</p> |
|--|---|

éventuel de l'intégralité de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation.

Le tableau ci-dessous récapitule les engagements de souscription :

| Nom (Statut à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus) | En numéraire (en k€) | | Par compensation de créances (en k€) | | Total (en k€) | En % du produit brut de l'Offre, hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation | |
|---|-------------------------|--------------|---|-------------|------------------|--|--|
| | Non en priorité | En priorité | Non en priorité | En priorité | | Réalisation de l'Offre à 100%, en milieu de fourchette, soit 12,00 euros | Réalisation de l'Offre à 75%, en bas de fourchette, soit 10,20 euros |
| Jean Mounet (Administrateur non actionnaire de la Société) | - | - | - | 151 | 151 | 1,8% | 2,8% |
| Holding Incubatrice Internet (Créancier non actionnaire de la Société) | - | - | 635 | - | 635 | 7,5% | 11,7% |
| Truffle Capital (Actionnaire principal de la Société avec 63,4% du capital et des droits de vote) | 1 500 | - | - | - | 1 500 | 17,6% | 27,7% |
| Total engagements de souscription ne contribuant pas à la formation du Prix de l'Offre | 1 500 | - | 635 | 151 | 2 286 | 26,9% | 42,2% |
| Keren Finance (Non actionnaire de la Société) | - | 1 600 | - | - | 1 600 | 0,0% | 16,0% |
| Total engagements de souscription contribuant à la formation du Prix de l'Offre | - | 1 600 | - | - | 1 600 | 0,0% | 16,0% |
| Total des engagements de souscription | 1 500 | 1 600 | 635 | 151 | 3 886 | 26,9% | 58,2% |

Aucun de ces engagements de souscription ne constitue une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du code de commerce.

Garantie

L'Offre ne fait ni l'objet d'une garantie de bonne fin ni d'une garantie de placement sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce.

Stabilisation

Des opérations en vue de stabiliser ou soutenir le prix de marché des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris pourront être réalisées du 9 décembre 2016 au 7 janvier 2017 (inclus) par le Chef de File et Teneur de Livre agissant en qualité d'agent stabilisateur.

Établissement financier introducteur

Chef de File et Teneur de Livre : Invest Securities.

Intermédiaires financiers

Service titres : CACEIS Investors Services - 14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux.

Modalités de souscription

Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 8 décembre 2016 à 18 heures

| | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|------------------|---|------------------|---|-----------------|---|-----------------|--|------------------|---|------------------|---|----------------|---|
| | <p>(heure de Paris) pour les achats aux guichets et pour les achats par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier.</p> <p>Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Teneur de Livre au plus tard le 8 décembre 2016 à 18 heures (heure de Paris).</p> <p>Calendrier indicatif</p> <table> <tr> <td>25 novembre 2016</td><td> Visa de l'Autorité des marchés financiers sur le Prospectus Décision du conseil d'administration relative au lancement de l'Offre et fixant ses principales caractéristiques </td></tr> <tr> <td>28 novembre 2016</td><td> Diffusion d'un communiqué de presse décrivant les principales caractéristiques de l'Offre Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'Offre Ouverture de l'OPO et du Placement Global </td></tr> <tr> <td>8 décembre 2016</td><td>Clôture de l'OPO et du Placement Global, sauf clôture anticipée</td></tr> <tr> <td>9 décembre 2016</td><td> Centralisation de l'OPO Décision du conseil d'administration fixant les conditions définitives de l'Offre et l'exercice éventuel de la Clause d'Extension Publication par Euronext de l'avis de résultat de l'Offre Diffusion d'un communiqué de presse confirmant le nombre définitif des Actions Nouvelles allouées dans le cadre de l'Offre et indiquant le Prix de l'Offre 1^{ère} cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris Début de la période de stabilisation éventuelle </td></tr> <tr> <td>13 décembre 2016</td><td> Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global Constatation la réalisation de l'augmentation de capital par le conseil d'administration </td></tr> <tr> <td>14 décembre 2016</td><td>Début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris</td></tr> <tr> <td>7 janvier 2017</td><td> Date limite d'exercice de l'Option de Sur-Allocation par le Chef de File et Teneur de Livre Fin de la période de stabilisation </td></tr> </table> | 25 novembre 2016 | Visa de l'Autorité des marchés financiers sur le Prospectus Décision du conseil d'administration relative au lancement de l'Offre et fixant ses principales caractéristiques | 28 novembre 2016 | Diffusion d'un communiqué de presse décrivant les principales caractéristiques de l'Offre Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'Offre Ouverture de l'OPO et du Placement Global | 8 décembre 2016 | Clôture de l'OPO et du Placement Global, sauf clôture anticipée | 9 décembre 2016 | Centralisation de l'OPO Décision du conseil d'administration fixant les conditions définitives de l'Offre et l'exercice éventuel de la Clause d'Extension Publication par Euronext de l'avis de résultat de l'Offre Diffusion d'un communiqué de presse confirmant le nombre définitif des Actions Nouvelles allouées dans le cadre de l'Offre et indiquant le Prix de l'Offre 1 ^{ère} cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris Début de la période de stabilisation éventuelle | 13 décembre 2016 | Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global Constatation la réalisation de l'augmentation de capital par le conseil d'administration | 14 décembre 2016 | Début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris | 7 janvier 2017 | Date limite d'exercice de l'Option de Sur-Allocation par le Chef de File et Teneur de Livre Fin de la période de stabilisation |
| 25 novembre 2016 | Visa de l'Autorité des marchés financiers sur le Prospectus Décision du conseil d'administration relative au lancement de l'Offre et fixant ses principales caractéristiques | | | | | | | | | | | | | | |
| 28 novembre 2016 | Diffusion d'un communiqué de presse décrivant les principales caractéristiques de l'Offre Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'Offre Ouverture de l'OPO et du Placement Global | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 décembre 2016 | Clôture de l'OPO et du Placement Global, sauf clôture anticipée | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 décembre 2016 | Centralisation de l'OPO Décision du conseil d'administration fixant les conditions définitives de l'Offre et l'exercice éventuel de la Clause d'Extension Publication par Euronext de l'avis de résultat de l'Offre Diffusion d'un communiqué de presse confirmant le nombre définitif des Actions Nouvelles allouées dans le cadre de l'Offre et indiquant le Prix de l'Offre 1 ^{ère} cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris Début de la période de stabilisation éventuelle | | | | | | | | | | | | | | |
| 13 décembre 2016 | Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global Constatation la réalisation de l'augmentation de capital par le conseil d'administration | | | | | | | | | | | | | | |
| 14 décembre 2016 | Début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 janvier 2017 | Date limite d'exercice de l'Option de Sur-Allocation par le Chef de File et Teneur de Livre Fin de la période de stabilisation | | | | | | | | | | | | | | |
| E.4 Intérêt pouvant influencer sensiblement sur l'Offre | Le Chef de File et/ou certains de ses affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération. | | | | | | | | | | | | | | |
| E.5 Personne ou entité offrant de vendre ses actions / Engagements de conservation | <p>Personne ou entité offrant de vendre ses actions</p> <p>Néant.</p> <p>Engagements de conservation</p> <p>Les engagements de conservation conclus avec le Chef de File et Teneur de Livre sont les suivants :</p> | | | | | | | | | | | | | | |

| | |
|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Un engagement de conservation d'une durée de 183 jours calendaires suivant la date de début des négociations des Actions sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, soit jusqu'au 14 juin 2017, et sauf avec l'accord du Chef de File et Teneur de Livre afin de ne pas perturber le marché du titre, sur les 182 derniers jours calendaires suivant, soit du 15 juin 2017 au 13 décembre 2017, sur l'intégralité des actions de la Société et/ou l'intégralité des actions de la Société issues immédiatement ou à terme de valeurs mobilières, pour : <ul style="list-style-type: none"> ○ La totalité des actionnaires existants de la Société (hors l'actionnaire existant Nord France Amorçage et les actionnaires existants FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO pour ce qui est des actions qui leur seront attribuées suite à la conversion de leurs obligations convertibles en actions), qui détiennent collectivement 1 054 577 Actions Existantes avant l'Offre, soit 95,8% du capital et des droits de vote de la Société ; ○ La Holding Incubatrice Internet (anciennement dénommée « Holding Incubatrice Logiciels », se reporter au paragraphe 10.5.2 de la Note d'Opération) au profit de laquelle seront émises des Actions Nouvelles dans le cadre de la compensation en capital de sa dette de type crédit vendeur et de compte courant. • Un engagement de conservation d'une durée de 365 jours calendaires suivant la date de début des négociations des Actions sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, soit jusqu'au 13 décembre 2017, sur l'intégralité des actions de la Société et/ou l'intégralité des actions de la Société issues immédiatement ou à terme de valeurs mobilières, pour : <ul style="list-style-type: none"> ○ L'actionnaire existant de la Société Nord France Amorçage (NFA) qui détient 46 749 Actions Existantes avant l'Offre, soit 4,2% du capital et des droits de votes de la Société ; et ○ Les actionnaires existants FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO, concernant les actions qui leur seront attribuées dans le cadre de la conversion de leurs obligations convertibles en actions. <p>Ils sont engagés à ne pas (i) offrir, nantir, prêter, céder ou promettre de céder, acquérir une option ou un droit de céder ou autrement transférer à quelque titre que ce soit, directement ou indirectement, ni à aucune autre opération ayant un effet économique équivalent, sur les actions de la Société ou tout titre financier, valeur mobilière ou droit, donnant accès ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité du capital de la Société, notamment par exercice, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, (ii) réaliser toutes ventes à découvert, conclure tout contrat de couverture ou autre accord conçu pour, ou qui pourrait raisonnablement avoir pour conséquence de conduire à ou d'entraîner la vente ou la cession d'un titre de capital, ni à aucune autre opération ayant un effet économique équivalent, (iii) conclure tout contrat de swap ou autre accord ayant pour objet ou pour effet de transférer à quiconque, en tout ou partie, l'un des attributs économiques de la propriété d'un titre de capital et (iv) annoncer publiquement l'intention de mettre en œuvre toute opération décrite (i), (ii) ou (iii) de ce paragraphe.</p> <p>Ces engagements portent sur (i) l'ensemble des actions qu'ils détiennent et (ii) l'ensemble des actions qui pourraient être émises après exercice des valeurs mobilières qu'ils détiennent et donnant droit, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société.</p> <p>Sont exclues du champ de ces engagements de conservation (i) toute opération portant sur des actions de la Société dans le cadre d'une offre publique visant les titres de la Société, (ii) les actions le cas échéant souscrites dans le cadre de l'Offre ou acquise après la date de règlement livraison et (iii) toute opération portant sur des actions de la Société réalisées entre sociétés ou entités d'un même groupe (y compris un fonds d'investissement géré par la même société de gestion que le cédant ou par une société de gestion du même groupe), à la condition que l'acquéreur s'engage à conserver</p> |
|--|--|

| | <p>lesdites actions selon les mêmes termes et conditions que le cédant et pour la durée restant à courir des engagements.</p> <p>Engagements d'abstention</p> <p>La Société s'engage à ne pas procéder à l'émission, l'offre ou la cession, ni à consentir de promesse de cession, sous une forme directe ou indirecte (notamment sous forme d'opérations sur produits dérivés ayant des actions pour sous-jacents), d'actions ou de valeurs mobilières, donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité du capital de la Société, ni à formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe, à compter de la date de signature de cet engagement et jusqu'à l'expiration d'une période de 365 jours suivant la date du règlement-livraison des Actions Nouvelles, sauf accord préalable écrit du Chef de File et Teneur de Livre notifié à la Société.</p> <p>Étant précisé que sont exclus du champ de cet engagement d'abstention (i) les Actions Nouvelles, (ii) toute opération effectuée dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles de marché applicables, (iii) les titres susceptibles d'être émis, offerts ou cédés aux salariés ou mandataires sociaux de la Société dans le cadre de plans à venir, autorisés à la date des présentes ou qui seront autorisés par l'assemblée générale de la Société ainsi que (iv) les titres de la Société émis dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition des titres ou des actifs d'une autre entité, à la condition que le bénéficiaire de ces titres accepte de reprendre cet engagement pour la durée restant à courir de cet engagement et à la condition que le nombre total de titres de la Société émis dans ce cadre n'excède pas 5% du capital.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|-----------------|-------------|---|------|------|--|------|------|--|------|------|---|------|------|---|------|------|
| E.6 Montant et pourcentage de la dilution | <p>Incidence de l'Offre sur la quote-part des capitaux propres</p> <p>À titre indicatif, les capitaux propres par action, avant et après réalisation de l'augmentation de capital (après imputation des frais juridiques, comptables et administratifs et de la rémunération des intermédiaires financiers sur la prime d'émission), s'établiraient comme suit, sur la base :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des capitaux propres au 30 juin 2016 ayant fait l'objet d'un examen limité du commissaire aux comptes de la Société ;• Du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus ; et• D'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros, sauf pour la réalisation de l'Offre à 75% où l'incidence de l'Offre sur la quote-part des capitaux propres est calculée sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros. <table><tr><th>Quote-part des capitaux propres par action (en Euros)</th><th>Base non diluée</th><th>Base diluée</th></tr><tr><td>Avant réalisation de l'Offre ⁽¹⁾</td><td>0,50</td><td>1,30</td></tr><tr><td>Réalisation de l'Offre à 100%, soit après émission de 708 333 Actions Nouvelles ⁽²⁾</td><td>4,31</td><td>4,55</td></tr><tr><td>Réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension, soit après émission de 814 582 Actions Nouvelles ⁽²⁾</td><td>4,68</td><td>4,89</td></tr><tr><td>Réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, soit après émission de 936 769 Actions Nouvelles ⁽²⁾</td><td>5,06</td><td>5,25</td></tr><tr><td>Réalisation de l'Offre à 75%, soit après émission de 531 249 Actions Nouvelles ⁽²⁾</td><td>3,12</td><td>3,43</td></tr></table> | Quote-part des capitaux propres par action (en Euros) | Base non diluée | Base diluée | Avant réalisation de l'Offre ⁽¹⁾ | 0,50 | 1,30 | Réalisation de l'Offre à 100%, soit après émission de 708 333 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 4,31 | 4,55 | Réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension, soit après émission de 814 582 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 4,68 | 4,89 | Réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, soit après émission de 936 769 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 5,06 | 5,25 | Réalisation de l'Offre à 75%, soit après émission de 531 249 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 3,12 | 3,43 |
| Quote-part des capitaux propres par action (en Euros) | Base non diluée | Base diluée | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Avant réalisation de l'Offre ⁽¹⁾ | 0,50 | 1,30 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réalisation de l'Offre à 100%, soit après émission de 708 333 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 4,31 | 4,55 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension, soit après émission de 814 582 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 4,68 | 4,89 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, soit après émission de 936 769 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 5,06 | 5,25 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réalisation de l'Offre à 75%, soit après émission de 531 249 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 3,12 | 3,43 | | | | | | | | | | | | | | | | | |

- (1) Avant réalisation de l'Offre, la base diluée tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes.
- (2) Après réalisation de l'Offre, la base non diluée tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes, auxquelles s'ajoutent en base diluée, l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

Incidence de l'Offre sur la situation de l'actionnaire

À titre indicatif, l'incidence de l'Offre sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1% du capital social de la Société préalablement à l'Offre et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital social de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus) est la suivante :

| Participation de l'actionnaire (en %) | Base non diluée | Base diluée |
|---|-----------------|-------------|
| Avant réalisation de l'Offre ⁽¹⁾ | 1,00% | 0,89% |
| Réalisation de l'Offre à 100%, soit après émission de 708 333 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 0,59% | 0,56% |
| Réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension, soit après émission de 814 582 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 0,56% | 0,54% |
| Réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, soit après émission de 936 769 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 0,53% | 0,51% |
| Réalisation de l'Offre à 75%, soit après émission de 531 249 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 0,65% | 0,62% |

- (1) Avant réalisation de l'Offre, le capital dilué tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes.
- (2) Après réalisation de l'Offre, le capital non dilué tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes, auxquelles s'ajoutent au capital dilué, l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

Détention avant l'Offre

À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

| Actionnaires | À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus | | | | | |
|--|---|--------------|----------------------|-----------------------|-------------------|--------------|
| | Capital et droits de vote sur une base non diluée | | Instruments dilutifs | | Capital et droits | |
| | Nombre d'actions | En % | Nombre d'actions | En % du capital dilué | Nombre d'actions | En % |
| Hervé YAHY | 15 520 | 1,4% | 22 825 | 1,9% | 38 345 | 3,1% |
| Ingrid EECKHOUT | 21 651 | 2,0% | 10 775 | 0,9% | 32 426 | 2,6% |
| Jean MOUNET | - | - | - | - | - | - |
| Autres mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | - | - | - | - | - | - |
| Autres salariés | 16 480 | 1,5% | 43 400 | 3,5% | 59 880 | 4,9% |
| Salariés et mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | 53 651 | 4,9% | 77 000 | 6,2% | 130 651 | 10,6% |
| Holding Incubatrice Internet et Mobile (ex Holding Incubatrice Cloud Computing) | 202 500 | 18,4% | 0 | - | 202 500 | 16,4% |
| FCPI UFF7 | 100 000 | 9,1% | - | - | 100 000 | 8,1% |
| FCPI Fortune | 10 000 | 0,9% | - | - | 10 000 | 0,8% |
| FCPI UFF10 | 62 500 | 5,7% | - | - | 62 500 | 5,1% |
| Fortune 4 FCPI | 153 692 | 14,0% | - | - | 153 692 | 12,5% |
| UFF INNOVATION N°15 | 130 404 | 11,8% | - | - | 130 404 | 10,6% |
| FCPI Innovation Pluriel | 90 000 | 8,2% | - | - | 90 000 | 7,3% |
| TRUFFLE FORTUNE N°6 | 88 528 | 8,0% | - | - | 88 528 | 7,2% |
| UFF INNOVATION N°17 | 63 346 | 5,8% | - | - | 63 346 | 5,1% |

| | | | | | | |
|---------------------------------------|------------------|---------------|----------------|--------------|------------------|---------------|
| Innocroissance 2016 | - | - | - | - | - | - |
| UFF INNOVATION N°14 | - | - | - | - | - | - |
| Truffle Développement | - | - | - | - | - | - |
| Truffle Capital | 698 470 | 63,4% | 0 | - | 698 470 | 56,7% |
| FINOVAM | 23 857 | 2,2% | 43 257 | 3,5% | 67 114 | 5,4% |
| Autres institutionnels | 95 783 | 8,7% | 10 872 | 0,9% | 106 655 | 8,7% |
| Institutionnels | 119 640 | 10,9% | 54 129 | 4,4% | 173 769 | 14,1% |
| Frédéric ECKHOUT | 21 651 | 2,0% | - | - | 21 651 | 1,8% |
| Hubert COISNE | 5 414 | 0,5% | - | - | 5 414 | 0,4% |
| Autres actionnaires nominatifs | 27 065 | 2,5% | 0 | - | 27 065 | 2,2% |
| Total | 1 101 326 | 100,0% | 131 129 | 10,6% | 1 232 455 | 100,0% |

À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, le capital social de la Société s'élève à 1 101 326 euros divisé en 1 101 326 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Impact sur le capital social de la Société de l'exercice de l'ensemble des instruments dilutifs émis à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus

À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, la Société a émis :

- 843 750 Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprise (les « BSPCE »), dont 770 000 sont encore exerçables à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, représentant potentiellement 77 000 actions, après regroupement des actions de la Société par dix constatée par le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, sur délégation de pouvoirs conférée par l'assemblée générale des associés du 22 septembre 2016 ;
- 541 319 Obligations Convertibles en Actions (les « OCA »), représentant potentiellement 54 129 actions, après regroupement des actions de la Société par dix constatée par le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, sur délégation de pouvoirs conférée par l'assemblée générale des associés du 22 septembre 2016.

À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, la dilution potentielle associée à l'exercice de tous les instruments donnant accès au capital représente 131 129 actions soit, sur la base d'un capital de 1 101 326 actions, une dilution de 10,6%.

Détention après l'Offre

Les calculs réalisés pour l'ensemble des tableaux ci-dessous sont basés sur les hypothèses suivantes :

- Un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros, sauf pour la réalisation de l'Offre à 75% qui est sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros ;
- Les ordres émis par les actionnaires ayant signé un engagement de souscription aient été entièrement servis ;
- Le capital non dilué tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes ;
- Le capital dilué tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% :

| Actionnaires | Conversion obligations convertibles | | Capital et droits de vote sur une base non diluée ⁽¹⁾ | | Instruments dilutifs | | Capital et droits de vote sur une base entièrement diluée ⁽²⁾ | |
|--------------|-------------------------------------|---------|--|------|----------------------|---------|--|------|
| | Nombre d'actions | En % du | Nombre d'actions | En % | Nombre d'actions | En % du | Nombre d'actions | En % |

| | capital non dilué | | | capital dilué | | | |
|--|-------------------------|------------------|---------------|--------------------|-------------|------------------|---------------|
| Hervé YAHY | - | 15 520 | 0,8% | 22 825 | 1,2% | 38 345 | 2,0% |
| Ingrid EECKHOUT | - | 21 651 | 1,2% | 10 775 | 0,6% | 32 426 | 1,7% |
| Jean MOUNET | - | 12 582 | 0,7% | 10 065 | 0,5% | 22 647 | 1,2% |
| Autres mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres salariés | - | 16 480 | 0,9% | 43 400 | 2,2% | 59 880 | 3,1% |
| Salariés et mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | 0 | 66 233 | 3,6% | 87 065 | 4,5% | 153 298 | 7,9% |
| Holding Incubatrice Internet et Mobile (ex Holding Incubatrice Cloud Computing) | 0 | 202 500 | 10,9% | 0 | - | 202 500 | 10,4% |
| FCPI UFF7 | - | 100 000 | 5,4% | - | - | 100 000 | 5,1% |
| FCPI Fortune | - | 10 000 | 0,5% | - | - | 10 000 | 0,5% |
| FCPI UFF10 | - | 62 500 | 3,4% | - | - | 62 500 | 3,2% |
| Fortune 4 FCPI | - | 153 692 | 8,2% | - | - | 153 692 | 7,9% |
| UFF INNOVATION N°15 | - | 130 404 | 7,0% | - | - | 130 404 | 6,7% |
| FCPI Innovation Pluriel | - | 90 000 | 4,8% | - | - | 90 000 | 4,6% |
| TRUFFLE FORTUNE N°6 | - | 88 528 | 4,7% | - | - | 88 528 | 4,5% |
| UFF INNOVATION N°17 | - | 63 346 | 3,4% | - | - | 63 346 | 3,2% |
| Innocroissance 2016 | - | 75 000 | 4,0% | - | - | 75 000 | 3,8% |
| UFF INNOVATION N°14 | - | 29 166 | 1,6% | - | - | 29 166 | 1,5% |
| Truffle Développement | - | 20 833 | 1,1% | - | - | 20 833 | 1,1% |
| Truffle Capital | 0 | 823 469 | 44,2% | 0 | - | 823 469 | 42,2% |
| FINOVAM | 43 257 2,3% | 67 114 | 3,6% | - | - | 67 114 | 3,4% |
| Autres institutionnels | 10 872 0,6% | 106 655 | 5,7% | - | - | 106 655 | 5,5% |
| Institutionnels | 54 129 2,9% | 173 769 | 9,3% | 0 | - | 173 769 | 8,9% |
| Frédéric EECKHOUT | - | 21 651 | 1,2% | - | - | 21 651 | 1,1% |
| Hubert COISNE | - | 5 414 | 0,3% | - | - | 5 414 | 0,3% |
| Autres actionnaires nominatifs | 0 | 27 065 | 1,5% | 0 | - | 27 065 | 1,4% |
| Public | 0 | 570 752 | 30,6% | 0 | - | 570 752 | 29,3% |
| Total | 54 129 2,9% | 1 863 788 | 100,0% | 87 065 4,5% | - | 1 950 853 | 100,0% |

- (1) Le capital non dilué tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes.
- (2) Le capital dilué tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension :

| Actionnaires | Conversion obligations convertibles | | Capital et droits de vote sur une base non diluée ⁽¹⁾ | | Instruments dilutifs | | Capital et droits de vote sur une base entièrement diluée ⁽²⁾ | |
|---|-------------------------------------|---------------------------|--|-------|----------------------|-----------------------|--|------|
| | Nombre d'actions | En % du capital non dilué | Nombre d'actions | En % | Nombre d'actions | En % du capital dilué | Nombre d'actions | En % |
| Hervé YAHY | - | - | 15 520 | 0,8% | 22 825 | 1,1% | 38 345 | 1,9% |
| Ingrid EECKHOUT | - | - | 21 651 | 1,1% | 10 775 | 0,5% | 32 426 | 1,6% |
| Jean MOUNET | - | - | 12 582 | 0,6% | 10 065 | 0,5% | 22 647 | 1,1% |
| Autres mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres salariés | - | - | 16 480 | 0,8% | 43 400 | 2,1% | 59 880 | 2,9% |
| Salariés et mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | 0 | - | 66 233 | 3,4% | 87 065 | 4,2% | 153 298 | 7,5% |
| Holding Incubatrice Internet et Mobile (ex Holding Incubatrice Cloud Computing) | 0 | - | 202 500 | 10,3% | 0 | - | 202 500 | 9,8% |
| FCPI UFF7 | - | - | 100 000 | 5,1% | - | - | 100 000 | 4,9% |
| FCPI Fortune | - | - | 10 000 | 0,5% | - | - | 10 000 | 0,5% |
| FCPI UFF10 | - | - | 62 500 | 3,2% | - | - | 62 500 | 3,0% |
| Fortune 4 FCPI | - | - | 153 692 | 7,8% | - | - | 153 692 | 7,5% |
| UFF INNOVATION N°15 | - | - | 130 404 | 6,6% | - | - | 130 404 | 6,3% |
| FCPI Innovation Pluriel | - | - | 90 000 | 4,6% | - | - | 90 000 | 4,4% |
| TRUFFLE FORTUNE N°6 | - | - | 88 528 | 4,5% | - | - | 88 528 | 4,3% |
| UFF INNOVATION N°17 | - | - | 63 346 | 3,2% | - | - | 63 346 | 3,1% |
| Innocroissance 2016 | - | - | 75 000 | 3,8% | - | - | 75 000 | 3,6% |
| UFF INNOVATION N°14 | - | - | 29 166 | 1,5% | - | - | 29 166 | 1,4% |

| | | | | | | | | |
|---------------------------------------|---------------|-------------|------------------|---------------|---------------|-------------|------------------|---------------|
| Truffle Développement | - | - | 20 833 | 1,1% | - | - | 20 833 | 1,0% |
| Truffle Capital | 0 | - | 823 469 | 41,8% | 0 | - | 823 469 | 40,0% |
| FINOVAM | 43 257 | 2,2% | 67 114 | 3,4% | - | - | 67 114 | 3,3% |
| Autres institutionnels | 10 872 | 0,6% | 106 655 | 5,4% | - | - | 106 655 | 5,2% |
| Institutionnels | 54 129 | 2,7% | 173 769 | 8,8% | 0 | - | 173 769 | 8,4% |
| Frédéric EECKHOUT | - | - | 21 651 | 1,1% | - | - | 21 651 | 1,1% |
| Hubert COISNE | - | - | 5 414 | 0,3% | - | - | 5 414 | 0,3% |
| Autres actionnaires nominatifs | 0 | - | 27 065 | 1,4% | 0 | - | 27 065 | 1,3% |
| Public | 0 | - | 677 001 | 34,4% | 0 | - | 677 001 | 32,9% |
| Total | 54 129 | 2,7% | 1 970 037 | 100,0% | 87 065 | 4,2% | 2 057 102 | 100,0% |

- (1) Le capital non dilué tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes.
- (2) Le capital dilué tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation :

| Actionnaires | Conversion obligations convertibles | | Capital et droits de vote sur une base non diluée ⁽¹⁾ | | Instruments dilutifs | | Capital et droits de vote sur une base entièrement diluée ⁽²⁾ | |
|--|-------------------------------------|---------------------------|--|---------------|----------------------|-----------------------|--|---------------|
| | Nombre d'actions | En % du capital non dilué | Nombre d'actions | En % | Nombre d'actions | En % du capital dilué | Nombre d'actions | En % |
| Hervé YAH | - | - | 15 520 | 0,7% | 22 825 | 1,0% | 38 345 | 1,8% |
| Ingrid EECKHOUT | - | - | 21 651 | 1,0% | 10 775 | 0,5% | 32 426 | 1,5% |
| Jean MOUNET | - | - | 12 582 | 0,6% | 10 065 | 0,5% | 22 647 | 1,0% |
| Autres mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres salariés | - | - | 16 480 | 0,8% | 43 400 | 2,0% | 59 880 | 2,7% |
| Salariés et mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | 0 | - | 66 233 | 3,2% | 87 065 | 4,0% | 153 298 | 7,0% |
| Holding Incubatrice Internet et Mobile (ex Holding Incubatrice Cloud Computing) | 0 | - | 202 500 | 9,7% | 0 | - | 202 500 | 9,3% |
| FCPI UFF7 | - | - | 100 000 | 4,8% | - | - | 100 000 | 4,6% |
| FCPI Fortune | - | - | 10 000 | 0,5% | - | - | 10 000 | 0,5% |
| FCPI UFF10 | - | - | 62 500 | 3,0% | - | - | 62 500 | 2,9% |
| Fortune 4 FCPI | - | - | 153 692 | 7,3% | - | - | 153 692 | 7,1% |
| UFF INNOVATION N°15 | - | - | 130 404 | 6,2% | - | - | 130 404 | 6,0% |
| FCPI Innovation Pluriel | - | - | 90 000 | 4,3% | - | - | 90 000 | 4,1% |
| TRUFFLE FORTUNE N°6 | - | - | 88 528 | 4,2% | - | - | 88 528 | 4,1% |
| UFF INNOVATION N°17 | - | - | 63 346 | 3,0% | - | - | 63 346 | 2,9% |
| Innocroissance 2016 | - | - | 75 000 | 3,6% | - | - | 75 000 | 3,4% |
| UFF INNOVATION N°14 | - | - | 29 166 | 1,4% | - | - | 29 166 | 1,3% |
| Truffle Développement | - | - | 20 833 | 1,0% | - | - | 20 833 | 1,0% |
| Truffle Capital | 0 | - | 823 469 | 39,4% | 0 | - | 823 469 | 37,8% |
| FINOVAM | 43 257 | 2,1% | 67 114 | 3,2% | - | - | 67 114 | 3,1% |
| Autres institutionnels | 10 872 | 0,5% | 106 655 | 5,1% | - | - | 106 655 | 4,9% |
| Institutionnels | 54 129 | 2,6% | 173 769 | 8,3% | 0 | - | 173 769 | 8,0% |
| Frédéric EECKHOUT | - | - | 21 651 | 1,0% | - | - | 21 651 | 1,0% |
| Hubert COISNE | - | - | 5 414 | 0,3% | - | - | 5 414 | 0,2% |
| Autres actionnaires nominatifs | 0 | - | 27 065 | 1,3% | 0 | - | 27 065 | 1,2% |
| Public | 0 | - | 799 188 | 38,2% | 0 | - | 799 188 | 36,7% |
| Total | 54 129 | 2,6% | 2 092 224 | 100,0% | 87 065 | 4,0% | 2 179 289 | 100,0% |

- (1) Le capital non dilué tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes.
- (2) Le capital dilué tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

En cas de réalisation de l'Offre à 75% :

| Actionnaires | Conversion obligations convertibles | Capital et droits de vote sur une base non diluée ⁽¹⁾ | Instruments dilutifs | Capital et droits de vote sur une base entièrement diluée ⁽²⁾ |
|--------------|-------------------------------------|--|----------------------|--|
|--------------|-------------------------------------|--|----------------------|--|

| | | Nombre d'actions | En % du capital non dilué | Nombre d'actions | En % | Nombre d'actions | En % du capital dilué | Nombre d'actions | En % |
|--|---|---------------------|---------------------------------------|---------------------|---------------|---------------------|--------------------------------|---------------------|---------------|
| | Hervé YAHY | - | - | 15 520 | 0,9% | 22 825 | 1,3% | 38 345 | 2,2% |
| | Ingrid EECKHOUT | - | - | 21 651 | 1,3% | 10 775 | 0,6% | 32 426 | 1,8% |
| | Jean MOUNET | - | - | 14 802 | 0,9% | 10 065 | 0,6% | 24 867 | 1,4% |
| | Autres mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | Autres salariés | - | - | 16 480 | 1,0% | 43 400 | 2,4% | 59 880 | 3,4% |
| | Salariés et mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | 0 | - | 68 453 | 4,1% | 87 065 | 4,9% | 155 518 | 8,8% |
| | Holding Incubatrice Internet et Mobile (ex Holding Incubatrice Cloud Computing) | 0 | - | 202 500 | 12,0% | 0 | - | 202 500 | 11,4% |
| | FCPI UFF7 | - | - | 100 000 | 5,9% | - | - | 100 000 | 5,6% |
| | FCPI Fortune | - | - | 10 000 | 0,6% | - | - | 10 000 | 0,6% |
| | FCPI UFF10 | - | - | 62 500 | 3,7% | - | - | 62 500 | 3,5% |
| | Fortune 4 FCPI | - | - | 153 692 | 9,1% | - | - | 153 692 | 8,7% |
| | UFF INNOVATION N°15 | - | - | 130 404 | 7,7% | - | - | 130 404 | 7,4% |
| | FCPI Innovation Pluriel | - | - | 90 000 | 5,3% | - | - | 90 000 | 5,1% |
| | TRUFFLE FORTUNE N°6 | - | - | 88 528 | 5,2% | - | - | 88 528 | 5,0% |
| | UFF INNOVATION N°17 | - | - | 63 346 | 3,8% | - | - | 63 346 | 3,6% |
| | Innocroissance 2016 | - | - | 88 235 | 5,2% | - | - | 88 235 | 5,0% |
| | UFF INNOVATION N°14 | - | - | 34 313 | 2,0% | - | - | 34 313 | 1,9% |
| | Truffle Développement | - | - | 24 509 | 1,5% | - | - | 24 509 | 1,4% |
| | Truffle Capital | 0 | - | 845 527 | 50,1% | 0 | - | 845 527 | 47,7% |
| | FINOVAM | 43 257 | 2,6% | 67 114 | 4,0% | - | - | 67 114 | 3,8% |
| | Autres institutionnels | 10 872 | 0,6% | 106 655 | 6,3% | - | - | 106 655 | 6,0% |
| | Institutionnels | 54 129 | 3,2% | 173 769 | 10,3% | 0 | - | 173 769 | 9,8% |
| | Frédéric EECKHOUT | - | - | 21 651 | 1,3% | - | - | 21 651 | 1,2% |
| | Hubert COISNE | - | - | 5 414 | 0,3% | - | - | 5 414 | 0,3% |
| | Autres actionnaires nominatifs | 0 | - | 27 065 | 1,6% | 0 | - | 27 065 | 1,5% |
| | Public | 0 | - | 369 390 | 21,9% | 0 | - | 369 390 | 20,8% |
| | Total | 54 129 | 3,2% | 1 686 704 | 100,0% | 87 065 | 4,9% | 1 773 769 | 100,0% |
| | (1) Le capital non dilué tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes. (2) Le capital dilué tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire. | | | | | | | | |
| E.7 Dépenses facturées à l'investisseur | Sans objet. | | | | | | | | |

**INFORMATIONS REQUISES AU TITRE DE
L'ANNEXE III DU RÈGLEMENT EUROPÉEN
N°809/2004 ET DE L'ANNEXE XXII DU
RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) N°486/2012**

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1 RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Monsieur Hervé YAHY, président directeur général de la Société.

1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU PROSPECTUS

À Paris, le 25 novembre 2016

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu du contrôleur légal des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle il indique avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent prospectus ainsi qu'à la lecture d'ensemble du présent prospectus. ».

Monsieur Hervé YAHY

Président directeur général

1.3 RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Monsieur Jean-Marie BROSSE

Directeur Administratif et Financier

1 Allée de Certèze 38610 GIERES

Tel. +33 4 76 54 93 08

jmbrosse@horizontalsoftware.com

2. FACTEURS DE RISQUES LIÉS À L'OFFRE

En complément des facteurs de risque décrits au chapitre 4 du Document de Base, l'investisseur est invité à tenir compte des facteurs suivants et des autres informations contenues dans la Note d'Opération avant de décider d'investir dans les actions de la Société.

Un investissement dans les actions de la Société implique des risques. Les risques significatifs que la Société a identifiés à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus sont ceux décrits dans le Document de Base et ceux décrits ci-dessous.

Si l'un de ces risques venait à se concrétiser, les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société pourraient en être significativement affectés. Dans une telle éventualité, le cours des actions de la Société pourrait baisser et l'investisseur pourrait perdre la totalité ou une partie des sommes qu'il aurait investies dans les actions de la Société. D'autres risques et incertitudes non connus de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus ou qu'elle juge aujourd'hui non significatifs pourraient exister et survenir et également perturber ou avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats, les perspectives de la Société ou le cours des actions de la Société.

2.1 LES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ N'ONT PAS ÉTÉ PRÉALABLEMENT COTÉES ET SERONT SOUMISES AUX FLUCTUATIONS DE MARCHÉ

Les actions de la Société, jusqu'à leur l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, n'auront fait l'objet d'aucune cotation sur aucun marché financier. Le Prix de l'Offre ne présage pas des performances du prix de marché des actions de la Société à la suite de leur l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris. Le cours qui s'établira postérieurement à l'admission des actions de la Société aux négociations est susceptible de varier significativement par rapport au Prix de l'Offre. Bien que la Société ait demandé l'admission de ses actions aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, il n'est pas possible de garantir l'existence d'un marché liquide pour ses actions ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera, ceci en tenant compte des engagements de conservation des principaux actionnaires de la Société. Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développe pas, le prix de marché de ses actions et la capacité des investisseurs à négocier leurs actions dans des conditions qu'ils pourraient juger satisfaisantes pourraient en être affectés.

2.2 LE COURS DES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ EST SUSCEPTIBLE D'ÊTRE AFFECTÉ PAR UNE VOLATILITÉ IMPORTANTE

Le prix de marché des actions de la Société pourrait être affecté de manière significative par de nombreux facteurs ayant un impact sur le Groupe, ses concurrents ou les conditions économiques générales et le secteur de l'édition de logiciels professionnels. Le prix de marché des actions de la Société pourrait notamment fluctuer de manière sensible en réaction à des événements tels que :

- l'évolution du marché sur lequel les actions de la Société seront admises aux négociations ;
- des variations des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives du Groupe ou de ceux de ses concurrents d'une période à l'autre ;
- des annonces de concurrents ou d'autres sociétés ayant des activités similaires et/ou des annonces concernant le marché, y compris celles portant sur la performance financière et opérationnelle de ces sociétés ;
- des évolutions défavorables de l'environnement réglementaire applicable dans les pays ou les marchés propres au secteur d'activité du Groupe ou au Groupe lui-même ;
- des annonces portant sur des modifications de l'actionnariat de la Société ;
- des annonces portant sur des modifications de l'équipe dirigeante ;
- des annonces portant sur le périmètre des actifs du Groupe (acquisitions, cession, etc.) ; et
- la réalisation d'un ou plusieurs facteurs de risque décrit au chapitre 4 du Document de Base.

Par ailleurs, les marchés boursiers connaissent d'importantes fluctuations qui ne sont pas toujours en rapport avec les résultats et les perspectives des sociétés dont les actions y sont négociées. De telles fluctuations de marché ainsi que la conjoncture économique pourraient donc également affecter de manière significative le prix de marché des actions de la Société.

2.3 CESSIION PAR LES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES EXISTANTS D'UN NOMBRE IMPORTANT D'ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

La décision des principaux actionnaires de la Société de céder tout ou partie de leur participation sur le marché après l'expiration de leur engagement de conservation ou avant son expiration en cas de levée éventuelle, ou la perception qu'une telle cession est imminente, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le cours des actions de la Société.

2.4 INSUFFISANCE DES SOUSCRIPTIONS ET ANNULATION DE L'OFFRE

L'Offre ne fera ni l'objet ni d'une garantie de placement ni d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L.225-145 du Code de commerce. Le début des négociations sur le titre n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre pourrait être limitée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindraient 75% du nombre d'Actions Nouvelles offertes. Ainsi, si les souscriptions reçues n'atteignaient pas 75% du nombre d'Actions Nouvelles offertes, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription deviendraient caducs.

Si les souscriptions reçues étaient comprises entre 75% et 100% du nombre d'Actions Nouvelles offertes, la Société serait contrainte de revoir son programme d'investissement à la baisse.

2.5 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES DE LA SOCIÉTÉ

La Société n'a pas versé de dividendes au cours des derniers exercices.

La Société se positionne en tant que valeur de croissance et n'entend pas, à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, adopter une politique de versement de dividendes réguliers.

Cependant, la Société réévaluera régulièrement l'opportunité de verser un dividende en considérant les conditions générales de l'environnement économique, les conditions spécifiques à son secteur d'activité, les résultats de la Société, sa situation financière, les intérêts de ses actionnaires ainsi que tout autre facteur qu'il jugera pertinent.

2.6 LES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ NE BÉNÉFICIERONT PAS DES GARANTIES ASSOCIÉES AUX MARCHÉS RÉGLEMENTÉS

Les actions de la Société ne seront pas admises aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront pas des garanties correspondantes. Néanmoins, des garanties spécifiques relatives à la transparence financière de la Société et à la protection des actionnaires minoritaires sont décrites aux paragraphes [1.3](#) et [4.9](#) de la Note d'Opération.

2.7 DILUTION LIÉE AU FINANCEMENT DE TOUT OU PARTIE DES BESOINS DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRES ÉVENTUELS

La Société pourrait être amenée à faire à nouveau appel au marché moyennant l'émission de nouvelles actions pour financer tout ou partie de besoins de financement complémentaires éventuels. Il en résulterait une dilution complémentaire pour les actionnaires.

2.8 DILUTION POTENTIELLEMENT SIGNIFICATIVE INDUITE PAR LES INSTRUMENTS DILUTIFS EXISTANTS OU FUTURS

2.8.1 À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus

À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, la Société a émis :

- 843 750 Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprise (les « **BSPCE** »), dont 770 000 sont encore exerçables à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, représentant potentiellement 77 000 actions, après regroupement des actions de la Société par dix constatée par le conseil

d'administration de la Société, lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, sur délégation de pouvoirs conférée par l'assemblée générale des associés du 22 septembre 2016 ;

- 541 319 Obligations Convertibles en Actions (les « **OCA** »), représentant potentiellement 54 129 actions, après regroupement des actions de la Société par dix constatée par le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, sur délégation de pouvoirs conférée par l'assemblée générale des associés du 22 septembre 2016.

Les détails des caractéristiques des BSPCE et des obligations convertibles en actions sont présentés au paragraphe 21.1.4 du Document de Base.

À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, la dilution potentielle associée à l'exercice de tous les instruments donnant accès au capital représente 131 129 actions soit, sur la base d'un capital de 1 101 326 actions, une dilution de 10,6%.

Dans le cadre de sa politique de motivation de ses dirigeants et salariés et afin d'attirer des compétences complémentaires, la Société pourrait en outre procéder à l'avenir à l'émission ou l'attribution d'actions ou de nouveaux instruments financiers donnant accès au capital de la Société pouvant entraîner une dilution supplémentaire, potentiellement significative, pour les actionnaires actuels et futurs de la Société.

2.8.2 Suite à la réalisation de l'Offre

Contrat d'émission de 150 000 obligations pour un montant de 150 000 euros souscrites en numéraire par Monsieur Jean Mounet, administrateur non actionnaire de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus :

Le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 16 novembre 2016, a émis 150 000 obligations de 1 euros de valeur nominale pour un montant de 150 000 euros souscrites en numéraire par Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société. Aux termes du contrat d'émission en date du 16 novembre 2016 et de l'avenant n°1 en date du 24 novembre 2016, la Société remboursera le nominal de l'emprunt obligataire et versera les intérêts courus au taux annuel de 10% à l'échéance, soit le 31 décembre 2017. En cas d'augmentation de capital par voie d'offre au public, qui constitue un cas de remboursement anticipé à l'initiative de l'obligataire, la Société remboursera le nominal et les intérêts courus - d'un montant estimé à 1 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre - par compensation avec la créance devenue immédiatement exigible à hauteur d'un nombre d'actions correspondant aux sommes dues au titre de la dette obligataire divisées par le Prix de l'Offre.

À l'occasion de cette compensation de créance, l'obligataire pourra souscrire en numéraire au prix unitaire de 10% du Prix d'Offre à un nombre de BSA_2016 égal au montant de la créance divisée par 15. Les caractéristiques des BSA_2016 qui seront validés et émis par le conseil d'administration postérieurement à l'Offre seront (i) un prix d'exercice au prix de l'Offre, (ii) une parité d'exercice d'une action nouvelle par BSA_2016, (iii) une durée d'exercice de 18 mois et (iv) un prix d'acquisition de 10% du prix d'exercice.

Convention portant sur la conversion des obligations convertibles en actions :

Le 18 novembre 2016, la Société et les trois porteurs d'obligations convertibles en actions FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO, sont convenus que, dans le cadre de l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris des actions de la société Horizontal Software, la totalité des obligations convertibles en actions représentant un montant nominal de 349 k€, sera convertie en 54 129 actions nouvelles. Les prix de conversion, tel qu'ajustés par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, en conséquence du regroupement des actions de la Société par dix constaté par le conseil d'administration du même jour, seront de 4,6 euros pour les OCA TEHMS 1 et de 7,4 euros pour les OCA TEHMS 2 et les OCA TEHMS 3. Les intérêts courus, de la date de paiement du dernier coupon jusqu'à la date de la demande de conversion, soit à titre indicatif le 9 décembre 2016, date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre, d'un montant estimé à 4 378 euros, seront versés lors du règlement-livraison de l'Offre, soit à titre indicatif, le 13 décembre 2016.

3. INFORMATIONS DE BASE

3.1 DÉCLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET

À la date de visa par l'AMF sur le Prospectus, compte tenu de l'accord conclu le 18 novembre 2016 avec les trois porteurs d'obligations convertibles en actions FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO, en vertu duquel la Société pourra sur sa seule décision, reporter l'échéance de remboursement des obligations convertibles en actions du 31 décembre 2016 au 31 décembre 2017 en cas de non réalisation de l'Offre avant le 30 juin 2017, le Groupe dispose d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie d'exploitation sur les douze prochains mois.

3.2 CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT

En application du paragraphe 127 des recommandations du CESR de février 2005, mises à jour par l'ESMA - ESMA/2013/319 en mars 2013, en vue d'une application cohérente du règlement de la Commission européenne sur les prospectus n° 809/2004 (Réf. : CESR/05-054b), la situation des capitaux propres et de l'endettement financier net au 30 septembre est telle que détaillée ci-après :

| Capitaux propres et endettement (en euros / non audité) | 30-Sept.-2016 |
|--|---------------|
| Total des dettes courantes | 662 |
| Dettes courantes faisant l'objet de garanties | 0 |
| Dettes courantes faisant l'objet de nantissements | 0 |
| Dettes courantes sans garantie ni nantissement | 662 |
| Total des dettes non courantes (hors partie courante des dettes long terme) | 4 224 |
| Dettes non courantes faisant l'objet de garanties | 0 |
| Dettes non courantes faisant l'objet de nantissements | 0 |
| Dettes non courantes sans garantie ni nantissement | 4 224 |
| Capitaux propres | 547 |
| Capital social | 1 101 |
| Primes d'émission | 7 505 |
| Réserve légale | 0 |
| Résultats accumulés, autres réserves ⁽¹⁾ | -8 059 |
| (dont perte au 30 juin 2016 : 1 062 k€) | |

- (1) Données établies à partir des comptes semestriels consolidés résumés ayant fait l'objet d'un examen limité par le commissaire aux comptes, établis en normes françaises au 30 juin 2016 mais n'intégrant pas le résultat dégagé sur la période allant du 1er juillet 2016 au 30 septembre 2016.

| Capitaux propres et endettement (en euros / non audité) | 30-Sept.-2016 |
|---|---------------|
| A - Trésorerie | 326 |
| B - Équivalent de trésorerie | 65 |
| C - Titres de placement | 0 |
| D - Liquidité (A+B+C) | 391 |
| E - Créances financières à court terme | 0 |
| F - Dettes bancaires à court terme | 77 |
| G - Part à moins d'un an des dettes à moyen et long termes | 408 |
| H - Autres dettes financières à court terme | 177 |
| I - Dettes financières courantes à court terme (F+G+H) | 662 |
| J - Endettement financier net à court terme (I-E-D) | 271 |
| K - Emprunts bancaires à plus d'un an | 697 |
| L - Obligations émises | 0 |
| M - Autres emprunts à plus d'un an | 3 527 |
| N - Endettement financier net à moyen et long termes (K+L+M) | 4 224 |
| O - Endettement financier net (J+N) | 4 495 |

Depuis le 30 septembre 2016, la Société a conclu les accords suivants :

- Le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 16 novembre 2016, a émis 150 000 obligations de 1 euros de valeur nominale pour un montant de 150 000 euros souscrites en numéraire par Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société. Aux termes du contrat d'émission en date du 16 novembre 2016 et de l'avenant n°1 en date du 24 novembre 2016, la Société remboursera le nominal de l'emprunt obligataire et versera les intérêts courus au taux annuel de 10% à l'échéance, soit le 31 décembre 2017. En cas d'augmentation de capital par voie d'offre au public, qui constitue un cas de remboursement anticipé à l'initiative de l'obligataire, la

Société remboursera le nominal et les intérêts courus - d'un montant estimé à 1 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre - par compensation avec la créance devenue immédiatement exigible à hauteur d'un nombre d'actions correspondant aux sommes dues au titre de la dette obligataire divisées par le Prix de l'Offre.

À l'occasion de cette compensation de créance, l'obligataire pourra souscrire en numéraire au prix unitaire de 10% du Prix d'Offre à un nombre de BSA_2016 égal au montant de la créance divisée par 15. Les caractéristiques des BSA_2016 qui seront validés et émis par le conseil d'administration postérieurement à l'Offre seront (i) un prix d'exercice au prix de l'Offre, (ii) une parité d'exercice d'une action nouvelle par BSA_2016, (iii) une durée d'exercice de 18 mois et (iv) un prix d'acquisition de 10% du prix d'exercice.

- Le 16 novembre 2016, la Société et la Holding Incubatrice Internet (anciennement dénommée « Holding Incubatrice Logiciels », se reporter au paragraphe [10.5.2](#) de la Note d'Opération), ont conclu un avenant n°1 au protocole d'accord du 3 mars 2016 aux termes duquel ils conviennent que le nominal hors intérêts courus, des dettes de type crédit-vendeur et de type compte courant liées à l'acquisition de la société Equitime, d'un montant global de 635 k€, deviendra immédiatement et automatiquement exigible en cas de première cotation des actions de la Société sur un marché organisé ou réglementé accompagné d'une émission d'actions nouvelles. Le remboursement des dettes interviendra par voie de compensation de créances au Prix de l'Offre avec l'émission d'Actions Nouvelles réalisée dans le cadre de l'Offre. Les intérêts courus relatifs à ces dettes, d'un montant estimé à 220 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre, seront payés en numéraire à la date de règlement-livraison des Actions Nouvelles à émettre dans le cadre de l'Offre. Le protocole d'accord conclu le 3 mars 2016 est décrit au chapitre 19.1 du Document de Base.
- Le 18 novembre 2016, la Société et les trois porteurs d'obligations convertibles en actions FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO, sont convenus que, dans le cadre de l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris des actions de la société Horizontal Software, la totalité des obligations convertibles en actions représentant un montant nominal de 349 k€, sera convertie en 54 129 actions nouvelles. Les prix de conversion, tel qu'ajustés par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, en conséquence du regroupement des actions de la Société par dix constaté par le conseil d'administration du même jour, seront de 4,6 euros pour les OCA TEHMS 1 et de 7,4 euros pour les OCA TEHMS 2 et les OCA TEHMS 3. Les intérêts courus, de la date de paiement du dernier coupon jusqu'à la date de la demande de conversion, soit à titre indicatif le 9 décembre 2016, date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre, d'un montant estimé à 4 378 euros, seront versés lors du règlement-livraison de l'Offre, soit à titre indicatif, le 13 décembre 2016.

Dans la même convention, la Société et les obligataires sont convenus, qu'en cas de non réalisation de l'Offre avant le 30 juin 2017, la Société pourra décider de reporter l'échéance de remboursement des obligations du 31 décembre 2016 au 31 décembre 2017.

À l'exception des éléments mentionnés ci-dessus, aucun changement significatif susceptible d'affecter le montant de l'endettement financier net à moyen et long terme et le montant des capitaux propres (hors résultat de la période) du Groupe n'est intervenu depuis le 30 septembre 2016. A la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, il n'existe pas de dettes conditionnelles et/ou indirectes.

3.3 INTÉRÊT DES PERSONNES PHYSIQUES ET MORALES PARTICIPANT À L'OFFRE

Le Chef de File et/ou certains de ses affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.

3.4 RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION DU PRODUIT NET DE L'OFFRE

L'émission des Actions Nouvelles, d'un produit brut de 8 500 k€ (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros), est destinée à fournir au Groupe des moyens supplémentaires pour financer son développement et sa croissance.

Au cas où l'Offre serait souscrite à 100%, le montant net d'augmentation de capital en numéraire serait de 6 346 k€ (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros et de dépenses liées à l'Offre de 1 367 k€) et aurait pour objet le financement de :

- La consolidation de l'avance technologique avec la poursuite du développement des innovations produits en modes *SaaS* et *SaaS-Apps* pour un montant de 1,9 millions d'euros ;
- La conquête de nouvelles parts de marché avec le renforcement des équipes marketing et commerciales des offres *SaaS* et *SaaS-Apps* en France et aux États-Unis pour un montant de 3,2 millions d'euros ; et
- Dépenses liées aux besoins générés par la croissance et notamment par l'accélération de la commercialisation de l'offre *SaaS-Apps* Yootalent, pour un montant de 1,3 millions d'euros.

Au cas où l'Offre serait souscrite à 75% de l'Offre sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros et en dehors de financements complémentaires, le montant net d'augmentation de capital en numéraire serait de 3 577 k€ (sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros et de dépenses liées à l'Offre de 1 055 k€) et aurait pour objet le financement de :

- La consolidation de l'avance technologique avec la poursuite du développement des innovations produits en modes *SaaS* et *SaaS-Apps* pour un montant de 1,1 millions d'euros ;
- La conquête de nouvelles parts de marché avec le renforcement des équipes Marketing et commerciales des offres *SaaS* et *SaaS-Apps* en France et aux États-Unis pour un montant de 1,8 millions d'euros ; et
- Dépenses liées aux besoins générés par la croissance et notamment par l'accélération de la commercialisation de l'offre *SaaS-Apps* Yootalent, pour un montant de 0,7 million d'euros.

Dans le cas d'une réalisation à 75% de l'Opération, la Société entend pouvoir maintenir sur les 24 premiers mois ses investissements en marketing et son effort de R&D selon son plan d'affaires actuel. L'objectif d'équilibre d'exploitation en 2018 est ainsi maintenu en cas d'une Opération réalisée à 75%. Cependant, afin de réaliser intégralement son plan d'affaires et de maintenir son objectif de Chiffre d'Affaires de 25 M€ à l'horizon 2020, la Société estime devoir recourir à un financement complémentaire qui pourra prendre diverses formes (financement bancaire, offre au public, placement privé, etc.) selon les considérations suivantes : marché boursier, développement de la Société (notamment international), montants complémentaires à lever, etc.

4. INFORMATIONS SUR LES ACTIONS DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION

4.1 NATURE, CATÉGORIE ET JOUISSANCE DES ACTIONS OFFERTES ET ADMISES À LA NÉGOCIATION

Nature et nombre des titres dont l'inscription aux négociations est demandée :

- L'intégralité des actions composant le capital social émis à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, soit 1 101 326 actions de 1 euro chacune de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées et de même catégories (les « **Actions Existantes** ») ;
- L'intégralité des 54 129 actions résultant de la conversion des 541 319 obligations convertibles en actions ; et
- Un nombre de 708 333 Actions Nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société à souscrire en numéraire et par compensation de créances, par voie d'offre au public, pouvant être portées à un maximum de 814 582 Actions Nouvelles en cas d'exercice par la Société en totalité de la Clause d'Extension et à un maximum de 936 769 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation (ensemble, les « **Actions Nouvelles** »).

Le 18 novembre 2016, la Société et les trois porteurs d'obligations convertibles en actions FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO, sont convenus que, dans le cadre de l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris des actions de la société Horizontal Software, la totalité des obligations convertibles en actions représentant un montant nominal de 349 k€, sera convertie en 54 129 actions nouvelles. Les prix de conversion, tel qu'ajustés par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, en conséquence du regroupement des actions de la Société par dix constaté par le conseil d'administration du même jour, seront de 4,6 euros pour les OCA TEHMS 1 et de 7,4 euros pour les OCA TEHMS 2 et les OCA TEHMS 3. Les intérêts courus, de la date de paiement du dernier coupon jusqu'à la date de la demande de conversion, soit à titre indicatif le 9 décembre 2016, date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre, d'un montant estimé à 4 378 euros, seront versés lors du règlement-livraison de l'Offre, soit à titre indicatif, le 13 décembre 2016.

À la date de la première cotation des actions, les titres de la Société seront des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie. Elles porteront jouissance courante et donneront droit, à compter de leur émission, à toutes les distributions décidées par la Société à compter de cette date.

Clause d'Extension

En fonction de la demande, la Société pourra, en accord avec le Chef de File et Teneur de Livre, décider d'augmenter le nombre d'Actions Nouvelles initialement offertes d'un maximum de 15%, soit un maximum de 106 249 Actions Nouvelles allouées (la « **Clause d'Extension** »).

Option de Sur-Allocation

Afin de couvrir d'éventuelles sur-alllocations, la Société consentira à Invest Securities, une option permettant l'acquisition d'un nombre d'actions représentant un maximum de 15% du nombre d'Actions Nouvelles initialement offertes et du nombre d'Actions Nouvelles allouées en cas d'exercice par la Société de la Clause d'Extension, soit un maximum de 122 187 Actions Nouvelles, permettant ainsi de faciliter les opérations de stabilisation (l'« **Option de Sur-Allocation** »).

Cette Option de Sur-Allocation pourra être exercée, en tout ou partie, au Prix de l'Offre, en une seule fois à tout moment par Invest Securities, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 7 janvier 2017 (inclus).

Date de jouissance

Les Actions Nouvelles seront assimilables, dès leur émission, aux Actions Existantes. Elles porteront jouissance courante et donneront droit, à compter de leur émission, à toutes les distributions décidées par la Société à compter de cette date.

Code Mnémonique

Le code mnémonique de la Société est ALHSW.

Code ISIN :

Le code ISIN de la Société est FR0013219367.

Secteur d'activité :

Le code ICB de la Société est 9537 – Software.

Première cotation et négociation des actions :

La première cotation de la totalité des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris devrait intervenir le 9 décembre 2016 et les négociations des actions de la Société devraient débuter le 14 décembre 2016.

4.2 DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS

Les actions sont émises dans le cadre de la législation française. Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du Code de Procédure Civile.

4.3 FORME ET MODE D'INSCRIPTION EN COMPTE DES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

Les Actions Nouvelles pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des souscripteurs.

En application des dispositions de l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, elles seront obligatoirement inscrites en comptes-titres tenus, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

En conséquence, les droits des titulaires seront représentés par une inscription sur un compte-titres ouvert à leur nom dans les livres :

- De CACEIS Investors Services (14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux), mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative pure ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix et de CACEIS Investors Services (14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux), mandaté par la Société, pour les actions conservées sous la forme nominative administrée ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix pour les actions conservées sous la forme au porteur.

Conformément aux articles L. 211-15 et L. 211-17 du Code monétaire et financier, les actions se transmettent par virement de compte à compte et le transfert de propriété des Actions Nouvelles résultera de leur inscription au compte-titres du souscripteur.

Les Actions Existantes et les Actions Nouvelles susceptibles d'être émises dans le cadre de l'Offre feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des actions entre teneurs de compte-conservateurs et aux systèmes de règlement-livraison d'Euroclear.

Selon le calendrier indicatif de l'Offre, il est prévu que les Actions Nouvelles de la Société soient inscrites en compte-titres le 9 décembre 2016, et les négociations des actions de la Société devraient débuter le 14 décembre 2016.

4.4 DEVISE D'ÉMISSION DES ACTIONS

Les Actions Existantes et les Actions Nouvelles dont l'admission est demandée seront réalisés en euros.

4.5 DROITS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Les actions seront soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société tels qu'adoptés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 25 octobre 2016 sous condition suspensive non rétroactive de la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris. En l'état actuel de la législation française et des statuts qui régiront la Société à l'issue de la cotation, les principaux droits attachés aux actions sont décrits ci-après :

4.5.1 Forme des actions et identification des actionnaires (article 10 des statuts)

« 10.1 – Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Elles donnent lieu à inscription en compte dans les conditions légales et réglementaires.

10.2 – La Société pourra à tout moment, faire usage des dispositions légales et réglementaires prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées générales et, en particulier des dispositions de l'article L. 228–2 du Code de commerce. »

4.5.2 Transmission des actions et déclarations de franchissement de seuils (Article 11 des statuts)

« 11.1 – Les actions sont librement négociables, sous réserve des dispositions légales et réglementaires.

La transmission des actions, quelque soit leur forme, s'opère par virement de compte à compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

11.2 – Toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions représentant une quotité de capital ou des droits de vote supérieure aux seuils fixés par la loi, informe la société dans le délai réglementaire, à compter du franchissement du seuil de participation, du nombre total d'actions ou de droits de vote qu'elle possède. Cette information contient les mentions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Cette information est également donnée dans les mêmes délais lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils fixés par la loi.

Si cela est requis par la loi ou la réglementation en vigueur, cette personne informe également l'Autorité des marchés financiers, dans le délai et selon des modalités fixés par son règlement général, à compter du franchissement du seuil de participation. Le cas échéant, cette information est portée à la connaissance du public dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

L'actionnaire qui n'aurait pas procédé régulièrement aux déclarations prévues par la loi auxquelles il était tenu est privé des droits de vote attachés aux actions excédant la fraction qui n'a pas été régulièrement déclarée pour toute assemblée générale d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

Dans les mêmes conditions, les droits de vote attachés à ces actions et qui n'ont pas été régulièrement déclarés ne peuvent être exercés ou délégués par l'actionnaire défaillant. »

4.5.3 Droits et obligations attachés aux actions (article 12 des statuts)

« 12.1 – Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société et aux assemblées générales par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

12.2 – Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par la loi et les statuts.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans toutes les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans toutes les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales ; dans ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée avec avis de réception adressée au siège social. La Société sera tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait cinq (5) jours au moins après réception de la notification de ladite convention.

12.3 – Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions de l'assemblée générale et aux présents statuts.

12.4 – Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions requis. »

4.5.4 Conditions de convocation et d'admission des assemblées générales ordinaires et extraordinaires (Article 21 des statuts)

« 21.1 – Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

21.2 – L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

21.3 – L'actionnaire, à défaut d'assister personnellement à l'assemblée, dans les conditions prévues par la loi et les règlements, peut choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire, à son conjoint ou à son partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou toute autre personne physique ou morale de son choix ;*
- voter par correspondance ; ou*
- adresser une procuration à la Société sans indication de mandat.*

21.4 – L'intermédiaire qui a satisfait aux dispositions légales en vigueur peut, en vertu d'un mandat général de gestion des titres, transmettre pour une assemblée le vote ou le pouvoir d'un propriétaire d'actions n'ayant pas son domicile sur le territoire français.

La Société est en droit de demander à l'intermédiaire visé à l'alinéa précédent de fournir la liste des propriétaires non-résidents des actions auxquelles ces droits de vote sont attachés.

21.5 – Les actionnaires peuvent, dans les conditions fixées par la loi et les règlements, adresser leur formule de procuration et de vote par correspondance concernant toute assemblée, soit sous forme de papier, soit, sur décision du conseil d'administration mentionnée dans l'avis de réunion et de convocation, par télétransmission.

21.6 – Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

21.7 – L'assemblée générale ordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance possèdent au moins le cinquième (1/5) des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale ordinaire réunie sur deuxième convocation délibère valablement quel que soit le nombre d'actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité des voix des actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

21.8 – L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance, possèdent au moins, sur première convocation, le quart (1/4) des actions ayant le droit de vote. L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance, possèdent au moins, sur deuxième convocation, le cinquième (1/5) des actions ayant le droit de vote.

Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité de deux tiers (2/3) des actionnaires présents, représentés ou ayant voté à distance.

21.9 – Sont également réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, si le conseil d'administration le décide au moment de la convocation de l'assemblée, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification dans les conditions fixées par la réglementation applicable au moment de son utilisation.

21.10 – Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

21.11 – Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par l'administrateur le plus ancien présent à cette assemblée. À défaut, l'assemblée élit elle-même son président de séance.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée présents, et acceptant ces fonctions, qui tant par eux-mêmes que comme mandataires représentent le plus grand nombre de voix. Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des actionnaires »

4.6 AUTORISATIONS

4.6.1 Assemblée générale de la Société ayant autorisé l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris

L'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext Paris a été autorisée par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 25 octobre 2016, dans sa première résolution, dont le texte est intégralement reproduit ci-dessous.

PREMIÈRE RÉOLUTION

(Autorisation de procéder la cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris)

« L'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, sous réserve de l'adoption de la neuvième (9e) résolution de la présente assemblée,

- 1. constate que la Société répond aux conditions d'admission et de première cotation de ses actions sur le marché Alternext d'Euronext à Paris ;*
- 2. approuve le principe de l'introduction en bourse de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris ;*
- 3. autorise le conseil d'administration à demander l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris et à procéder à toutes formalités et signer tous documents requis à cet effet. »*

4.6.2 Assemblée générale de la Société ayant autorisé l'Offre

L'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 25 octobre 2016, dans sa onzième résolution, a délégué au conseil d'administration sa compétence à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires par offre au public de titres financiers, notamment dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris. Vous trouverez ci-dessous la reproduction intégrale de cette résolution.

ONZIÈME RÉOLUTION

(Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public)

« L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du commissaire aux comptes :

- 1. délègue au conseil d'administration, en application des dispositions des articles L. 225-129 à L. 225-129-6, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce, sa compétence à l'effet de décider, par une offre au public ou, le cas échéant, sous réserve de l'approbation d'une résolution spécifique à cet effet par l'assemblée générale, par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions de la Société, à l'exclusion d'actions de préférence, (ii) de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, étant précisé que lesdites actions conféreront les mêmes droits que les actions anciennes sous réserve de leur date de jouissance ;*
- 2. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la délégation susvisée, ne pourra excéder un montant de 1.100.000 euros, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles. Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond global d'augmentation de capital de 1.100.000 euros fixé par la dixième (10e) résolution de la présente assemblée ;*
- 3. décide, en outre, que le montant nominal des titres d'emprunt susceptibles d'être émis en vertu de la délégation susvisée, ne pourra être supérieur à 10.000.000 euros, ou sa contre-valeur en devises étrangères, étant précisé que ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le conseil d'administration conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce ;*

4. *décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières faisant l'objet de la présente résolution, étant entendu que le conseil d'administration pourra conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité sur tout ou partie de l'émission, pendant le délai et selon les conditions qu'il fixera, conformément aux dispositions de l'article L. 225-135 du Code de commerce. Cette priorité de souscription ne donnera pas lieu à la création de droits négociables et devra s'exercer proportionnellement au nombre d'actions possédées par chaque actionnaire ;*
5. *constate, le cas échéant, que la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;*
6. *décide que la souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;*
7. *décide que :*
 - *jusqu'à l'admission aux négociations et la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris et pour l'augmentation de capital à intervenir à cette occasion, le prix d'émission des actions nouvelles sera fixé par le conseil d'administration conformément aux pratiques de marché habituelles dans le cadre d'un placement global, par référence au prix offert aux investisseurs dans un tel placement, tel que ce prix résultera de la confrontation de l'offre des titres et des demandes de souscription émises par les investisseurs dans le cadre de la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels ;*
 - *postérieurement à l'admission aux négociations et la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, la somme revenant ou devant revenir à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre dans le cadre de la présente délégation, sera fixée par le conseil d'administration et devra être au moins égale à la moyenne pondérée par les volumes des cours de l'action de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris des vingt (20) dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission, éventuellement diminuée d'une décote maximum de 20%, étant toutefois précisé que si, lors de l'utilisation de la présente délégation, les titres de la Société étaient admis aux négociations sur un marché réglementé, le prix serait fixé conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ;*
8. *décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les modalités légales et réglementaires, pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et les statuts, la présente délégation à l'effet notamment, sans que cette liste soit limitative, d'arrêter les dates, les conditions et les modalités de toute émission ainsi que la forme et les caractéristiques des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou titres de créance à émettre, avec ou sans prime. Notamment, il fixera les montants à émettre, la date de jouissance éventuellement rétroactive des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou titres de créance à émettre, leur mode de libération ainsi que le cas échéant, la durée et le prix d'exercice des valeurs mobilières ou les modalités d'échange, de conversion, de remboursement ou d'attribution de toute autre manière de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital dans les limites prévues par la présente résolution ;*
9. *décide que le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les modalités légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il déterminera, aux émissions susvisées – ainsi que le cas échéant d'y surseoir – conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts et plus généralement :*
 - *déterminer dans les conditions légales les modalités d'ajustement des conditions d'accès à terme au capital des valeurs mobilières ;*
 - *suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières pendant un délai maximum de trois (3) mois ;*
 - *procéder à toutes imputations sur les primes et notamment celles des frais entraînés par la réalisation des émissions ;*
 - *assurer ultérieurement la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société émises en application de la présente délégation et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles applicables ;*
 - *le cas échéant, prendre toutes mesures et faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission des valeurs mobilières ainsi émises à la cote du marché Alternext d'Euronext à Paris et de tout autre marché sur lequel les actions de la Société seraient alors cotées.*
10. *prend acte de ce que, dans l'hypothèse où le conseil d'administration viendrait à utiliser la délégation de compétence qui lui est conférée dans la présente résolution, il en rendra compte à l'assemblée générale ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation.*

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée. »

4.6.3 Assemblée générale de la Société ayant autorisé l'Option de Sur-Allocation

L'éventuel exercice de l'Option de Sur-Allocation a été autorisé par la quatorzième résolution de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 25 octobre 2016 dont le texte est intégralement reproduit ci-dessous.

Quatorzième résolution

(Délégation de compétence consentie au conseil d'administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires)

« L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, conformément aux dispositions des articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial du commissaire aux comptes :

- 1. délègue au conseil d'administration sa compétence à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre pour chacune des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription décidées en vertu des résolutions de la présente assemblée, dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15% de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale ;*
- 2. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur plafond nominal global d'augmentation de capital de 1.100.000 euros fixé par la dixième (10e) résolution de la présente assemblée.*

La présente délégation est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée. »

4.6.4 Conseil d'administration de la Société du 25 novembre 2016 faisant usage de la délégation de compétence

En vertu de la délégation de compétence conférée par la onzième résolution de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 25 octobre 2016, reproduite au paragraphe [4.6.2](#) ci-dessus, le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 25 novembre 2016, a décidé le principe d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public, par émission de 708 333 Actions Nouvelles d'une valeur nominale de 1 euro chacune à un prix de souscription unitaire compris dans une fourchette indicative de 10,20 euros à 13,80 euros, correspondant à un montant de fonds levés, prime d'émission comprise, d'environ 9 millions d'euros sur la base du point médian de la fourchette indicative, soit 12,00 euros par Action Nouvelle.

Ce nombre est susceptible d'être porté à un nombre maximal de 814 582 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à un nombre maximal de 936 769 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de l'Option de Sur-Allocation correspondant à un montant de fonds levés, prime d'émission comprise, d'environ 11,2 millions d'euros sur la base du point médian de la fourchette indicative, soit 12,00 euros par Action Nouvelle.

Le conseil d'administration a également déterminé l'ensemble des caractéristiques décrites dans la présente Note d'Opération.

Les modalités définitives de cette augmentation de capital, notamment le nombre d'Actions Nouvelles définitivement émise et le Prix de l'Offre, seront arrêtées par le conseil d'administration de la Société lors d'une réunion qui devrait se tenir le 9 décembre 2016, sur la base du calendrier décrit au paragraphe [5.1.3.A](#) de la présente Note d'Opération.

4.7 DATE PRÉVUE D'ÉMISSION DES ACTIONS

Les Actions Nouvelles seront émises à la date du règlement-livraison de l'Offre, soit, à titre indicatif, le 13 décembre 2016.

4.8 RESTRICTION À LA LIBRE NÉGOCIABILITÉ DES ACTIONS

Aucune clause statutaire ne restreint la libre négociation des actions composant le capital de la Société.

4.9 RÉGLEMENTATION FRANÇAISE EN MATIÈRE D'OFFRES PUBLIQUES

À compter de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, la Société sera soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et à la procédure de retrait obligatoire.

4.9.1 Offre publique obligatoire

L'article L. 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du Règlement général de l'AMF prévoient les conditions de dépôt obligatoire d'une offre publique visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un système multilatéral de négociation organisé.

4.9.2 Offre publique de retrait et retrait obligatoire

L'article L.433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait) et 237-14 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du Règlement général de l'AMF prévoient les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur système multilatéral de négociation organisé.

4.10 OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION LANCÉES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE L'ÉMETTEUR DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS

Aucun titre de la Société n'étant admis aux négociations sur un marché réglementé à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, aucune offre publique d'achat émanant de tiers n'a été lancée sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours.

4.11 RÉGIME FISCAL

Les dispositions suivantes résument les principales conséquences fiscales applicables aux actionnaires de la Société. Cet exposé est fondé sur les dispositions légales françaises actuellement en vigueur et est donc susceptible d'être affecté par toute modification apportée à ces dispositions et à leur interprétation par l'administration fiscale française.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que ces informations ne constituent qu'un simple résumé du régime fiscal actuellement en vigueur qui est susceptible d'être modifié et que leur situation particulière doit être étudiée avec leur conseiller fiscal habituel.

Les personnes n'ayant pas leur résidence fiscale en France doivent se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence, sous réserve de l'application éventuelle d'une convention fiscale signée entre la France et cet État.

4.11.1 Régime spécial applicable aux résidents fiscaux français au titre des plus-values réalisées lors de cessions de titres inscrits sur des Plans d'épargne en actions (« PEA ») ouverts

Les actions de la Société constituent des titres éligibles au PEA.

Pour les actionnaires personnes physiques qui sont des résidents fiscaux français, les actions ordinaires de la Société devraient constituer des actifs éligibles au PEA. Le plafond des versements dans un PEA est de 150.000 euros (300.000 euros pour un couple marié ou partenaire ayant conclu un pacte civil de solidarité).

Sous certaines conditions, le PEA ouvre droit :

- pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des plus-values nettes, des dividendes et des autres produits générés par les placements effectués dans le cadre du PEA, à condition notamment que ces plus-values et produits soient réinvestis dans le PEA, et

- au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison du gain net réalisé depuis l'ouverture du plan. Cependant, ces plus-values et produits restent soumis au prélèvement social, aux contributions additionnelles à ce prélèvement, à la CSG et à la CRDS au taux global de 15,5%.

Les moins-values réalisées sur des actions détenues dans le cadre du PEA ne sont en principe imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre (des règles spécifiques s'appliquent toutefois à certains cas de clôture du PEA). Les investisseurs sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal sur cette question.

À défaut de respecter les conditions de l'exonération, les plus-values de cession réalisées sur les placements effectués dans le cadre d'un PEA sont imposables (i) lorsque le retrait ou le rachat intervient dans les deux ans de son ouverture, au taux de 22,5% (article 200 A du Code général des impôts), ou (ii) lorsque le retrait ou le rachat intervient entre deux et cinq ans à compter de l'ouverture du PEA, au taux de 19%, auxquels s'ajoutent, en toute hypothèse, les prélèvements sociaux décrits ci-dessus au taux global de 15,5%.

4.11.2 Régime spécial applicable aux résidents fiscaux français au titre des plus-values réalisées lors de cessions de titres inscrits sur des Plans d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire (PEA « PME-ETI ») ouverts

Il est à noter que la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 a créé une nouvelle catégorie de PEA dite " PME-ETI ", qui bénéficie des mêmes avantages fiscaux que le PEA.

Les titres éligibles doivent notamment avoir été émis :

- soit par une entreprise qui, d'une part, occupe moins de 5 000 personnes et qui, d'autre part, a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Les conditions dans lesquelles sont appréciés le nombre de salariés, le chiffre d'affaires et le total de bilan sont fixées par décret ;
- soit par une entreprise dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou sur un système multilatéral de négociation et qui respecte cumulativement les critères suivants :
 - sa capitalisation boursière est inférieure à un milliard d'euros ;
 - aucune personne morale ne détient plus de 25 % de son capital ;
 - elle occupe moins de 5 000 personnes et a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Ces seuils sont appréciés sur la base des comptes consolidés de la société émettrice des titres concernés et, le cas échéant, de ceux de ses filiales.

Le plafond des versements est fixé à 75.000 euros (150.000 euros pour un couple marié ou partenaire ayant conclu un pacte civil de solidarité).

Chaque contribuable peut détenir à la fois un PEA " classique " et un PEA " PME-ETI " mais ne peut être titulaire que d'un plan de chaque type.

Les actions de la Société constituent des actifs éligibles au PEA " PME-ETI ".

L'attention des actionnaires potentiels est attirée sur le fait que ces règles sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires, assorties le cas échéant d'un effet rétroactif, ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française.

4.11.3 Retenue à la source sur les dividendes versés à des non-résidents fiscaux français

La présente section constitue un résumé du régime fiscal qui est susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source sur les dividendes versés par la Société, en l'état actuel de la législation fiscale française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales. Elles s'appliquent aux actionnaires qui détiennent des actions de la Société autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe en France ou d'un établissement stable en France. Les règles dont il est fait mention ci-après sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires (assorties le cas échéant d'un

effet rétroactif), ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française. En tout état de cause, ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

A. Actionnaires dont la résidence fiscale est située en France

La présente sous-section décrit le régime fiscal susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source sur les dividendes versés par la Société aux résidents fiscaux de France. Ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires résidents fiscaux de France. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

a) Actionnaires personnes physiques dont la résidence fiscale est située en France

Les paragraphes suivants décrivent le régime fiscal susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source sur les dividendes versés par la Société aux personnes physiques, résidents fiscaux de France au sens de l'article 4 B du Code général des impôts, détenant les actions de la Société dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé en dehors du cadre d'un plan d'épargne en actions et ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations.

Retenues à la source

En application de l'article 117 quater du Code général des impôts (le « CGI »), les dividendes versés directement ou indirectement (par l'intermédiaire d'une société de personnes exerçant une activité civile et relevant des dispositions de l'article 8 du CGI) aux personnes physiques domiciliées en France sont soumis à un prélèvement forfaitaire non libératoire de l'impôt sur le revenu de 21% assis sur le montant brut des revenus distribués, sous réserve de certaines exceptions.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire est effectué par l'établissement payeur des dividendes s'il est établi en France.

Les dividendes versés par la Société sont déclarés et le prélèvement correspondant payé, dans les 15 premiers jours du mois qui suit celui du paiement des dividendes.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire constitue un acompte d'impôt sur le revenu et s'impute sur l'impôt sur le revenu au barème progressif dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré, l'excédent étant restitué.

Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant dernière année, tel que défini au 1^o du IV de l'article 1417 du CGI, est inférieur à 50.000€ (euros) pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs et à 75.000€ (euros) pour les contribuables soumis à une imposition commune, peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement sous certaines conditions.

En application de l'article 119 bis 2 et 187, 2^o du CGI, indépendamment du lieu de résidence et du statut du bénéficiaire, si les dividendes sont payés hors de France dans un Etat ou territoire non-coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI (« ETNC »), les dividendes versés par la Société font l'objet d'une retenue à la source de 75% du montant brut des revenus distribués. La liste des ETNC est publiée par arrêté ministériel et mise à jour annuellement.

Prélèvements sociaux

Le montant brut des dividendes distribués par la Société est également soumis aux prélèvements sociaux au taux global de 15,5%, répartis comme suit :

- la contribution sociale généralisée (« CSG ») au taux de 8,2% (dont 5,1% déductibles fiscalement) ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale (« CRDS »), au taux de 0,5% ;
- le prélèvement social au taux de 4,5% ;
- la contribution additionnelle au prélèvement social au taux de 0,3% ; et
- le prélèvement de solidarité prévu à l'article L. 136-6 du Code de la sécurité sociale, au taux de 2%.

Ces prélèvements sociaux sont recouvrés de la même manière et dans les mêmes délais que le prélèvement forfaitaire non libératoire de 21%.

b) Actionnaires personnes morales dont la résidence fiscale est située en France

Les dividendes versés par la Société aux personnes morales résidentes de France ne sont, en principe, pas soumis à retenue à la source à l'exception des dividendes distribués à des personnes physiques par l'intermédiaire d'une société de personnes exerçant une activité civile et relevant des dispositions de l'article 8 du CGI.

Toutefois, si les dividendes versés par la Société sont payés hors de France dans un ETNC au sens de l'article 238-0 A du CGI, les dividendes distribués par la Société feront l'objet d'une retenue à la source au taux de 75%.

c) Autres actionnaires

Les actionnaires de la Société soumis à un régime d'imposition autre que ceux visés ci-avant, notamment les personnes physiques dont les opérations portant sur des valeurs mobilières dépassent la simple gestion de portefeuille ou qui ont inscrit leurs actions à l'actif de leur bilan commercial, devront s'informer du régime fiscal s'appliquant à leur cas particulier auprès de leur conseiller fiscal habituel.

B. Actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France

En l'état actuel de la législation fiscale française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales, la présente sous-section décrit le régime fiscal susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source aux actionnaires, personnes physiques ou morales, qui ne sont pas résidents fiscaux de France, et qui recevront des dividendes à raisons des actions de la Société qu'ils détiendront autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe ou d'un établissement stable en France. Ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France. Ceux-ci doivent s'assurer auprès de leur conseiller fiscal habituel de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

Les dividendes distribués par la Société font, en principe, l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal ou le siège social du bénéficiaire effectif est situé hors de France, sauf s'ils bénéficient à des organismes de placement collectif constitués sur le fondement d'un droit étranger situés dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et qui satisfont aux deux conditions suivantes : (i) lever des capitaux auprès d'un certain nombre d'investisseurs en vue de les investir, conformément à une politique d'investissement définie, dans l'intérêt de ces investisseurs et (ii) présenter des caractéristiques similaires à celles d'organismes de placement collectif de droit français relevant de la section 1, des paragraphes 1, 2, 3, 5 et 6 de la sous-section 2, de la sous-section 3, ou de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du livre II du Code monétaire et financier (Bulletin officiel des Finances Publiques-Impôts, BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70-20130812), étant précisé que les stipulations de la convention d'assistance administrative et leur mise en oeuvre doivent effectivement permettre à l'administration fiscale d'obtenir des autorités de l'Etat dans lequel l'organisme de placement collectif constitué sur le fondement d'un droit étranger est situé les informations nécessaires à la vérification du respect par cet organisme des deux conditions visées ci-dessus.

Sous réserve de ce qui est indiqué ci-après, le taux de cette retenue à la source est fixé, en vertu de l'article 187 du CGI, à :

- 21% lorsque les dividendes sont éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI et que le bénéficiaire est une personne physique dont le domicile fiscal est situé dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;
- 15% lorsque le bénéficiaire est un organisme sans but lucratif qui a son siège dans un Etat membre de l'Union européenne ou en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein et qui serait imposé, s'il avait son siège en France, dans les conditions prévues au 5 de l'article 206 du CGI ; et à

- 30% dans les autres cas.

Toutefois, indépendamment de la localisation du domicile fiscal ou du siège social du bénéficiaire, s'ils sont payés hors de France dans un ETNC au sens de l'article 238-0 A du CGI, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75%. La liste des ETNC au sens de l'article 238-0 A du CGI est publiée par arrêté ministériel et mise à jour annuellement.

La retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, notamment :

- en vertu de l'article 119 ter du CGI applicable sous certaines conditions aux actionnaires personnes morales ayant leur siège de direction effective dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales (Islande, Norvège ou Liechtenstein), détenant au moins 10% du capital de la Société et remplissant toutes les autres conditions de l'article 119 ter du CGI (Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-RPPM-RCM-30-30-20-10-20140725) ; ou
- en vertu de l'article 119 ter du CGI dans les cas et sous les conditions prévues par le Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-RPPM-RCM-30-30-20-40-20150401 qui concerne les sociétés ou autres organismes qui remplissent les conditions auxquelles est subordonnée l'application du régime des sociétés mères et filiales prévu aux articles 145 et 216 du CGI (et qui ne peuvent pas imputer la retenue à la source française dans leur Etat de résidence ; ou
- en vertu des conventions fiscales internationales applicables le cas échéant. Il appartient aux actionnaires de la Société concernés de se rapprocher de leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer notamment s'ils sont susceptibles :
 - de se voir appliquer la législation relative aux ETNC ; et/ou
 - de bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de la retenue à la source en vertu des règles décrites ci-dessus ou des dispositions des conventions fiscales internationales, et afin de vérifier les modalités pratiques d'application des conventions fiscales internationales applicables le cas échéant telles que notamment prévues par le Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts sous la référence BOI-INT-DG-20-20-20-20-20120912 relatif à la procédure dite « normale » ou dite « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source.

Les actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur Etat de résidence au titre des dividendes distribués par la Société, telle qu'éventuellement modifiée par la convention fiscale internationale signée entre la France et cet Etat.

4.12 RÉDUCTION D'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE AU TITRE DE LA SOUSCRIPTION À L'AUGMENTATION DE CAPITAL (ARTICLE 885-0 V BIS DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS)

Afin de permettre aux souscripteurs personnes physiques de bénéficier, le cas échéant, du dispositif de réduction d'impôt de solidarité sur la fortune (« ISF »), au titre de la souscription d'Actions Nouvelles prévu au 1 du I de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts, la Société satisfait aux conditions prévues au paragraphe 1 bis du I de l'article 885-0 V bis du Code général des impôts dans les limites fixées par les textes législatifs, à savoir:

« I.- 1. Le redevable peut imputer sur l'impôt de solidarité sur la fortune 50 % des versements effectués au titre :

1° Des souscriptions en numéraire :

a) Au capital initial de sociétés ;

b) Aux augmentations de capital de sociétés dont il n'est ni associé ni actionnaire ;

c) Aux augmentations de capital d'une société dont il est associé ou actionnaire lorsque ces souscriptions constituent un investissement de suivi, y compris après la période de sept ans mentionnée au troisième alinéa du d du 1 bis du présent I, réalisé dans les conditions cumulatives suivantes :

-le redevable a bénéficié, au titre de son premier investissement au capital de la société bénéficiaire des versements, de l'avantage fiscal prévu au premier alinéa du présent 1 ;

-de possibles investissements de suivi étaient prévus dans le plan d'entreprise de la société bénéficiaire des versements ;

-la société bénéficiaire de l'investissement de suivi n'est pas devenue liée à une autre entreprise dans les conditions prévues au c du 6 de l'article 21 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

2° Des souscriptions de titres participatifs, dans les conditions prévues au 1°, dans des sociétés coopératives de production définies par la loi n° 78-763 du 19 juillet 1978 portant statut des sociétés coopératives de production ou dans d'autres sociétés coopératives régies par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Les souscriptions mentionnées aux 1° et 2° confèrent aux souscripteurs les seuls droits résultant de la qualité d'actionnaire ou d'associé, à l'exclusion de toute autre contrepartie notamment sous la forme de garantie en capital, de tarifs préférentiels ou d'accès prioritaire aux biens produits ou aux services rendus par la société.

Cet avantage fiscal ne peut être supérieur à 45 000 € par an.

1 bis. La société bénéficiaire des versements mentionnée au 1 doit satisfaire aux conditions suivantes :

a) Elle est une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;

b) Elle n'est pas qualifiable d'entreprise en difficulté au sens du 18 de l'article 2 du même règlement ;

c) Elle exerce une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale, à l'exclusion des activités procurant des revenus garantis en raison de l'existence d'un tarif réglementé de rachat de la production ou bénéficiant d'un contrat offrant un complément de rémunération défini à l'article L. 314-18 du code de l'énergie, des activités financières, des activités de gestion de patrimoine mobilier définie à l'article 885 O quater du présent code et des activités de construction d'immeubles en vue de leur vente ou de leur location et des activités immobilières ;

d) Elle remplit au moins l'une des conditions suivantes au moment de l'investissement initial :

- elle n'exerce son activité sur aucun marché ;

- elle exerce son activité sur un marché, quel qu'il soit, depuis moins de sept ans après sa première vente commerciale. Le seuil de chiffre d'affaires qui caractérise la première vente commerciale au sens du présent alinéa ainsi que ses modalités de détermination sont fixés par décret ;

- elle a besoin d'un investissement en faveur du financement des risques qui, sur la base d'un plan d'entreprise établi en vue d'intégrer un nouveau marché géographique ou de produits, est supérieur à 50 % de son chiffre d'affaires annuel moyen des cinq années précédentes ;

e) Ses actifs ne sont pas constitués de façon prépondérante de métaux précieux, d'oeuvres d'art, d'objets de collection, d'antiquités, de chevaux de course ou de concours ou, sauf si l'objet même de son activité consiste en leur consommation ou en leur vente au détail, de vins ou d'alcools ;

f) Elle a son siège de direction effective dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;

g) Ses titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation français ou étranger au sens des articles L. 421-1 ou L. 424-1 du code monétaire et financier, sauf si ce marché est un système multilatéral de négociation où la majorité des instruments admis à la négociation sont émis par des petites et moyennes entreprises au sens de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité ;

h) Elle est soumise à l'impôt sur les bénéfices dans les conditions de droit commun ou y serait soumise dans les mêmes conditions si son activité était exercée en France ;

i) Elle compte au moins deux salariés à la clôture de l'exercice qui suit la souscription ayant ouvert droit à la présente réduction, ou un salarié si elle est soumise à l'obligation de s'inscrire à la chambre de métiers et de l'artisanat ;

j) Le montant total des versements qu'elle a reçus au titre des souscriptions mentionnées au présent I et au III et des aides dont elle a bénéficié au titre du financement des risques sous la forme d'investissement en fonds propres ou quasi-fonds propres, de prêts, de garanties ou d'une combinaison de ces instruments n'excède pas 15 millions d'euros ».

Les investisseurs susceptibles de bénéficier de cette réduction d'ISF sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin d'apprécier leur situation personnelle au regard de la réglementation spécifique applicable.

Procédure

Afin de permettre aux souscripteurs personnes physiques de bénéficier, le cas échéant, du dispositif précité de réduction d'impôt sur le revenu et/ou d'impôt sur la fortune, la Société traitera les demandes d'état individuel de souscription des personnes physiques requis par les services fiscaux par ordre d'arrivée, selon la règle du « premier arrivé, premier servi ».

L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que la Société ne peut, en conséquence, en aucune façon leur garantir qu'ils pourront bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu et/ou sur la fortune pour la totalité ou même pour une partie de leur souscription.

Chaque demande d'état individuel devra, systématiquement, être accompagnée d'une attestation du montant souscrit par la personne physique faisant cette demande et que ladite personne physique aura préalablement obtenue auprès de son teneur de compte-titres. En tout état de cause, toute demande d'état individuel devra être transmise à la Société dans les 30 jours calendaires suivant la date de règlement/livraison des actions.

Observations

Pour bénéficier de cette réduction d'ISF, les souscripteurs doivent conserver l'ensemble des titres reçus à cette occasion jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle au cours de laquelle la souscription a été réalisée. Par ailleurs, les titres dont la souscription a ouvert droit à la réduction d'ISF ne peuvent pas figurer dans un PEA ou un PEA « PME-ETI ».

En l'état actuel de la législation, les actionnaires actuels de la Société ne peuvent bénéficier d'une réduction ISF au titre du dispositif décrit à la présente section que sous réserve qu'ils en aient bénéficié au titre de leur premier investissement dans la Société. Par ailleurs, la date de réalisation de l'Offre ne permettra pas aux investisseurs particuliers de disposer d'une réduction d'ISF au titre de l'ISF 2016 mais uniquement au titre de l'ISF 2017.

La réduction d'ISF est conditionnée au maintien des dispositions fiscales actuelles précitées ou, dans le cas où ces dispositions fiscales seraient modifiées, à la non-rétroactivité des nouvelles mesures aux souscriptions effectuées dans le cadre de l'Offre.

5. CONDITIONS DE L'OFFRE

5.1 CONDITIONS, STATISTIQUES DE L'OFFRE, CALENDRIER PRÉVISIONNEL ET MODALITÉS D'UNE DEMANDE DE SOUSCRIPTION

5.1.1 Conditions de l'Offre

L'Offre s'effectuera par la mise sur le marché d'un nombre de 708 333 Actions Nouvelles, à souscrire en numéraire et par compensation de créances, pouvant être porté à un nombre maximum de 814 582 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension par l'émission de 106 249 Actions Nouvelles et à un nombre maximum de 936 769 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation par l'émission de 122 187 Actions Nouvelles.

Il est rappelé qu'à l'occasion de l'Offre, 54 129 actions nouvelles seront émises résultant de la conversion des 541 319 obligations convertibles en actions. En effet, le 18 novembre 2016, la Société et les trois porteurs d'obligations convertibles en actions FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO, sont convenus que, dans le cadre de l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris des actions de la société Horizontal Software, la totalité des obligations convertibles en actions représentant un montant nominal de 349 k€, sera convertie en 54 129 actions nouvelles, au prix de 4,6 euros pour les OCA TEHMS 1 et de 7,4 euros pour les OCA TEHMS 2 et les OCA TEHMS 3.

Préalablement à la première cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, il est prévu que la diffusion des Actions Nouvelles dans le public se réalise dans le cadre d'une offre globale (l'« **Offre** ») comprenant :

- Une offre au public en France réalisée sous forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ouvert** » ou l'« **OPO** ») ;
- Un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « **Placement Global** »), comportant :
 - Un placement en France ; et
 - Un placement privé international dans certains pays, à l'exclusion, notamment, des États-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie.

La diffusion des actions dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des articles P 1.2.1 et suivants du Livre II des Règles de marché d'Euronext relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français. La répartition des Actions Nouvelles entre le Placement Global, d'une part, et l'OPO, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande en se conformant aux principes édictés par l'article 315-35 du Règlement Général de l'AMF.

À titre purement indicatif, si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% du nombre des Actions Nouvelles, avant exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation. Si la demande dans le cadre de l'OPO est inférieure à 10% des Actions Nouvelles, le solde des Actions Nouvelles non alloué dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.

Le nombre définitif d'Actions Nouvelles allouées respectivement dans le cadre du Placement Global et de l'OPO fera l'objet d'un avis publié par Euronext.

L'émission ne fait ni l'objet d'une garantie de bonne fin ni d'une garantie de placement sens de l'article L.225-145 du Code de commerce. Le début des négociations sur le titre n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

Si les souscriptions reçues n'atteignent pas 75% du nombre d'Actions Nouvelles offertes, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription deviendraient caducs.

Dans le cas où l'émission ne serait pas entièrement souscrite, le conseil d'administration pourrait limiter l'émission au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'augmentation décidée à savoir l'émission de 531 249 Actions Nouvelles.

En fonction de l'importance de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre, le nombre initial d'Actions Nouvelles pourra être augmenté de 15%, pour être porté à un nombre de 814 582 Actions Nouvelles. L'exercice éventuel de la Clause d'Extension (tel que ce terme est défini au paragraphe [5.2.5](#) de la Note

d'Opération) sera décidé par le conseil d'administration qui fixera les modalités définitives de l'Offre, soit à titre indicatif le 9 décembre 2016.

Afin de couvrir d'éventuelles sur-allocations, la Société consentira à Invest Securities, une option permettant l'acquisition d'un nombre d'actions représentant un maximum de 15% du nombre d'Actions Nouvelles initialement offertes et du nombre d'Actions Nouvelles allouées en cas d'exercice par la Société de la Clause d'Extension, soit un maximum de 122 187 Actions Nouvelles, permettant ainsi de faciliter les opérations de stabilisation. Cette Option de Sur-Allocation pourra être exercée, en tout ou partie, au Prix de l'Offre, en une seule fois à tout moment par Invest Securities, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 7 janvier 2017 (inclus).

5.1.2 Montant de l'Offre

La diffusion des actions de la Société dans le cadre de l'Offre préalablement à leur inscription à la cotation s'effectuera par la Société, dans les proportions décrites ci-dessus. Le montant de l'Offre fera l'objet d'un communiqué de la Société qui sera publié le 9 décembre 2016.

Sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros, le produit brut de l'Offre est de 8 500 k€, susceptible d'être porté à 9 775 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à 11 241 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de de l'Option de Sur-Allocation.

Les Actions Nouvelles seront à souscrire en numéraire pour un produit brut de 7 714 k€ et par compensation de créances pour un produit brut de 786 k€.

La partie de l'Offre réalisée par compensation de créance sera souscrite par :

- Holding Incubatrice Internet (anciennement dénommée « Holding Incubatrice Logiciels », se reporter au paragraphe [10.5.2](#) de la Note d'Opération), créancier non actionnaire de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, s'est engagée à placer un ordre de souscription à hauteur de 635 k€, correspondant au montant en capital hors intérêts courus, dû par Horizontal Software dans le cadre des dettes de type crédit-vendeur et de la dette de compte courant liées au rachat de la société Equitime.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 7,5% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros. En cas de réalisation de l'Offre à 75% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 11,7% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros.

Les intérêts courus relatifs à ces dettes, d'un montant estimé à 220 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre, seront payés en numéraire à la date de règlement-livraison des Actions Nouvelles à émettre dans le cadre de l'Offre. Cet engagement irrévocable et à tout prix au sein de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, s'effectuera exclusivement par compensation de créances au Prix de l'Offre.

Cet ordre est sans priorité spécifique et pourrait être réduit au même titre que les ordres des autres investisseurs en fonction de la demande ;

- Monsieur Jean Mounet, administrateur non actionnaire de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, s'est engagé à placer un ordre de souscription à hauteur de 151 k€, correspondant à la valeur nominale de 150 k€ de l'obligation souscrite le 16 novembre 2016, majorée des intérêts courus au taux annuel de 10% d'un montant estimé à 1 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 1,8% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros. En cas de réalisation de l'Offre à 75% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 2,8% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros.

Cet engagement irrévocable et à tout prix au sein de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, s'effectuera exclusivement par compensation de créances au Prix de l'Offre, étant précisé que cet ordre sera servi en priorité et intégralement.

5.1.3 Période et procédure de souscription

A. Calendrier indicatif des opérations

Le calendrier ci-dessous et les dates figurant par ailleurs dans le présent Prospectus pourront faire l'objet de modifications ultérieures.

| | |
|------------------|--|
| 25 novembre 2016 | Visa de l'Autorité des marchés financiers sur le Prospectus Décision du conseil d'administration relative au lancement de l'Offre et fixant ses principales caractéristiques |
| 28 novembre 2016 | Diffusion d'un communiqué de presse décrivant les principales caractéristiques de l'Offre Diffusion par Euronext de l'avis relatif à l'ouverture de l'Offre Ouverture de l'OPO et du Placement Global |
| 8 décembre 2016 | Clôture de l'OPO et du Placement Global, sauf clôture anticipée |
| 9 décembre 2016 | Centralisation de l'OPO Décision du conseil d'administration fixant les conditions définitives de l'Offre et l'exercice éventuel de la Clause d'Extension Publication par Euronext de l'avis de résultat de l'Offre Diffusion d'un communiqué de presse confirmant le nombre définitif des Actions Nouvelles allouées dans le cadre de l'Offre et indiquant le Prix de l'Offre 1 ^{ère} cotation des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris Début de la période de stabilisation éventuelle |
| 13 décembre 2016 | Règlement-livraison des actions dans le cadre de l'OPO et du Placement Global Constatation la réalisation de l'augmentation de capital par le conseil d'administration |
| 14 décembre 2016 | Début des négociations des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris |
| 7 janvier 2017 | Date limite d'exercice de l'Option de Sur-Allocation par le Chef de File et Teneur de Livre Fin de la période de stabilisation |

Ainsi, en cas de report de l'OPO et/ou de modification des modalités de l'Offre, les nouvelles modalités (y compris le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, et la nouvelle date de règlement-livraison) seront portées à la connaissance du public au moyen d'un avis diffusé par Euronext et d'un communiqué de presse.

B. Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert

Durée de l'OPO

L'OPO débutera le 28 novembre 2016 et prendra fin le 8 décembre 2016 à 18 heures (heure de Paris) pour les achats aux guichets et pour les achats par Internet. La date de clôture de l'OPO pourrait être modifiée (se reporter au paragraphe [5.3.2](#) de la Note d'Opération).

Nombre d'Actions Nouvelles allouées dans le cadre de l'OPO

À titre purement indicatif, si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% du nombre des Actions Nouvelles, avant exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation. Si la demande dans le cadre de l'OPO est inférieure à 10% des Actions Nouvelles, le solde des Actions Nouvelles non alloué dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.

Le nombre définitif d'Actions Nouvelles allouées respectivement dans le cadre du Placement Global et de l'OPO fera l'objet d'un avis publié par Euronext.

Personnes habilitées, réception et transmission des ordres de souscription et d'achat

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des États partie à l'accord et au protocole de l'Espace Économique Européen (États membres de l'Union européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein, ci-après les « États appartenant à l'EEE »), les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des États appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'États autres que les États appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des États appartenant à l'EEE et dont les membres sont ressortissants français ou de l'un des États appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant au paragraphe [5.2.1](#) de la Note d'Opération. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement comme indiqué au paragraphe [5.2.1](#) de la Note d'Opération.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France de comptes permettant l'acquisition d'actions dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre de souscription devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- Soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre d'achat, à ne pas passer d'ordres d'achat sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre d'achat portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;
- Soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres d'achat multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre d'achat pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre d'achat de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre d'achat correspondant).

Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO

Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 8 décembre 2016 à 18 heures (heure de Paris) pour les achats aux guichets et pour les achats par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier, sauf clôture anticipée ou prorogation.

En application des règles de marché d'Euronext applicables au marché Alternext d'Euronext à Paris, les ordres seront décomposés en fractions d'ordres A1 et fractions d'ordres A2 en fonction du nombre de titres demandés :

- Entre 1 et 250 actions incluses, fractions d'ordres A1 ;
- Au-delà de 250 actions, fractions d'ordres A2.

Les fractions d'ordres A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordres A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient pas être entièrement satisfaits.

Il est par ailleurs précisé que :

- chaque ordre doit porter sur un nombre minimum de 1 action ;
- un même donneur d'ordre ne pourra émettre qu'un seul ordre ; cet ordre ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre ; l'ordre d'un mineur sera formulé par son représentant légal ; chacun de ces ordres bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés ; en cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de chacun desdits membres du foyer fiscal ;
- aucun ordre ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 10% du nombre d'Actions Nouvelles dans le cadre de l'OPO ;

- les réductions éventuelles appliquées aux ordres seront indiquées dans l'avis de résultat de l'OPO qui sera publié par Euronext ;
- au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- les ordres seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ; et
- les ordres seront, même en cas de réduction, irrévocables, sous réserve des indications mentionnées au paragraphe « Révocation des ordres » ci-dessous et du paragraphe [5.3.2](#) de la Note d'Opération.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à Euronext les ordres, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis de l'ouverture de l'OPO qui sera publié par Euronext.

Il est rappelé que les ordres seraient nuls si le communiqué de presse de la Société indiquant les modalités définitives du Placement Global et de l'OPO n'était pas diffusé.

Réduction des ordres

Les fractions d'ordres A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres A2 ; un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100% peut être appliqué aux fractions d'ordres A2 pour servir les fractions d'ordres A1.

Les réductions seront effectuées de manière proportionnelle au sein de chaque catégorie d'ordre. Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

Révocation des ordres

Les ordres de souscriptions passés par internet dans le cadre de l'OPO seront révocables, par internet, jusqu'à la clôture de l'OPO soit jusqu'au 8 décembre 2016 à 18 heures. Il appartient aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier d'une part, les modalités de révocation des ordres passés par internet et d'autre part, si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions.

Par ailleurs, les dispositions applicables en cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre visée ci-dessous sont décrites au paragraphe [5.3.2](#) de la Note d'Opération.

Résultat de l'OPO, réduction et modalités d'allocation

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un avis d'Euronext et d'un communiqué de presse prévu pour être diffusé par la Société le 9 décembre 2016 sauf clôture anticipée, auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

Cet avis précisera les taux de réduction éventuellement appliqués aux ordres.

C. Caractéristiques principales du Placement Global

Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 28 novembre 2016 et prendra fin le 8 décembre 2016 à 18 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (se reporter au paragraphe [5.3.2](#) de la Note d'Opération), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (se reporter au paragraphe [5.3.2](#) de la Note d'Opération).

Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels, en France et hors de France (à l'exclusion notamment des États-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie).

Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par le Teneur de Livre au plus tard le 8 décembre 2016 à 18 heures (heure de Paris) sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres à un prix limité supérieur ou égal au Prix de l'Offre, exprimé en euros, qui sera fixé dans le cadre du Placement Global dans les conditions indiquées au paragraphe [5.3.1](#) de la Note d'Opération, seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

Réduction des ordres

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

Révocation des ordres

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué auprès du Chef de File Teneur de Livre ayant reçu l'ordre et ce jusqu'au 8 décembre 2016 à 18 heures (heure de Paris).

Résultat du Placement Global

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext dont la diffusion est prévue le 9 décembre 2016, sauf clôture anticipée auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.1.4 Révocation ou suspension de l'Offre

L'Offre sera réalisée sous réserve de l'émission du certificat du dépositaire des fonds constatant la souscription des Actions Nouvelles. L'Offre pourra être annulée par la Société à la date de règlement-livraison si le certificat du dépositaire des fonds n'était pas émis.

En cas de non émission du certificat du dépositaire, cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Dans ce cas, les Actions Nouvelles souscrites ne seront pas admises aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris. Conformément à la section 6801/2 des règles harmonisées d'Euronext, Euronext ne peut être tenu responsable pour toute perte subie par toute personne qui résulterait du retrait de l'Offre par la Société ou de l'annulation consécutive des transactions.

Si le montant des souscriptions n'atteint pas un minimum de 75% du nombre d'Actions Nouvelles offertes, soit la souscription d'un minimum de 531 249 Actions Nouvelles (représentant un montant de 5 419 k€ sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros), l'Offre serait annulée et les ordres de souscription seraient caducs.

5.1.5 Réduction des ordres

Se reporter au paragraphe [5.1.3](#) de la Note d'Opération pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.6 Montant minimum et/ou maximum des demandes de souscription

Se reporter au paragraphe [5.1.3](#) de la Note d'Opération pour une description des montants minimum et maximum des ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert. Il n'y a pas de montant minimum et maximum pour les ordres émis dans le cadre du Placement Global.

5.1.7 Révocation des demandes de souscription

Se reporter au paragraphe [5.1.3](#) de la Note d'Opération pour une description de la révocation des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.8 Versement des fonds et modalités de délivrance des actions

Le prix des Actions Nouvelles souscrites dans le cadre de l'Offre devra être versé comptant par les donneurs d'ordre au plus tard à la date prévue pour le règlement-livraison de l'Offre, soit, selon le calendrier indicatif, le 13 décembre 2016.

Les Actions Nouvelles souscrites seront enregistrées au compte des donneurs d'ordres dès que possible à compter de la publication de l'avis de résultat de l'Offre par Euronext soit, selon le calendrier indicatif, à partir du 9 décembre 2016 et au plus tard à la date de règlement livraison soit, selon le calendrier indicatif, le 13 décembre 2016.

Le règlement des fonds et la livraison des Actions Nouvelles Supplémentaires à la suite de l'exercice de l'Option de Sur-Allocation sont prévus au plus tard deux jours ouvrés suivant la date limite d'exercice de l'Option de Sur-Allocation.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés chez Parel sis tour Pacific – 11-13 cours Valmy – 92800 Paris la Défense 7, France, compensateur multiple agissant pour le compte d'Invest Securities, qui établira le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

5.1.9 Publication des résultats de l'Offre

Le résultat et les modalités définitives de l'Offre feront l'objet le 9 décembre 2016 d'un avis d'Euronext et, le même jour, d'un communiqué de la Société sauf clôture anticipée, étant précisé toutefois que la durée de l'OPO ne pourra être inférieure à trois jours de bourse (se reporter au paragraphe [5.3.2](#) de la Note d'Opération), auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le lendemain de la clôture de l'Offre.

5.1.10 Droits préférentiels de souscription

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre sera réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription.

5.2 PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES ACTIONS

5.2.1 Catégories d'investisseurs potentiels – Pays dans lesquels l'offre est ouverte – Restrictions de l'Offre

Catégories d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte

L'Offre comprend une offre au public en France réalisée sous la forme d'une OPO principalement destinée aux personnes physiques et un Placement Global principalement destiné aux investisseurs institutionnels comportant :

- Un placement en France ;
- Et un placement privé international dans certains pays, à l'exclusion, notamment, des États-Unis d'Amérique, du Canada, du Japon et de l'Australie.

Restrictions applicables aux résidents de certains pays autres que la France

La diffusion du Document de Base, de la Note d'Opération, du résumé du Prospectus ou de tout autre document ou information relatifs aux opérations prévues par la Note d'Opération ou l'offre ou la vente ou la souscription des actions de la Société peuvent, dans certains pays, y compris les États-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession des documents susvisés doivent s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer. Les intermédiaires habilités ne pourront accepter aucun ordre émanant de clients ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions et les ordres correspondants seront réputés être nuls et non avenus. Toute personne (y compris les *Trustees* et les *Nominees*) recevant le Document de Base, la Note d'Opération, le résumé du Prospectus ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables. Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait

ou permettrait la transmission des documents susvisés dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations de la présente section.

Le Document de Base, la Note d'Opération, le résumé du Prospectus et les autres documents relatifs aux opérations prévues par la Note d'Opération ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'une offre de souscription de valeurs mobilières dans tout pays dans lequel une telle offre ou sollicitation serait illégale. Le Document de Base, la Note d'Opération et le Prospectus n'ont fait l'objet d'aucun enregistrement ou visa en dehors de la France.

Le Chef de File et Teneur de Livre n'offrira les actions à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans les pays où il fera cette offre de vente.

Restrictions concernant les États-Unis d'Amérique

Les actions de la Société n'ont pas été et ne seront enregistrées en application du *U.S. Securities Act* de 1933 (le « **Securities Act** »), ni auprès d'aucune autorité de régulation boursière dépendant d'un État américain. En conséquence, les actions de la Société ne peuvent être ni offertes ni vendues ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux États-Unis d'Amérique, ou pour le compte ou au profit de *U.S. Persons* sauf après enregistrement ou dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption à l'enregistrement prévue par le *Securities Act*. Le Prospectus, son résumé et tout autre document établi dans le cadre de l'Offre ne doivent pas être distribués aux États-Unis d'Amérique.

Restrictions concernant les États de l'Espace Économique Européen, autres que la France dans lesquels la Directive Prospectus a été transposée

S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen, autres que la France, ayant transposé la Directive Prospectus (un « **État Membre** »), aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des actions de la Société rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre de ces États Membres. Par conséquent, les actions de la Société peuvent être offertes dans ces États uniquement :

- à des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus, conformément à l'article 3.2(a) de la Directive Prospectus ;
- à moins de 150, personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus) par État Membre, ou
- dans des circonstances entrant dans le champ d'application de l'article 3(2) de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, (a) la notion d'« Offre au public » dans tout État Membre signifie la communication sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit d'informations suffisantes sur les conditions de l'Offre et sur les actions à offrir, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider ou non d'acheter ou de souscrire ces actions, telle qu'éventuellement modifiée par l'État Membre par toute mesure de transposition de la Directive Prospectus, (b) le terme « Directive Prospectus » signifie la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 (telle que modifiée, y compris par les dispositions de la Directive Prospectus Modificative, dès lors qu'elle aura été transposée dans l'État Membre) et inclut toute mesure de transposition de cette Directive dans chaque État Membre et (c) le terme « Directive Prospectus Modificative » signifie la Directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010.

Ces restrictions de vente concernant les États membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les États membres ayant transposé la Directive Prospectus.

Restrictions concernant le Royaume-Uni

Le Prospectus est distribué et destiné uniquement aux personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) sont des « *Investment Professionals* » (à savoir des personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement) selon l'article 19(5) du *Financial Services and Markets Act 2000* (*Financial Promotion*) (le « **FSMA** ») *Order 2005* (l'« **Ordre** »), (iii) sont des « *High Net Worth Entities* » ou toute autre personne entrant dans le champ d'application de l'article 49(2) (a) à (d) de l'Ordre (« *High Net Worth Companies* », « *Unincorporated Associations* », etc.) ou (iv) sont des personnes auxquelles une invitation ou une incitation à s'engager dans une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du FSMA) peut être légalement communiquée ou transmise (ci-après dénommées ensemble les « **Personnes Qualifiées** »). Toute invitation, offre ou accord de souscription des actions de la Société ne pourront être proposés ou

conclu qu'avec des Personnes Qualifiées. Les actions de la Société visées dans le Prospectus ne pourront être offertes ou émises au profit de personnes situées au Royaume-Uni autres que des Personnes Qualifiées. Toute personne autre qu'une Personne Qualifiée ne devra pas agir ou se fonder sur le Prospectus ou l'une quelconque de ses dispositions. Les personnes en charge de la diffusion du Prospectus doivent se conformer aux conditions légales de la diffusion du Prospectus.

Restrictions concernant le Canada, le Japon et l'Australie

Les Actions Nouvelles ne pourront être offertes ou vendues au Canada, en Australie ou au Japon.

5.2.2 Engagements de souscription

Les engagements de souscription sont décrits ci-dessous, sans préjuger du nombre de titres que chacun de ces bénéficiaires pourra effectivement souscrire à l'issue du processus de construction du livre d'ordres.

Le montant total des engagements de souscription est de 3 886 k€, comprenant un ordre de souscription à hauteur de 1 600 k€ donné pour un Prix d'Offre maximum de 10,90 euros par action. En cas de réalisation de l'Offre à 100% (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation et sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros), le montant des engagements de souscription sera de 2 286 k€ (excluant l'ordre de souscription de 1 600 k€ donné pour un Prix d'Offre maximum de 10,90 euros par action), représentant 26,9% du produit brut de l'Offre. En cas de réalisation de l'Offre à 75% (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation et sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros), le montant des engagements de souscription sera de 3 886 k€ (incluant l'ordre de souscription de 1 600 k€ donné pour un Prix d'Offre maximum de 10,90 euros), représentant 58,2% du produit brut de l'Offre.

Compte-tenu de la fourchette indicative du Prix de l'Offre fixée entre 10,20 euros et 13,80 euros par Action Nouvelle, les personnes ayant signé les engagements de souscription sont :

- Engagements de souscription ne contribuant pas à la formation du Prix de l'Offre :
 - Holding Incubatrice Internet (anciennement dénommée « Holding Incubatrice Logiciels », se reporter au paragraphe [10.5.2](#) de la Note d'Opération), créancier non actionnaire de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, s'est engagée à placer un ordre de souscription à hauteur de 635 k€, correspondant au montant en capital hors intérêts courus, dû par Horizontal Software dans le cadre des dettes de type crédit-vendeur et de la dette de compte courant liées au rachat de la société Equitime.
En cas de réalisation de l'Offre à 100% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 7,5% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros. En cas de réalisation de l'Offre à 75% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 11,7% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros.
Les intérêts courus relatifs à ces dettes, d'un montant estimé à 220 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre, seront payés en numéraire à la date de règlement-livraison des Actions Nouvelles à émettre dans le cadre de l'Offre.
Cet engagement irrévocable et à tout prix au sein de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, s'effectuera exclusivement par compensation de créances au Prix de l'Offre. Cet ordre est sans priorité spécifique et pourrait être réduit au même titre que les ordres des autres investisseurs en fonction de la demande ;
 - Monsieur Jean Mounet, administrateur non actionnaire de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, s'est engagé à placer un ordre de souscription à hauteur de 151 k€, correspondant à la valeur nominale de 150 k€ de l'obligation souscrite le 16 novembre 2016, majorée des intérêts courus au taux annuel de 10% d'un montant estimé à 1 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre.
En cas de réalisation de l'Offre à 100% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 1,8% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du

Prix de l'Offre, soit 12,00 euros. En cas de réalisation de l'Offre à 75% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 2,8% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros.

Cet engagement irrévocable et à tout prix au sein de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, s'effectuera exclusivement par compensation de créances au Prix de l'Offre, étant précisé que cet ordre sera servi en priorité et intégralement ;

- Truffle Capital, actionnaire principal de la Société détenant 63,4% du capital et des droits de vote de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, s'est engagé à placer un ordre de souscription à hauteur de 1 500 k€. Cet engagement irrévocable et à tout prix au sein de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, s'effectuera exclusivement en numéraire au Prix d'Offre.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 17,6% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros. En cas de réalisation de l'Offre à 75% et hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, cet engagement de souscription représentera 27,7% du produit brut de l'Offre, sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros.

Cet ordre est sans priorité spécifique et pourrait être réduit au même titre que les ordres des autres investisseurs en fonction de la demande.

- Engagement de souscription contribuant à la formation du Prix de l'Offre :
 - Keren Finance, non actionnaire de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, s'est engagé à placer un ordre de souscription à hauteur de 1 600 k€. Cet engagement irrévocable et à un prix maximum de 10,90 euros par action, s'effectuera exclusivement en numéraire, étant précisé que cet ordre sera servi en priorité et intégralement dans la limite où il représente 16,0% du produit brut de l'Offre, y compris après exercice éventuel de l'intégralité de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation.

Le tableau ci-dessous récapitule les engagements de souscription :

| Nom <i>(Statut à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus)</i> | En numéraire (en k€) | | Par compensation de créances (en k€) | | Total (en k€) | En % du produit brut de l'Offre, hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation | |
|---|-------------------------|-------------|---|-------------|------------------|--|--|
| | Non en priorité | En priorité | Non en priorité | En priorité | | Réalisation de l'Offre à 100%, en milieu de fourchette, soit 12,00 euros | Réalisation de l'Offre à 75%, en bas de fourchette, soit 10,20 euros |
| Jean Mounet <i>(Administrateur non actionnaire de la Société)</i> | - | - | - | 151 | 151 | 1,8% | 2,8% |
| Holding Incubatrice Internet <i>(Créancier non actionnaire de la Société)</i> | - | - | 635 | - | 635 | 7,5% | 11,7% |
| Truffle Capital <i>(Actionnaire principal de la Société avec 63,4% du capital et des droits de vote)</i> | 1 500 | - | - | - | 1 500 | 17,6% | 27,7% |
| Total engagements de souscription ne contribuant pas à la formation du Prix de l'Offre | 1 500 | - | 635 | 151 | 2 286 | 26,9% | 42,2% |
| Keren Finance <i>(Non actionnaire de la Société)</i> | - | 1 600 | - | - | 1 600 | 0,0% | 16,0% |
| Total engagements de souscription contribuant à la formation du Prix de l'Offre | - | 1 600 | - | - | 1 600 | 0,0% | 16,0% |

| | | | | | | | |
|---------------------------------------|-------|-------|-----|-----|-------|-------|-------|
| Total des engagements de souscription | 1 500 | 1 600 | 635 | 151 | 3 886 | 26,9% | 58,2% |
|---------------------------------------|-------|-------|-----|-----|-------|-------|-------|

Aucun de ces engagements de souscription ne constitue une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du code de commerce.

5.2.3 Information de pré-allocation

Si la demande exprimée dans le cadre de l'Offre le permet, le nombre définitif d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% du nombre total d'Actions Nouvelles allouées, avant exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation (se reporter aux paragraphes [5.1.1](#) et [5.1.3](#) de la Note d'Opération).

5.2.4 Résultats de l'Offre – Notification aux souscripteurs

Dans le cadre de l'OPO, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier. Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par le Chef de File et Teneur de Livre.

Le résultat de l'Offre fera l'objet d'un avis d'Euronext le 9 décembre 2016 et d'un communiqué de la Société qui préciseront les réductions éventuellement appliquées aux ordres émis.

5.2.5 Clause d'Extension

En fonction de la demande, la Société pourra, en accord avec le Chef de File et Teneur de Livre, décider d'augmenter le nombre d'Actions Nouvelles initialement offertes d'un maximum de 15%, soit un maximum de 106 249 Actions Nouvelles supplémentaires allouées (la « **Clause d'Extension** »).

La décision d'exercer la Clause d'Extension sera prise au moment de la fixation du Prix de l'Offre par le conseil d'administration, soit le 9 décembre 2016, et fera l'objet d'un communiqué de la Société et d'un avis d'Euronext. Les Actions Nouvelles supplémentaires, visées par la Clause d'Extension, seront mises à la disposition du marché au Prix de l'Offre.

5.2.6 Option de Sur-Allocation

Afin de couvrir d'éventuelles sur-allocations, la Société consentira à Invest Securities, une option permettant l'acquisition d'un nombre d'actions représentant un maximum de 15% du nombre d'Actions Nouvelles initialement offertes et du nombre d'Actions Nouvelles allouées en cas d'exercice par la Société de la Clause d'Extension, soit un maximum de 122 187 Actions Nouvelles, permettant ainsi de faciliter les opérations de stabilisation (l'« **Option de Sur-Allocation** »).

Cette Option de Sur-Allocation pourra être exercée, en tout ou partie, au Prix de l'Offre, en une seule fois à tout moment par Invest Securities, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 7 janvier 2017 (inclus).

Le contrat de liquidité sera suspendu pendant toute cette période en application de la pratique de marché du 24 mars 2011.

L'utilisation de l'Option de Sur-Allocation permet des opérations de stabilisation ayant pour objectif de stabiliser ou de soutenir le prix des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris.

En cas d'exercice de l'Option de Sur-Allocation, l'information relative à cet exercice et au nombre d'Actions Nouvelles à émettre serait portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué diffusé par la Société.

5.3 FIXATION DU PRIX

5.3.1 Modalités de fixation du Prix de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement

Le prix des actions dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des actions dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Le Prix de l'Offre résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des souscriptions émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels. Cette confrontation sera effectuée, notamment, sur la base des critères de marché suivants :

- capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ;
- ordre d'arrivée des demandes des investisseurs ;
- quantité demandée ; et
- sensibilité au prix des demandes exprimées par ces investisseurs.

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette indicative du Prix de l'Offre comprise entre 10,20 et 13,80 euros par action.

Cette fourchette indicative du Prix de l'Offre pourra être modifiée à tout moment jusqu'au (et y compris le) jour prévu pour la fixation du Prix de l'Offre dans les conditions prévues au paragraphe [5.3.2](#) « Procédure de publication du Prix de l'Offre et modifications des paramètres de l'Offre » de la Note d'Opération. Cette information est donnée à titre purement indicatif ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre qui pourra être fixé en dehors de cette fourchette indicative du Prix de l'Offre dans les conditions précisées au paragraphe [5.3.2](#) « Procédure de publication du Prix de l'Offre et modifications des paramètres de l'Offre » de la Note d'Opération.

Sur la base du point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, la capitalisation boursière théorique de la Société à l'issue de l'Offre, hors Clause d'Extension, s'élèverait à 21 716 k€.

5.3.2 Procédure de publication du Prix de l'Offre et modifications des paramètres de l'Offre

A. Date de fixation du Prix de l'Offre – Modification éventuelle du calendrier

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 9 décembre 2016, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes, ou avancée en cas d'avancement de la clôture de l'Offre (se reporter au paragraphe [5.3.2](#) de la Note d'Opération).

B. Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions Nouvelles

Le Prix de l'Offre et le nombre définitif d'Actions Nouvelles (hormis les Actions Nouvelles Supplémentaires émises dans le cadre de l'Option de Sur-Allocation) seront portés à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et par un avis diffusé par Euronext le 9 décembre 2016 selon le calendrier indicatif, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

C. Modification de la fourchette, fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette et modification du nombre d'Actions Nouvelles

Le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de la fourchette indicative du Prix de l'Offre. La fourchette indicative du Prix de l'Offre pourra être modifiée à tout moment jusqu'au et y compris le jour prévu pour la fixation du Prix de l'Offre.

Modifications donnant lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, initiale ou, le cas échéant, modifiée, la procédure suivante s'appliquera :

- les nouvelles modalités de l'Offre seront portées à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext qui indiqueront la nouvelle fourchette indicative du Prix de l'Offre et, le cas échéant, le nouveau calendrier, avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, la nouvelle date prévue pour la fixation du Prix de l'Offre et la nouvelle date de règlement-livraison ;

- la date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera rouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué susvisé et la nouvelle date de clôture de l'OPO ;
- les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse. Ces ordres pourront toutefois être expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse en cas de nouveau report de la date de fixation du Prix de l'Offre et/ou de nouvelle modification des modalités de l'Offre.

Modifications ne donnant pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO : fixation du Prix de l'Offre en dessous de la borne basse indicative de la fourchette de prix

Le Prix de l'Offre pourrait être librement fixé en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre ou la fourchette indicative du Prix de l'Offre pourrait être modifiée librement à la baisse. Le Prix de l'Offre ou la nouvelle fourchette indicative du Prix de l'Offre serait alors communiqué au public dans les conditions prévues au paragraphe [5.3.2.B](#) ci-dessus de la Note d'Opération en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre.

En conséquence, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre ou si la modification à la baisse de la fourchette indicative du Prix de l'Offre n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le Prix de l'Offre sera porté à la connaissance du public par le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext visés au paragraphe [5.3.2.B](#) ci-dessus, dont la diffusion devrait intervenir, selon le calendrier indicatif, le 9 décembre 2016, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir, le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre ou si la modification à la baisse de la fourchette indicative du Prix de l'Offre avait un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations du paragraphe [5.3.2.E](#) ci-dessous seraient applicables.

Le nombre d'Actions Nouvelles pourrait également être modifié librement si cette modification n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre. Dans le cas contraire, les stipulations du paragraphe [5.3.2.E](#) ci-dessous seraient applicables.

D. Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées, sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois jours de bourse, ou prorogées dans les conditions suivantes :

- Si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture ;
- Si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale ; dans ce cas, les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert avant la diffusion du communiqué de presse de la Société et de l'avis d'Euronext susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

E. Modifications des autres modalités de l'Offre

En cas de modification significative des modalités initialement arrêtées pour l'Offre non prévue par la Note d'Opération, une note complémentaire au Prospectus serait soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire au Prospectus. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la mise à disposition de la note complémentaire au Prospectus visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux jours de négociation après la mise à disposition de celle-ci (voir paragraphe [5.3.2.C](#) de la Note d'Opération pour une description de cas dans lesquels le présent paragraphe s'appliquerait).

5.3.3 Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription

Les Actions Nouvelles sont émises en vertu des première et onzième résolutions de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société en date du 25 octobre 2016 autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (se reporter au paragraphe [4.6.2](#) de la Note d'Opération).

5.3.4 Disparité de prix

Augmentation de capital suite à l'exercice de BSA :

Lors des 12 derniers mois, la Société a réalisé une augmentation de capital. En effet, suite à l'exercice de Bons de Souscription d'Actions (BSA), elle a procédé le 14 mars 2016 à une augmentation de capital en numéraire de 1 101 326 euros, pour 67 708 euros en capital et 582 288,80 euros en prime d'émission avec la création de 677 080 actions, soit un prix unitaire par action de 0,96 euro.

Émission des BSPCE 2016 et BSPCE 2016-1 :

Sur autorisation de l'assemblée générale du 29 juin 2015 et sur décision du président du 10 mai 2016, 371 250 BSPCE 2016 ont été émis donnant droit à la souscription de 371 250 actions ordinaires de la Société à un prix unitaire de souscription de 0,96 euro. Le prix d'exercice des BSPCE 2016 initialement fixé à 0,96 euro a été ajusté à 9,60 euros par le conseil d'administration lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, en conséquence du regroupement des actions de la Société par dix constatée par le conseil d'administration du même jour. Étant donné les 25 000 BSPCE 2016 annulés ou caducs, les 346 250 BSPCE 2016 susceptibles d'être exercés à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus entraînerait l'émission de 34 625 actions ordinaires après exercice.

Sur autorisation de l'assemblée générale du 29 juin 2015 et sur décision du conseil d'administration du 10 octobre 2016, 228 750 BSPCE 2016-1 ont été émis donnant droit à la souscription de 22 875 actions ordinaires de la Société à un prix unitaire de souscription de 9,6 euro.

Contrat d'émission de 150 000 obligations pour un montant de 150 000 euros souscrites en numéraire par Monsieur Jean Mounet, administrateur non actionnaire de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus :

Le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 16 novembre 2016, a émis 150 000 obligations de 1 euros de valeur nominale pour un montant de 150 000 euros souscrites en numéraire par Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société. Aux termes du contrat d'émission en date du 16 novembre 2016 et de l'avenant n°1 en date du 24 novembre 2016, la Société remboursera le nominal de l'emprunt obligataire et versera les intérêts courus au taux annuel de 10% à l'échéance, soit le 31 décembre 2017. En cas d'augmentation de capital par voie d'offre au public, qui constitue un cas de remboursement anticipé à l'initiative de l'obligataire, la Société remboursera le nominal et les intérêts courus - d'un montant estimé à 1 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre - par compensation avec la créance devenue immédiatement exigible à hauteur d'un nombre d'actions correspondant aux sommes dues au titre de la dette obligataire divisées par le Prix de l'Offre.

À l'occasion de cette compensation de créance, l'obligataire pourra souscrire en numéraire au prix unitaire de 10% du Prix d'Offre à un nombre de BSA_2016 égal au montant de la créance divisée par 15. Les caractéristiques des BSA_2016 qui seront validés et émis par le conseil d'administration postérieurement à l'Offre seront (i) un prix d'exercice au prix de l'Offre, (ii) une parité d'exercice d'une action nouvelle par BSA_2016, (iii) une durée d'exercice de 18 mois et (iv) un prix d'acquisition de 10% du prix d'exercice.

Convention portant sur la conversion des obligations convertibles en actions :

Le 18 novembre 2016, la Société et les trois porteurs d'obligations convertibles en actions FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO, sont convenus que, dans le cadre de l'inscription aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris des actions de la société Horizontal Software, la totalité des obligations convertibles en actions représentant un montant nominal de 349 k€, sera convertie en 54 129 actions nouvelles. Les prix de conversion, tel qu'ajustés par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, en conséquence du regroupement des actions de la Société par dix constaté par le conseil d'administration du même jour, seront de 4,6 euros pour les OCA TEHMS 1 et de 7,4 euros pour les OCA TEHMS 2 et les OCA TEHMS 3. Les intérêts courus, de la date de paiement

du dernier coupon jusqu'à la date de la demande de conversion, soit à titre indicatif le 9 décembre 2016, date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre, d'un montant estimé à 4 378 euros, seront versés lors du règlement-livraison de l'Offre, soit à titre indicatif, le 13 décembre 2016.

5.4 PLACEMENT

5.4.1 Coordonnées du Chef de File et Teneur de Livre

Invest Securities SA

73 boulevard Haussmann 75008 Paris, France

Tél. : +33 (0)1 44 88 77 88

5.4.2 Coordonnées des intermédiaires habilités chargés du dépôt des fonds des souscriptions et du service financier des actions

Les demandes de souscription sont adressées à Invest Securities, 73, boulevard Haussmann, 75008 Paris, France.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés chez Parel sis tour Pacific – 11-13 cours Valmy – 92800 Paris la Défense 7, France, compensateur multiple agissant pour le compte d'Invest Securities, qui établira le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital.

Le service des titres de la Société (inscription des actions au nominatif, conversion des actions au porteur) et le service financier (paiement des dividendes) seront assurés par CACEIS Investors Services – 14 rue Rouget de Lisle 92130 Issy-les-Moulineaux.

5.4.3 Garantie

L'émission ne fait ni l'objet d'une garantie de bonne fin ni d'une garantie de placement sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. Le début des négociations sur le titre n'interviendra donc qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison et après délivrance du certificat du dépositaire.

Si les souscriptions reçues n'atteignent pas 75% du nombre d'Actions Nouvelles offertes, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription deviendraient caducs.

En cas d'insuffisance de la demande, l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre pourrait être limitée aux souscriptions reçues dès lors que celles-ci atteindraient 75% du nombre d'Actions Nouvelles offertes. Si les souscriptions reçues étaient comprises entre 75% et 100% du nombre d'Actions Nouvelles offertes, la Société serait contrainte de revoir son programme d'investissement à la baisse.

5.4.4 Engagements de conservation

Ces informations figurent au paragraphe [7.3](#) de la Note d'Opération.

5.4.5 Dates de règlement-livraison des Actions Nouvelles souscrites

Le règlement-livraison des Actions Nouvelles souscrites est prévu le 13 décembre 2016.

6. ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION

6.1 INSCRIPTION AUX NÉGOCIATIONS

L'admission de l'ensemble des Actions Existantes et des Actions Nouvelles de la Société est demandée sur le marché Alternext d'Euronext à Paris (compartiment « Offre au public »).

Les conditions de négociation des actions seront fixées dans un avis d'Euronext Paris à paraître au plus tard le premier jour de cotation de ces actions, soit selon le calendrier indicatif le 9 décembre 2016.

La première cotation des Actions Existantes et des Actions Nouvelles sur le marché Alternext d'Euronext à Paris devrait avoir lieu le 9 décembre 2016.

Le règlement-livraison des Actions Nouvelles, à souscrire en numéraire et par compensation de créance, est prévu le 13 décembre 2016

Les négociations devraient débiter au cours de la séance de bourse du 14 décembre 2016 sur une ligne de cotation unique et seront soumises à la condition suspensive de la délivrance du certificat du dépositaire constatant la souscription des Actions Nouvelles.

6.2 AUTRES PLACES DE COTATION EXISTANTES

Les Actions de la Société ne sont actuellement admises aux négociations sur aucun marché boursier, réglementé ou non.

6.3 OFFRES SIMULTANÉES D'ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ

Sans objet.

6.4 CONTRAT DE LIQUIDITÉ

Il est prévu que la Société signe un contrat de liquidité avec le Chef de file et Teneur de Livre la veille de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Alternext d'Euronext à Paris en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des actions cotées sur le marché Alternext d'Euronext à Paris.

Ce contrat de liquidité sera mis en œuvre en vertu de la septième résolution de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 25 octobre 2016.

6.5 STABILISATION

Aux termes d'un contrat entre le Chef de File - Teneur de Livre et la Société, agissant en qualité d'agent de la stabilisation, en son nom et pour son compte (l'« **Agent Stabilisateur** »), pourra (mais ne sera en aucun cas tenu de) réaliser des opérations de stabilisation dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables, notamment celles du règlement européen n° 596/2014 du 16 avril 2014 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché complété par le règlement délégué (UE) n° 2016/1052 de la Commission du 8 mars 2016 (le « **Règlement Délégué** »). Il est précisé qu'il n'y a pas d'assurance que de telles opérations seront mises en œuvre et qu'en toute hypothèse il pourra y être mis fin à tout moment et sans préavis.

Les opérations de stabilisation ont pour objet de soutenir le prix de marché des actions pendant la période de stabilisation. Elles sont susceptibles d'affecter le prix de marché des actions et peuvent aboutir à la fixation d'un prix de marché plus élevé que celui qui prévaudrait en leur absence. En cas de mise en œuvre, de telles interventions pourront être réalisées, à tout moment, pendant une période de 30 jours calendaires à compter du jour de la fixation du Prix de l'Offre soit, selon le calendrier indicatif, jusqu'au 7 janvier 2017 (inclus).

L'information des autorités de marché compétentes et du public sera assurée par l'Agent Stabilisateur conformément à l'article 6 du Règlement Délégué. Ainsi, durant la période de stabilisation, la personne désignée comme responsable assure la publication, par voie de communiqué de presse à communiquer de

façon effective et intégrale, de toutes les opérations de stabilisation, au plus tard, à la fin de la 7ème journée boursière suivant la date d'exécution de ces opérations.

Le Chef de File - Teneur de Livre pourra effectuer des sur-allocations dans le cadre de l'Offre à hauteur du nombre d'actions couvertes par l'Option de Sur-Allocation, majoré, le cas échéant, d'un nombre d'actions représentant au maximum 5 % de la taille de l'Offre (hors exercice de l'Option de Sur-Allocation) conformément à l'article 8 (b) du Règlement Délégué. Conformément à l'article 7.1 du Règlement Délégué, les opérations de stabilisation ne peuvent être effectuées à un prix supérieur au Prix de l'Offre.

La stabilisation sera effectuée sur le marché Alternext d'Euronext à Paris.

7. DÉTENTEURS D'ACTIONS SOUHAILANT LES VENDRE

7.1 PERSONNES OU ENTITÉS SOUHAILANT VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

À la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre n'a l'intention de céder des titres.

7.2 ENGAGEMENTS DE CONSERVATION DES TITRES

Les engagements de conservation conclus avec le Chef de File et Teneur de Livre sont les suivants :

- Un engagement de conservation d'une durée de 183 jours calendaires suivant la date de début des négociations des Actions sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, soit jusqu'au 14 juin 2017, et sauf avec l'accord du Chef de File et Teneur de Livre afin de ne pas perturber le marché du titre, sur les 182 derniers jours calendaires suivant, soit du 15 juin 2017 au 13 décembre 2017, sur l'intégralité des actions de la Société et/ou l'intégralité des actions de la Société issues immédiatement ou à terme de valeurs mobilières, pour :
 - La totalité des actionnaires existants de la Société (hors l'actionnaire existant Nord France Amorçage et les actionnaires existants FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO pour ce qui est des actions qui leur seront attribuées suite à la conversion de leurs obligations convertibles en actions), qui détiennent collectivement 1 054 577 Actions Existantes avant l'Offre, soit 95,8% du capital et des droits de vote de la Société ;
 - La Holding Incubatrice Internet (anciennement dénommée « Holding Incubatrice Logiciels », se reporter au paragraphe [10.5.2](#) de la Note d'Opération) au profit de laquelle seront émises des Actions Nouvelles dans le cadre de la compensation en capital de sa dette de type crédit vendeur et de compte courant.
- Un engagement de conservation d'une durée de 365 jours calendaires suivant la date de début des négociations des Actions sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, soit jusqu'au 13 décembre 2017, sur l'intégralité des actions de la Société et/ou l'intégralité des actions de la Société issues immédiatement ou à terme de valeurs mobilières, pour :
 - L'actionnaire existant de la Société Nord France Amorçage (NFA) qui détient 46 749 Actions Existantes avant l'Offre, soit 4,2% du capital et des droits de votes de la Société ; et
 - Les actionnaires existants FINOVAM, ALLIANSYS et Financière TRIO, concernant les actions qui leur seront attribuées dans le cadre de la conversion de leurs obligations convertibles en actions.

Ils sont engagés à ne pas (i) offrir, nantir, prêter, céder ou promettre de céder, acquérir une option ou un droit de céder ou autrement transférer à quelque titre que ce soit, directement ou indirectement, ni à aucune autre opération ayant un effet économique équivalent, sur les actions de la Société ou tout titre financier, valeur mobilière ou droit, donnant accès ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité du capital de la Société, notamment par exercice, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, (ii) réaliser toutes ventes à découvert, conclure tout contrat de couverture ou autre accord conçu pour, ou qui pourrait raisonnablement avoir pour conséquence de conduire à ou d'entraîner la vente ou la cession d'un titre de capital, ni à aucune autre opération ayant un effet économique équivalent, (iii) conclure tout contrat de swap ou autre accord ayant pour objet ou pour effet de transférer à quiconque, en tout ou partie, l'un des attributs économiques de la propriété d'un titre de capital et (iv) annoncer publiquement l'intention de mettre en œuvre toute opération décrite (i), (ii) ou (iii) de ce paragraphe.

Ces engagements portent sur (i) l'ensemble des actions qu'ils détiennent et (ii) l'ensemble des actions qui pourraient être émises après exercice des valeurs mobilières qu'ils détiennent et donnant droit, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société.

Sont exclues du champ de ces engagements de conservation (i) toute opération portant sur des actions de la Société dans le cadre d'une offre publique visant les titres de la Société, (ii) les actions le cas échéant souscrites dans le cadre de l'Offre ou acquises après la date de règlement livraison et (iii) toute opération portant sur des actions de la Société réalisées entre sociétés ou entités d'un même groupe (y compris un fonds d'investissement géré par la même société de gestion que le cédant ou par une société de gestion du

même groupe), à la condition que l'acquéreur s'engage à conserver lesdites actions selon les mêmes termes et conditions que le cédant et pour la durée restant à courir des engagements.

7.3 ENGAGEMENT D'ABSTENTION

La Société s'engage à ne pas procéder à l'émission, l'offre ou la cession, ni à consentir de promesse de cession, sous une forme directe ou indirecte (notamment sous forme d'opérations sur produits dérivés ayant des actions pour sous-jacents), d'actions ou de valeurs mobilières, donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité du capital de la Société, ni à formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans le présent paragraphe, à compter de la date de signature de cet engagement et jusqu'à l'expiration d'une période de 365 jours suivant la date du règlement-livraison des Actions Nouvelles, sauf accord préalable écrit du Chef de File et Teneur de Livre notifié à la Société.

Étant précisé que sont exclus du champ de cet engagement d'abstention (i) les Actions Nouvelles, (ii) toute opération effectuée dans le cadre d'un programme de rachat d'actions conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles de marché applicables, (iii) les titres susceptibles d'être émis, offerts ou cédés aux salariés ou mandataires sociaux de la Société dans le cadre de plans à venir, autorisés à la date des présentes ou qui seront autorisés par l'assemblée générale de la Société ainsi que (iv) les titres de la Société émis dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition des titres ou des actifs d'une autre entité, à la condition que le bénéficiaire de ces titres accepte de reprendre cet engagement pour la durée restant à courir de cet engagement et à la condition que le nombre total de titres de la Société émis dans ce cadre n'excède pas 5% du capital.

8. DÉPENSES LIÉES À L'OFFRE

Sur la base d'une émission de 708 333 actions, à souscrire en numéraire et par compensation de créances, à un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre (soit 12,00 euros par action) :

- Environ 8 500 k€ pouvant être porté à environ 9 775 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 11 241 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros). Les Actions Nouvelles seront à souscrire en numéraire pour un produit brut de 7 714 k€ et par compensation de créances pour un produit brut de 786 k€. Le produit brut de l'Offre serait ramené à environ 5 419 k€ en cas de limitation de l'Offre à 75% (sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros). En cas de limitation de l'Offre à 75%, le produit brut lié à la souscription en numéraire sera d'un montant de 4 632 k€.
- Le produit net de l'Offre sera d'environ 7 133 k€, dont 6 346 k€ par souscription en numéraire, pouvant être porté à environ 8 324 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 9 693 k€ en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation (sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros). Le produit net de l'Offre serait ramené à environ 4 364 k€ en cas de limitation de l'Offre à 75%, dont 3 577 k€ par souscription en numéraire (sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros).

Sur les mêmes bases, la rémunération globale des intermédiaires à la charge de la Société est estimée à environ 1 367 k€ (en l'absence d'exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation et sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros) et à un maximum d'environ 1 548 k€ (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation et sur la base d'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros).

9. DILUTION

9.1 INCIDENCE DE L'OFFRE SUR LA QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES

À titre indicatif, les capitaux propres par action, avant et après réalisation de l'augmentation de capital (après imputation des frais juridiques, comptables et administratifs et de la rémunération des intermédiaires financiers sur la prime d'émission), s'établiraient comme suit, sur la base :

- Des capitaux propres au 30 juin 2016 ayant fait l'objet d'un examen limité du commissaire aux comptes de la Société ;
- Du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus ; et
- D'un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros, sauf pour la réalisation de l'Offre à 75% où l'incidence de l'Offre sur la quote-part des capitaux propres est calculée sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros.

| Quote-part des capitaux propres par action (en Euros) | Base non diluée | Base diluée |
|---|-----------------|-------------|
| Avant réalisation de l'Offre ⁽¹⁾ | 0,50 | 1,30 |
| Réalisation de l'Offre à 100%, soit après émission de 708 333 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 4,31 | 4,55 |
| Réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension, soit après émission de 814 582 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 4,68 | 4,89 |
| Réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, soit après émission de 936 769 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 5,06 | 5,25 |
| Réalisation de l'Offre à 75%, soit après émission de 531 249 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 3,12 | 3,43 |

- (1) Avant réalisation de l'Offre, la base diluée tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes.
- (2) Après réalisation de l'Offre, la base non diluée tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes, auxquelles s'ajoutent en base diluée, l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

9.2 INCIDENCE DE L'OFFRE SUR LA SITUATION DE L'ACTIONNAIRE

À titre indicatif, l'incidence de l'Offre sur la participation dans le capital d'un actionnaire détenant 1% du capital social de la Société préalablement à l'Offre et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital social de la Société à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus) est la suivante :

| Participation de l'actionnaire (en %) | Base non diluée | Base diluée |
|---|-----------------|-------------|
| Avant réalisation de l'Offre ⁽¹⁾ | 1,00% | 0,89% |
| Réalisation de l'Offre à 100%, soit après émission de 708 333 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 0,59% | 0,56% |
| Réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension, soit après émission de 814 582 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 0,56% | 0,54% |
| Réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation, soit après émission de 936 769 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 0,53% | 0,51% |
| Réalisation de l'Offre à 75%, soit après émission de 531 249 Actions Nouvelles ⁽²⁾ | 0,65% | 0,62% |

- (1) Avant réalisation de l'Offre, le capital dilué tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes.
- (2) Après réalisation de l'Offre, le capital non dilué tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes, auxquelles s'ajoutent au capital dilué, l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de

la totalité des BSPCE existant et l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

9.3 INCIDENCE DE L'OFFRE SUR LA RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE DE LA SOCIÉTÉ

À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

| Actionnaires | À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus | | | | | |
|--|---|---------------|----------------------|-----------------------|-------------------|---------------|
| | Capital et droits de vote sur une base non diluée | | Instruments dilutifs | | Capital et droits | |
| | Nombre d'actions | En % | Nombre d'actions | En % du capital dilué | Nombre d'actions | En % |
| Hervé YAHY | 15 520 | 1,4% | 22 825 | 1,9% | 38 345 | 3,1% |
| Ingrid EECKHOUT | 21 651 | 2,0% | 10 775 | 0,9% | 32 426 | 2,6% |
| Jean MOUNET | - | - | - | - | - | - |
| Autres mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | - | - | - | - | - | - |
| Autres salariés | 16 480 | 1,5% | 43 400 | 3,5% | 59 880 | 4,9% |
| Salariés et mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | 53 651 | 4,9% | 77 000 | 6,2% | 130 651 | 10,6% |
| Holding Incubatrice Internet et Mobile (ex Holding Incubatrice Cloud Computing) | 202 500 | 18,4% | 0 | - | 202 500 | 16,4% |
| FCPI UFF7 | 100 000 | 9,1% | - | - | 100 000 | 8,1% |
| FCPI Fortune | 10 000 | 0,9% | - | - | 10 000 | 0,8% |
| FCPI UFF10 | 62 500 | 5,7% | - | - | 62 500 | 5,1% |
| Fortune 4 FCPI | 153 692 | 14,0% | - | - | 153 692 | 12,5% |
| UFF INNOVATION N°15 | 130 404 | 11,8% | - | - | 130 404 | 10,6% |
| FCPI Innovation Pluriel | 90 000 | 8,2% | - | - | 90 000 | 7,3% |
| TRUFFLE FORTUNE N°6 | 88 528 | 8,0% | - | - | 88 528 | 7,2% |
| Innocroissance 2016 | - | - | - | - | - | - |
| UFF INNOVATION N°14 | - | - | - | - | - | - |
| Truffle Développement | - | - | - | - | - | - |
| UFF INNOVATION N°17 | 63 346 | 5,8% | - | - | 63 346 | 5,1% |
| Truffle Capital | 698 470 | 63,4% | 0 | - | 698 470 | 56,7% |
| FINOVAM | 23 857 | 2,2% | 43 257 | 3,5% | 67 114 | 5,4% |
| Autres institutionnels | 95 783 | 8,7% | 10 872 | 0,9% | 106 655 | 8,7% |
| Institutionnels | 119 640 | 10,9% | 54 129 | 4,4% | 173 769 | 14,1% |
| Frédéric EECKHOUT | 21 651 | 2,0% | - | - | 21 651 | 1,8% |
| Hubert COISNE | 5 414 | 0,5% | - | - | 5 414 | 0,4% |
| Autres actionnaires nominatifs | 27 065 | 2,5% | 0 | - | 27 065 | 2,2% |
| Total | 1 101 326 | 100,0% | 131 129 | 10,6% | 1 232 455 | 100,0% |

À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus et à la connaissance de la Société, les fonds FCPI UFF7, FCPI Fortune, FCPI UFF10, Fortune 4 FCPI, UFF Innovation n°15, FCPI Innovation Pluriel, Truffle Fortune n°6, UFF Innovation n°17 gérés par leur société de gestion Truffle Capital détiennent ensemble 63,4% du capital et des droits de vote sur une base non diluée, ainsi que 56,7% du capital et des droits de vote sur une base totalement diluée. En conséquence, Truffle Capital, détenant indirectement la majorité des droits de vote dans les assemblées générales ordinaires, la Société est contrôlée au sens de l'article L. 233-3 I 1° du Code de commerce.

À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, le capital social de la Société s'élève à 1 101 326 euros divisé en 1 101 326 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Impact sur le capital social de la Société de l'exercice de l'ensemble des instruments dilutifs émis à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus

À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, la Société a émis :

- 843 750 Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprise (les « BSPCE »), dont 770 000 sont encore exerçables à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, représentant potentiellement 77 000 actions, après regroupement des actions de la Société par dix constatée par le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, sur délégation de pouvoirs conférée par l'assemblée générale des associés du 22 septembre 2016 ;

- 541 319 Obligations Convertibles en Actions (les « OCA »), représentant potentiellement 54 129 actions, après regroupement des actions de la Société par dix constatée par le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion en date du 10 octobre 2016, sur délégation de pouvoirs conférée par l'assemblée générale des associés du 22 septembre 2016.

Les détails des caractéristiques des BSPCE et des obligations convertibles en actions sont présentés au paragraphe 21.1.4 du Document de Base.

À la date de visa de l'AMF sur le Prospectus, la dilution potentielle associée à l'exercice de tous les instruments donnant accès au capital représente 131 129 actions soit, sur la base d'un capital de 1 101 326 actions, une dilution de 10,6%.

Détention après l'Offre

Les calculs réalisés pour l'ensemble des tableaux ci-dessous sont basés sur les hypothèses suivantes :

- Un prix égal au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 12,00 euros, sauf pour la réalisation de l'Offre à 75% qui est sur la base d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 10,20 euros ;
- Les ordres émis par les actionnaires ayant signé un engagement de souscription (se reporter au paragraphe E.3) aient été entièrement servis ;
- Le capital non dilué tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes ;
- Le capital dilué tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% :

| Actionnaires | Conversion obligations convertibles | Capital et droits de vote sur une base non diluée (1) | | Instruments dilutifs | | Capital et droits de vote sur une base entièrement diluée (2) | |
|--|---|---|---------------|----------------------|-----------------------|---|---------------|
| | Nombre d'actions En % du capital non dilué | Nombre d'actions | En % | Nombre d'actions | En % du capital dilué | Nombre d'actions | En % |
| Hervé YAHY | - | 15 520 | 0,8% | 22 825 | 1,2% | 38 345 | 2,0% |
| Ingrid EECKHOUT | - | 21 651 | 1,2% | 10 775 | 0,6% | 32 426 | 1,7% |
| Jean MOUNET | - | 12 582 | 0,7% | 10 065 | 0,5% | 22 647 | 1,2% |
| Autres mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres salariés | - | 16 480 | 0,9% | 43 400 | 2,2% | 59 880 | 3,1% |
| Salariés et mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | 0 | 66 233 | 3,6% | 87 065 | 4,5% | 153 298 | 7,9% |
| Holding Incubatrice Internet et Mobile (ex Holding Incubatrice Cloud Computing) | 0 | 202 500 | 10,9% | 0 | - | 202 500 | 10,4% |
| FCPI UFF7 | - | 100 000 | 5,4% | - | - | 100 000 | 5,1% |
| FCPI Fortune | - | 10 000 | 0,5% | - | - | 10 000 | 0,5% |
| FCPI UFF10 | - | 62 500 | 3,4% | - | - | 62 500 | 3,2% |
| Fortune 4 FCPI | - | 153 692 | 8,2% | - | - | 153 692 | 7,9% |
| UFF INNOVATION N°15 | - | 130 404 | 7,0% | - | - | 130 404 | 6,7% |
| FCPI Innovation Pluriel | - | 90 000 | 4,8% | - | - | 90 000 | 4,6% |
| TRUFFLE FORTUNE N°6 | - | 88 528 | 4,7% | - | - | 88 528 | 4,5% |
| UFF INNOVATION N°17 | - | 63 346 | 3,4% | - | - | 63 346 | 3,2% |
| Innocroissance 2016 | - | 75 000 | 4,0% | - | - | 75 000 | 3,8% |
| UFF INNOVATION N°14 | - | 29 166 | 1,6% | - | - | 29 166 | 1,5% |
| Truffle Développement | - | 20 833 | 1,1% | - | - | 20 833 | 1,1% |
| Truffle Capital | 0 | 823 469 | 44,2% | 0 | - | 823 469 | 42,2% |
| FINOVAM | 43 257 2,3% | 67 114 | 3,6% | - | - | 67 114 | 3,4% |
| Autres institutionnels | 10 872 0,6% | 106 655 | 5,7% | - | - | 106 655 | 5,5% |
| Institutionnels | 54 129 2,9% | 173 769 | 9,3% | 0 | - | 173 769 | 8,9% |
| Frédéric EECKHOUT | - | 21 651 | 1,2% | - | - | 21 651 | 1,1% |
| Hubert COISNE | - | 5 414 | 0,3% | - | - | 5 414 | 0,3% |
| Autres actionnaires nominatifs | 0 | 27 065 | 1,5% | 0 | - | 27 065 | 1,4% |
| Public | 0 | 570 752 | 30,6% | 0 | - | 570 752 | 29,3% |
| Total | 54 129 2,9% | 1 863 788 | 100,0% | 87 065 4,5% | - | 1 950 853 | 100,0% |

- (1) Le capital non dilué tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes.
- (2) Le capital dilué tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension :

| Actionnaires | Conversion obligations convertibles | Capital et droits de vote sur une base non diluée ⁽¹⁾ | | Instruments dilutifs | | Capital et droits de vote sur une base entièrement diluée ⁽²⁾ | |
|--|-------------------------------------|--|---------------|----------------------|-------------|--|---------------|
| | | Nombre d'actions | En % | Nombre d'actions | En % | Nombre d'actions | En % |
| Hervé YAHU | - | 15 520 | 0,8% | 22 825 | 1,1% | 38 345 | 1,9% |
| Ingrid EECKHOUT | - | 21 651 | 1,1% | 10 775 | 0,5% | 32 426 | 1,6% |
| Jean MOUNET | - | 12 582 | 0,6% | 10 065 | 0,5% | 22 647 | 1,1% |
| Autres mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres salariés | - | 16 480 | 0,8% | 43 400 | 2,1% | 59 880 | 2,9% |
| Salariés et mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | 0 | 66 233 | 3,4% | 87 065 | 4,2% | 153 298 | 7,5% |
| Holding Incubatrice Internet et Mobile (ex Holding Incubatrice Cloud Computing) | 0 | 202 500 | 10,3% | 0 | - | 202 500 | 9,8% |
| FCPI UFF7 | - | 100 000 | 5,1% | - | - | 100 000 | 4,9% |
| FCPI Fortune | - | 10 000 | 0,5% | - | - | 10 000 | 0,5% |
| FCPI UFF10 | - | 62 500 | 3,2% | - | - | 62 500 | 3,0% |
| Fortune 4 FCPI | - | 153 692 | 7,8% | - | - | 153 692 | 7,5% |
| UFF INNOVATION N°15 | - | 130 404 | 6,6% | - | - | 130 404 | 6,3% |
| FCPI Innovation Pluriel | - | 90 000 | 4,6% | - | - | 90 000 | 4,4% |
| TRUFFLE FORTUNE N°6 | - | 88 528 | 4,5% | - | - | 88 528 | 4,3% |
| UFF INNOVATION N°17 | - | 63 346 | 3,2% | - | - | 63 346 | 3,1% |
| Innacroissance 2016 | - | 75 000 | 3,8% | - | - | 75 000 | 3,6% |
| UFF INNOVATION N°14 | - | 29 166 | 1,5% | - | - | 29 166 | 1,4% |
| Truffle Développement | - | 20 833 | 1,1% | - | - | 20 833 | 1,0% |
| Truffle Capital | 0 | 823 469 | 41,8% | 0 | - | 823 469 | 40,0% |
| FINOVAM | 43 257 2,2% | 67 114 | 3,4% | - | - | 67 114 | 3,3% |
| Autres institutionnels | 10 872 0,6% | 106 655 | 5,4% | - | - | 106 655 | 5,2% |
| Institutionnels | 54 129 2,7% | 173 769 | 8,8% | 0 | - | 173 769 | 8,4% |
| Frédéric EECKHOUT | - | 21 651 | 1,1% | - | - | 21 651 | 1,1% |
| Hubert COISNE | - | 5 414 | 0,3% | - | - | 5 414 | 0,3% |
| Autres actionnaires nominatifs | 0 | 27 065 | 1,4% | 0 | - | 27 065 | 1,3% |
| Public | 0 | 677 001 | 34,4% | 0 | - | 677 001 | 32,9% |
| Total | 54 129 2,7% | 1 970 037 | 100,0% | 87 065 | 4,2% | 2 057 102 | 100,0% |

- (1) Le capital non dilué tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes.
- (2) Le capital dilué tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

En cas de réalisation de l'Offre à 100% et exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Sur-Allocation :

| Actionnaires | Conversion obligations convertibles | Capital et droits de vote sur une base non diluée ⁽¹⁾ | | Instruments dilutifs | | Capital et droits de vote sur une base entièrement diluée ⁽²⁾ | |
|---|-------------------------------------|--|------|----------------------|------|--|------|
| | | Nombre d'actions | En % | Nombre d'actions | En % | Nombre d'actions | En % |
| Hervé YAHU | - | 15 520 | 0,7% | 22 825 | 1,0% | 38 345 | 1,8% |
| Ingrid EECKHOUT | - | 21 651 | 1,0% | 10 775 | 0,5% | 32 426 | 1,5% |
| Jean MOUNET | - | 12 582 | 0,6% | 10 065 | 0,5% | 22 647 | 1,0% |
| Autres mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | - | - | - | - | - | - | - |
| Autres salariés | - | 16 480 | 0,8% | 43 400 | 2,0% | 59 880 | 2,7% |

| | | | | | | | | |
|---|---------------|-------------|------------------|---------------|---------------|-------------|------------------|---------------|
| Salariés et mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | 0 | | 66 233 | 3,2% | 87 065 | 4,0% | 153 298 | 7,0% |
| Holding Incubatrice Internet et Mobile (ex Holding Incubatrice Cloud Computing) | 0 | | 202 500 | 9,7% | 0 | | 202 500 | 9,3% |
| FCPI UFF7 | - | | 100 000 | 4,8% | - | | 100 000 | 4,6% |
| FCPI Fortune | - | | 10 000 | 0,5% | - | | 10 000 | 0,5% |
| FCPI UFF10 | - | | 62 500 | 3,0% | - | | 62 500 | 2,9% |
| Fortune 4 FCPI | - | | 153 692 | 7,3% | - | | 153 692 | 7,1% |
| UFF INNOVATION N°15 | - | | 130 404 | 6,2% | - | | 130 404 | 6,0% |
| FCPI Innovation Pluriel | - | | 90 000 | 4,3% | - | | 90 000 | 4,1% |
| TRUFFLE FORTUNE N°6 | - | | 88 528 | 4,2% | - | | 88 528 | 4,1% |
| UFF INNOVATION N°17 | - | | 63 346 | 3,0% | - | | 63 346 | 2,9% |
| Innocroissance 2016 | - | | 75 000 | 3,6% | - | | 75 000 | 3,4% |
| UFF INNOVATION N°14 | - | | 29 166 | 1,4% | - | | 29 166 | 1,3% |
| Truffle Développement | - | | 20 833 | 1,0% | - | | 20 833 | 1,0% |
| Truffle Capital | 0 | | 823 469 | 39,4% | 0 | | 823 469 | 37,8% |
| FINOVAM | 43 257 | 2,1% | 67 114 | 3,2% | - | | 67 114 | 3,1% |
| Autres institutionnels | 10 872 | 0,5% | 106 655 | 5,1% | - | | 106 655 | 4,9% |
| Institutionnels | 54 129 | 2,6% | 173 769 | 8,3% | 0 | | 173 769 | 8,0% |
| Frédéric EECKHOUT | - | | 21 651 | 1,0% | - | | 21 651 | 1,0% |
| Hubert COISNE | - | | 5 414 | 0,3% | - | | 5 414 | 0,2% |
| Autres actionnaires nominatifs | 0 | | 27 065 | 1,3% | 0 | | 27 065 | 1,2% |
| Public | 0 | | 799 188 | 38,2% | 0 | | 799 188 | 36,7% |
| Total | 54 129 | 2,6% | 2 092 224 | 100,0% | 87 065 | 4,0% | 2 179 289 | 100,0% |

- (1) Le capital non dilué tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes.
- (2) Le capital dilué tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

En cas de réalisation de l'Offre à 75% :

| Actionnaires | Conversion obligations convertibles | Capital et droits de vote sur une base non diluée ⁽¹⁾ | | Instruments dilutifs | Capital et droits de vote sur une base entièrement diluée ⁽²⁾ | |
|--|---|--|---------------|---|--|---------------|
| | Nombre d'actions En % du capital non dilué | Nombre d'actions | En % | Nombre d'actions En % du capital dilué | Nombre d'actions | En % |
| Hervé YAHY | - | 15 520 | 0,9% | 22 825 | 38 345 | 2,2% |
| Ingrid EECKHOUT | - | 21 651 | 1,3% | 10 775 | 32 426 | 1,8% |
| Jean MOUNET | - | 14 802 | 0,9% | 10 065 | 24 867 | 1,4% |
| Autres mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | - | - | - | - | - | - |
| Autres salariés | - | 16 480 | 1,0% | 43 400 | 59 880 | 3,4% |
| Salariés et mandataires sociaux (hors Truffle Capital) | 0 | 68 453 | 4,1% | 87 065 | 155 518 | 8,8% |
| Holding Incubatrice Internet et Mobile (ex Holding Incubatrice Cloud Computing) | 0 | 202 500 | 12,0% | 0 | 202 500 | 11,4% |
| FCPI UFF7 | - | 100 000 | 5,9% | - | 100 000 | 5,6% |
| FCPI Fortune | - | 10 000 | 0,6% | - | 10 000 | 0,6% |
| FCPI UFF10 | - | 62 500 | 3,7% | - | 62 500 | 3,5% |
| Fortune 4 FCPI | - | 153 692 | 9,1% | - | 153 692 | 8,7% |
| UFF INNOVATION N°15 | - | 130 404 | 7,7% | - | 130 404 | 7,4% |
| FCPI Innovation Pluriel | - | 90 000 | 5,3% | - | 90 000 | 5,1% |
| TRUFFLE FORTUNE N°6 | - | 88 528 | 5,2% | - | 88 528 | 5,0% |
| UFF INNOVATION N°17 | - | 63 346 | 3,8% | - | 63 346 | 3,6% |
| Innocroissance 2016 | - | 88 235 | 5,2% | - | 88 235 | 5,0% |
| UFF INNOVATION N°14 | - | 34 313 | 2,0% | - | 34 313 | 1,9% |
| Truffle Développement | - | 24 509 | 1,5% | - | 24 509 | 1,4% |
| Truffle Capital | 0 | 845 527 | 50,1% | 0 | 845 527 | 47,7% |
| FINOVAM | 43 257 2,6% | 67 114 | 4,0% | - | 67 114 | 3,8% |
| Autres institutionnels | 10 872 0,6% | 106 655 | 6,3% | - | 106 655 | 6,0% |
| Institutionnels | 54 129 3,2% | 173 769 | 10,3% | 0 | 173 769 | 9,8% |
| Frédéric EECKHOUT | - | 21 651 | 1,3% | - | 21 651 | 1,2% |
| Hubert COISNE | - | 5 414 | 0,3% | - | 5 414 | 0,3% |
| Autres actionnaires nominatifs | 0 | 27 065 | 1,6% | 0 | 27 065 | 1,5% |
| Public | 0 | 369 390 | 21,9% | 0 | 369 390 | 20,8% |
| Total | 54 129 3,2% | 1 686 704 | 100,0% | 87 065 4,9% | 1 773 769 | 100,0% |

- (1) Le capital non dilué tient compte de l'émission de 54 129 actions suite à la conversion de la totalité des obligations convertibles en actions existantes.
- (2) Le capital dilué tient compte de l'émission de 77 000 actions suite à l'exercice de la totalité des BSPCE existant et de l'émission de 10 065 actions suite à l'exercice des BSA attribués à Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société, lors de la compensation de sa créance obligataire.

10. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

10.1 CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'OFFRE

Sans objet.

10.2 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Commissaire aux comptes titulaire : KMPG SA.

2 avenue Gambetta Tour Eqho 92066 Paris la Défense cedex

Représenté par Messieurs Jean-Marc BAUMANN et Stéphane DEVIN.

Date de la première nomination : assemblée générale du 7 mars 2016.

Date d'expiration du mandat : assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Commissaire aux comptes suppléant : SALUSTRO REYDEL

2 avenue Gambetta Tour Eqho 92066 Paris la Défense cedex

Représenté par Monsieur Jean-Claude REYDEL.

Date de la première nomination : Assemblée Générale du 7 mars 2016.

Date d'expiration du mandat : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

10.3 RAPPORT D'EXPERT

Sans objet.

10.4 INFORMATIONS PROVENANT D'UNE TIERCE PARTIE

Sans objet.

10.5 MISE À JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIÉTÉ

L'ensemble de l'information concernant la Société est décrite dans le Document de Base.

Depuis le 15 novembre 2016, date d'enregistrement du Document de Base, la Société n'a publié aucun communiqué de presse ou document significatif, à l'exception des éléments relatifs à l'émission des Actions Nouvelles et les informations décrites dans le présent paragraphe.

10.5.1 Opération de fusion d'un actionnaire de la Société

La société Holding Incubatrice Cloud Computing, actionnaire de la Société détenant à la date de visa de l'AMF sur le Prospectus 18,4% du capital et des droits de vote et 16,4% du capital et des droits de vote sur une base entièrement diluée, a fait l'objet d'une fusion-absorption en date du 17 novembre 2016 au bénéfice de la société Holding Incubatrice Internet et Mobile.

En conséquence, à la suite de la transmission universelle de patrimoine et résultant de cette fusion-absorption, l'ensemble des actions de la Société détenues par la société Holding Incubatrice Cloud Computing ont été transmises à la société Holding Incubatrice Internet et Mobile.

10.5.2 Opération de fusion d'un créancier de la Société

La société Holding Incubatrice Logiciels, détenant une créance sur la Société aux termes du protocole d'accord conclu le 3 mars 2016 et décrit au paragraphe 19.1 du Document de Base, a fait l'objet d'une fusion-absorption en date du 29 septembre 2016 au bénéfice de la société Holding Incubatrice Internet.

En conséquence, à la suite de la transmission universelle de patrimoine et résultant de cette fusion-absorption, l'ensemble des droits et obligations de la société Holding Incubatrice Logiciels ont été transférés à la société Holding Incubatrice Internet.

10.5.3 Conventions conclues depuis la date d'enregistrement du Document de Base

Depuis la date d'enregistrement du Document de Base, la Société a conclu les conventions suivantes :

- Le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 16 novembre 2016, a émis 150 000 obligations de 1 euros de valeur nominale pour un montant de 150 000 euros souscrites en numéraire par Monsieur Jean Mounet, administrateur de la Société. Aux termes du contrat d'émission en date du 16 novembre 2016 et de l'avenant n°1 en date du 24 novembre 2016, la Société remboursera le nominal de l'emprunt obligataire et versera les intérêts courus au taux annuel de 10% à l'échéance, soit le 31 décembre 2017. En cas d'augmentation de capital par voie d'offre au public, qui constitue un cas de remboursement anticipé à l'initiative de l'obligataire, la Société remboursera le nominal et les intérêts courus - d'un montant estimé à 1 k€ au 9 décembre 2016, soit la date à laquelle le conseil d'administration de la Société fixera les modalités définitives de l'Offre - par compensation avec la créance devenue immédiatement exigible à hauteur d'un nombre d'actions correspondant aux sommes dues au titre de la dette obligataire divisées par le Prix de l'Offre.

À l'occasion de cette compensation de créance, l'obligataire pourra souscrire en numéraire au prix unitaire de 10% du Prix d'Offre à un nombre de BSA_2016 égal au montant de la créance divisée par 15. Les caractéristiques des BSA_2016 qui seront validés et émis par le conseil d'administration postérieurement à l'Offre seront (i) un prix d'exercice au prix de l'Offre, (ii) une parité d'exercice d'une action nouvelle par BSA_2016, (iii) une durée d'exercice de 18 mois et (iv) un prix d'acquisition de 10% du prix d'exercice.

Au moment de cette émission d'obligations, la Société a analysé son incidence sur l'indépendance de Monsieur Jean Mounet, en qualité d'administrateur, au regard des critères décrits dans la troisième recommandation du code Middlednext. Ainsi, compte tenu du montant de l'emprunt et de la situation patrimoniale des parties, cette opération n'apparaît pas comme significative ni pour la Société ni pour l'Obligataire. Par ailleurs, la future participation au capital de Monsieur Jean Mounet, tel que décrite au paragraphe 9.3 de la présente Note d'Opération, n'apparaît pas suffisamment significative pour être de nature à remettre en cause son indépendance. En conséquence, à la date du visa sur le Prospectus, la Société considère toujours que Monsieur Jean Mounet est un administrateur indépendant et qu'il satisfait aux critères d'indépendance prévus par le code Middlednext.

Il est précisé que Monsieur Jean Mounet n'a pas participé aux débats du conseil d'administration relatifs aux obligations et aux BSA_2016 décrits ci-dessus et qu'en conséquence il n'a pas pris part au vote sur ces décisions.

- un avenant n°1 au protocole d'accord du 3 mars 2016 a été conclu avec la Holding Incubatrice Internet (anciennement la « Holding Incubatrice Logiciels », se reporter au paragraphe 10.5.2 ci-dessus) en date du 16 novembre 2016 (se reporter au paragraphe 3.2 de la Note d'Opération pour des détails sur les termes et modalités de l'avenant n°1 et se reporter au chapitre 19.1 du Document de Base pour des détails sur le protocole d'accord conclu le 3 mars 2016) ;
- une convention portant sur la conversion des obligations convertibles en actions détenues par FINOVAM, ALLIANSYS et Financières TRIO (se reporter au paragraphe 3.2 de la Note d'Opération pour des détails sur les termes et modalités de convention portant sur la conversion des obligations convertibles en actions et se reporter au paragraphe 21.1.4 B du Document de Base pour des détails sur les obligations concernées).

10.5.4 Rémunération des mandataires sociaux de la Société

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 22 septembre 2016, a notamment décidé que Monsieur Hervé YAHU, président directeur général, et Madame Ingrid EECKHOUT, directeur général délégué, aurait le droit à une rémunération exceptionnelle brute de trente-cinq mille euros (35.000 €) en cas de succès de l'introduction en bourse de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris avant le 30 juin 2017. Dans le cas où cette rémunération exceptionnelle serait due, elle sera exigible dans le délai de 30 jours après le jour de la première cotation de la société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris. Le

conseil d'administration a également décidé que ce montant pourra être doublé en fonction du montant futur de l'augmentation de capital selon des conditions restant à définir lors d'un prochain conseil d'administration, qui se tiendra entre la date d'enregistrement Document de Base et la date de visa sur le Prospectus relatif à la première cotation de la société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, qui intégrera ces critères dans la note d'opération.

Les informations relatives à la rémunération et aux avantages en nature attribués au président directeur général et au directeur général délégué, notamment leur rémunération pour l'année 2016, sont décrites au paragraphe 15.1.1 du Document de Base.

Ainsi, le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 16 novembre 2016, a décidé qu'en cas de succès de l'introduction en bourse de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris avant le 30 juin 2017, Monsieur Hervé YAHY et Madame Ingrid EECKHOUT, auraient chacun le droit, en complément de la rémunération exceptionnelle décrite ci-dessus, à une prime exceptionnelle complémentaire en fonction du montant brut de l'Offre, prime d'émission incluse, calculée comme suit :

- si le montant brut de l'Offre est inférieur à 7,5 millions d'euros : la prime exceptionnelle complémentaire serait nulle ;
- si le montant brut de l'Offre est supérieur à 10 millions d'euros : la prime exceptionnelle complémentaire serait de 35.000 euros ;
- si le montant brut de l'Offre est compris entre 7,5 millions d'euros et 10 millions d'euros : la prime exceptionnelle complémentaire serait calculée au prorata entre 0 et 35.000 euros.

Dans le cas où cette prime exceptionnelle complémentaire serait due à Monsieur Hervé Yahy et Madame Ingrid Eeckhout, elle serait exigible dans le délai de 30 jours après le jour de la première cotation de la société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris. Il est précisé, qu'en cas de succès de l'introduction en bourse de la Société sur le marché Alternext d'Euronext à Paris, cette prime exceptionnelle complémentaire sera déterminée par application du barème ci-dessus et automatiquement due sans qu'une nouvelle réunion du conseil d'administration ne soit nécessaire.